

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

LES IDÉES SOCIALES
DE
LAMARTINE
JUSQU'A 1848

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

EVA SACHS

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

—
1915

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

LES IDÉES SOCIALES
DE
LAMARTINE
JUSQU'A 1848

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS



PAR
EVA SACHS

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

—
1915



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Aux Femmes Françaises

1914-1915

AVANT-PROPOS

Au cours de cette étude, une double difficulté s'est présentée : 1° le manque de sources, car les quelques études qui ont été faites sur Lamartine, homme politique, portent un caractère purement historique et laissent de côté ses idées sociales, de plus, datant, à quelques exceptions près, surtout de l'époque de sa retraite, ou du lendemain de sa mort, sont presque toutes pénétrées d'un parti pris assez prononcé ; 2° et cette difficulté est beaucoup plus grande — c'est l'esprit de Lamartine qui, sous l'apparence d'une unité harmonieuse, a un caractère extrêmement multiple. Ce caractère de l'esprit de Lamartine, ainsi que l'instabilité de ses idées, font qu'il nous sera parfois difficile de les coordonner, comme nous l'aurions désiré. Et c'est à cause de cette difficulté même que nous avons cru utile de tracer en quelques mots le milieu où Lamartine fut élevé et où il vécut et de rapporter les influences qu'il avait subies.

Nous n'ignorons pas l'insuffisance de cette étude et Lamartine, qui est l'esprit représentatif de son époque, mérite un travail beaucoup plus approfondi, qui, nous l'espérons, sera fait un jour.

Avant d'entrer en matière, qu'on nous permette d'exprimer ici notre reconnaissance à l'Université de Paris qui a si largement ouvert ses portes à l'étrangère que nous sommes, de remercier bien vivement MM. les professeurs de la Faculté des Lettres dont l'enseignement a dirigé nos études et tout particulièrement M. Fortunat Strowski qui a bien voulu nous prodiguer ses conseils et ses encouragements avec une bienveillance toujours renouvelée.

L'ENFANCE DE LAMARTINE

CHAPITRE PREMIER

L'enfance d'Alphonse de Lamartine. — Son éducation physique. — Ses premiers maîtres. — L'influence de sa mère. — Lamartine au lycée de Lyon et sa fuite. — Lamartine chez les Jésuites à Belley. — Ses amitiés. — Sa soif de liberté. — Sa piété. — Sa haine contre les congrégations et son sentiment de reconnaissance pour les pères jésuites, ses maîtres. — Ses vacances dans la maison paternelle et chez son oncle, l'abbé de Lamartine. — Les serviteurs considérés comme des égaux. — Le caractère de cette égalité.

« La prédestination de l'enfant, dit Lamartine, c'est la maison où il est né ; son âme se compose surtout des impressions qu'il y a reçues (1). »

Alphonse de Lamartine naquit à Mâcon en pleine Révolution. Son grand-père du côté paternel vivait encore. « Gentilhomme, qui avait servi longtemps dans les armées de Louis XV » (2), il était rentré dans sa province avec le grade de capitaine et y avait rapporté des habitudes d'élégance et de plaisir.

Pierre de Lamartine, père du poète, le dernier né de la famille, était entré à seize ans dans le régiment où avait servi son père. A trente-huit ans, il épousa M^{lle} Alix des

1. Lamartine, *Confidences*, liv. I, § 2, p. 21, éd. compl.

2. *Ibid.*, liv. I, § 4, p. 24.

Roys, dont la mère était sous-gouvernante des enfants du duc d'Orléans. La jeune Alix avait été élevée avec les enfants du prince. Elle avait rencontré dans les salons de sa mère les hommes d'État, les gens de lettres et les philosophes de son temps. Jean-Jacques Rousseau en particulier, eut une grande influence sur l'âme tendre de la jeune fille, qui « quoique pieuse et très étroitement attachée au dogme catholique, avait conservé une tendre admiration pour ce grand homme, sans doute, parce qu'il avait une âme. N'étant pas de la religion de son génie, elle était de la religion de son cœur » (1). C'est cette femme aux « yeux imbibés de la tendresse de son âme... au timbre émouvant de voix... au sourire de paix où se répandait toujours une bonté... où jamais la plus légère raillerie ne contractait les lèvres » (2), c'est elle qui fut la première éducatrice de Lamartine.

Par amour pour l'homme qu'elle épousa, elle quitta le luxe dans lequel elle avait été élevée et entra dans la presque médiocrité, se condamnant à vivre retirée en province. Au dire de son fils, elle n'a jamais eu un seul moment de regret d'avoir renoncé aux plaisirs de la vie mondaine et d'avoir été obligée de mener presque une vie de couvent, à Mâcon ou à Milly.

Pierre de Lamartine, cet « homme primitif un peu modifié par le soldat » (3), était resté dans l'armée en se mariant. Il ne voyait dans la Révolution qu'une révolte qu'on arriverait à étouffer en quelques mois. Mais, lorsqu'on

1. *Confidences*, liv. I, § 7, p. 30.

2. *Ibid.*, préface, p. 5.

3. *Ibid.*, liv. I, § 8, p. 32.

demanda aux officiers de l'armée royale un serment qui « répudiait à sa conscience de serviteur du roi » (1), il donna sa démission.

Malgré le péril qu'il y avait à rester en France, vu ses sentiments pour les Bourbons, Pierre de Lamartine eut le courage de ne pas émigrer et de vivre retiré à la campagne dans l'obscurité et l'inaction. Emprisonné, il ne s'évada point, il attendit courageusement la liberté ou la mort.

C'est dans cette famille, entre cet homme d'honneur et cette femme, qui n'était que tendresse et bonté, que Lamartine vit le jour. Entouré de l'amour de sa mère, pour laquelle il gardera toujours une piété touchante, et protégé par elle contre les rigueurs d'un père sévère, mais bon, et surtout contre l'autorité d'un oncle plus sévère encore, il grandit en prenant ses premières leçons auprès de sa mère « d'où vient toute révélation aux enfants », et qui avait « la piété d'un ange dans le cœur et l'impressionnabilité d'une femme sur les traits ». On est porté à croire que c'est de sa mère que Lamartine avait hérité l'impressionnabilité qui, jointe à « la virilité », à « la fierté douce » et à « la franchise » (2) de son père, ont formé son caractère.

Avant d'aller au collège, il mena la vie des enfants de la campagne. Vêtu de sa « veste de drap bleu à longs poils », un morceau de pain noir et un fromage de chèvre gros et dur comme un caillou dans son « sac de coutil » (3), il allait dans la montagne surveiller, avec les petits ber-

1. *Confidences*, liv. II, § 1, p. 36.

2. *Ibid.*, liv. I, § 8, p. 31.

3. *Ibid.*, liv. IV, § 1, p. 58.

gers, les chèvres qu'ils font descendre le soir dans la vallée à la lumière des torches et au son de « la cloche rustique » (1) dont le poète avait gardé le souvenir.

Son éducation physique s'est faite au grand air, par la pratique d'exercices « presque sauvages » (2). « Jamais homme, nous dit-il en racontant son enfance, ne fut élevé plus près de la nature et ne suça plus jeune l'amour des choses rustiques, l'habitude de ce peuple heureux qui les exerce et le goût de ces métiers simples » (3). Aussi les premières impressions de sa vie furent-elles « humbles, sévères et douces » (4).

Ces escapades ne lui prenaient pourtant pas tout son temps. Il lui en restait assez pour accompagner sa mère dans les visites de charité qu'elle faisait avec une douce simplicité, ou pour aller porter quelque nourriture à un malade ou à un vieillard dans une cabane éloignée. Il lui en restait aussi pour lire avec intérêt la Bible et d'autres livres de sa bibliothèque d'enfant.

Les gravures de la Bible illustrée de Royaumont et le texte qu'il commence à connaître par la bouche de sa mère, frappent vivement l'imagination de l'enfant. C'est dans cette même Bible qu'il a appris à lire, toujours guidé par sa mère. Cependant les leçons de sa mère ne suffisaient pas ; il fallait apprendre au petit Alphonse le latin et, comme il n'y avait pas d'école à Milly, on l'envoyait tous les jours à Bussière, village voisin, dont le curé,

1. Lamartine, *Méditations Poétiques. L'Isolement*, éd. compl.

2. *Confidences*, liv. IV, § 6, p. 74.

3. *Ibid.*, liv. IV, § 2, p. 64.

4. *Ibid.*, liv. IV, § 6, p. 74.

l'abbé Dumont, lui donnait des leçons de latin et de français. Ce premier maître de Lamartine, qui devint plus tard son ami, « a laissé sur son élève une impression profonde et qui ne s'affaiblit jamais » (1).

A dix ans, Lamartine ne savait pas encore ce que c'était « qu'une amertume de cœur, une gêne d'esprit ». « Tout était libre » en lui et « souriant » autour de lui. « La sévérité du visage humain » (2) lui était inconnue.

Les leçons mêmes n'étaient qu'un amusement, qu'un plaisir pour lui, car c'était surtout sa mère qui les lui donnait. Il lisait « à travers ses yeux », sentait « à travers ses impressions » et aimait « à travers son amour » (3). « En me faisant peu à peu tout comprendre, elle me faisait en même temps tout aimer (4). » Sa mère ne lui demandait que d'être « vrai et bon » (5), chose qui, comme il le dit lui-même, n'était pas difficile puisqu'il n'avait sous les yeux que de bons exemples. « En un mot, dit Lamartine, caractérisant l'éducation reçue dans la maison paternelle, l'instruction insensible que je recevais n'était point une leçon : c'était l'action même de vivre, de penser, de sentir que j'accomplissais sous ses yeux, avec elle, comme elle, par elle (6). C'est ainsi que mon cœur se formait en moi sur un modèle que je n'avais même pas la peine de regarder, tant il était confondu avec mon propre cœur. » C'est pro-

1. Lacretelle, *la Jeunesse de Lamartine*, p. 148.

2. *Confidences*, liv. IV, § 6, p. 74.

3. *Ibid.*, liv. IV, § 7, p. 77.

4. *Ibid.*, liv. VII, § 7, p. 77.

5. *Ibid.*, liv. IV, § 7, p. 75.

6. *Ibid.*, liv. IV, § 7, p. 77.

blement grâce à l'influence de cette belle âme féminine, que Lamartine aima toujours tout ce qui est beau et sut se dévouer à toute idée noble et élevée.

De bonne heure, il eut le goût de la lecture. Bientôt les livres d'enfant ne lui suffirent plus ; ce sont surtout les écrits de Fénelon, de Bernardin de Saint-Pierre et de Voltaire qui le ravissent. C'est dans les œuvres de ces auteurs, lues en partie par lui même et en partie par son père, à la veillée, qu'il puise « comme une plante dans le sol, les premiers sucs nourriciers » (1) de sa « jeune intelligence ». Mais ici encore, il met l'influence de sa mère au-dessus de toute autre.

Cette enfance insouciante et heureuse ne pouvait pas durer toujours. Il vint un moment où il fallut penser à donner à l'enfant une instruction solide. Le père de Lamartine et surtout son oncle, craignant qu'il ne fût trop gâté par une mère qui l'adorait, décidèrent de l'envoyer dans un collège à Lyon. Mis en pension, il se sauve un beau jour malgré les « hypocrites caresses » de ses maîtres qui voulaient « imiter le cœur d'un père pour de l'argent » (2). Ramené au collège, il y resta encore deux mois sans que ses maîtres aient pu arriver à lui faire faire acte de repentir. Devant le caractère inflexible de l'enfant, ils finirent par y renoncer, et Lamartine quitta l'institution pour ne plus y revenir.

La joie d'être revenu à la maison, loin de ses maîtres détestés, fut telle qu'il supporta, avec l'insouciance de son

1. *Confidences*, liv. IV, § 7, p. 77.

2. *Ibid.*, liv. V, § 6, p. 103.

Âge, les reproches et les sévérités de son père et de toute sa famille. Les vacances finies, il entra au collège de Belley, dirigé par des Jésuites, et il y resta jusqu'en 1807.

Chez les Jésuites, Lamartine se fait tout de suite des amitiés et, parmi ces amis, il y en a quelques-uns à qui il gardera le sentiment le plus tendre jusqu'à la fin de sa vie. Ayant commencé ses études un peu tard, il avança rapidement et revint chaque année avec les premiers prix de sa classe; ce fut « du bonheur pour ma mère et aucun orgueil pour moi (1). »

Malgré la bonté de ses maîtres et l'amitié de ses camarades, il se sent prisonnier chez les Jésuites « prisonnier plus heureux que les autres, mais toujours prisonnier (2) », car il n'a jamais pu « discipliner son âme à la servitude, quelque adoucie qu'elle fût »; c'est que, dès son enfance, il avait « la fièvre perpétuelle (3) de la liberté ». Cette « fièvre » ne lui permettra à son âge mûr d'être d'aucun parti et le fera siéger « au plafond. »

Pour satisfaire cette « fièvre » il se lève sans bruit, le soir, lorsque tous ses camarades sont endormis et, accoudé des heures entières à sa fenêtre, il regarde « amoureusement cet horizon de silence (4), de solitude et de recueillement. »

Auprès de ses maîtres, il retrouve la piété que sa mère lui « avait fait sucer avec son lait (5) ». Pendant les heures

1. *Confidences*, liv. VI, § 3, p. 109.

2. *Ibid.*, liv. VI, § 4, p. 110.

3. *Ibid.*, liv. VI, § 3, p. 110.

4. *Ibid.*, liv. VI, § 4, p. 110-111.

5. *Confidences*, liv. VI, § 4, p. 112.

de récréation, lorsque ses camarades jouent, il se glisse doucement dans l'église où il reste agenouillé des heures entières, ne s'apercevant pas de la fuite du temps. Pendant ces heures de prière et de recueillement dans l'église de l'école, que la demi-ombre des crépuscules revêt d'une mélancolie solitaire et où sa prière est si ardente qu'il s'abîme « en Dieu » (1), l'adolescent retrouve la piété de son enfance.

Si bien qu'il soit chez les Jésuites, il n'aspire qu'à ne plus y retourner et le désir de jouir de sa pleine liberté est un grand stimulant pour lui. Le travail, soutenu puissamment par l'intelligence vive de Lamartine, fait, qu'en 1807, il quitte le collège après son année de philosophie, « année pendant laquelle on torture par des sophismes stupides et barbares le bon sens naturel de la jeunesse pour le plier aux dogmes régnants et aux institutions convenues (2) ».

Sa faible santé ne lui permet pas de faire sa seconde année de philosophie ; il n'en est que plus content et voilà comment il peint ses sentiments à cette occasion : « Je n'en sortais pas sans reconnaissance pour mes excellents maîtres, mais j'en sortis avec l'ivresse d'un captif qui aime ses geôliers sans regretter les murs de sa prison (3) ».

Ennemi des congrégations et de l'Église se mêlant de politique, luttant pour la séparation de l'Église et de l'État

1. *Ibid.*, liv. VII, § 4, p. 113.

2. *Ibid.*, liv. VI, § 4, p. 116.

3. *Ibid.*

Lamartine gardera pourtant toujours un sentiment de reconnaissance et de tendresse pour ses maîtres. Mais ce sentiment ne l'aveugle pas. Il se rend compte de « l'esprit de séduction, d'orgueil et de domination qui est leur politique. »

Enfant encore, il attendait avec impatience les vacances qu'il passait en partie dans la maison paternelle et en partie en Bourgogne chez son oncle, l'abbé de Lamartine. Un soir d'hiver, au crépuscule de sa vie, en parlant de ces vacances, il en a fait un tableau charmant, moitié homérique, moitié biblique, et que nous ne pouvons pas nous défendre de citer ici :

« Quand le soir tombait, toute la tribu rentrait en chantant dans les cours ; on allait se laver les mains et le visage aux fontaines ; on rentrait dans la cuisine pour prendre en commun le repas du soir.

» La cuisine n'était pas moins homérique que l'étable, que le labour, que la fenaison, que la moisson ou que le battage des gerbes sur l'aire. La table était gouvernée par le vieux Joseph, semblable à Patrocle dépeçant les viandes d'Achille. Il était assisté par cinq ou six servantes *Briséis* ou *Euryclées* de ce ministre en chef des festins.

» D'immenses chaudières suspendues aux chaînes d'airain des crémaillères fumaient en bouillonnant sur la flamme, sans cesse nourrie de bois vert du foyer. On puisait dans ces chaudières avec de larges cuillers de cuivre, luisantes comme l'or, les portions de légumes ou de lard qu'on servait aux ouvriers de la ferme, sur des plats d'étain qui couvraient la table.

» Cette table sans nappe, de noyer poli, entourée de

bancs, s'étendait d'un mur à l'autre sous la voûte immense et enfumée de la cuisine voûtée. La flamme du foyer et quelques lampes grecques à bec de grue l'éclairaient de lueurs fantastiques.

» Les chefs d'attelage s'assayaient au bout le plus honorable, parce qu'il était le plus rapproché du grand fauteuil de bois où le cuisinier Joseph pareil à un roi, présidait le festin, assis lui-même sous le vaste manteau de pierre de la cheminée ; puis les bouviers, puis les simples journaliers, puis les bergers, presque tous enfants en bas âge, à l'exception du berger en chef des moutons, vieillard respecté, pensif, jaseur et philosophe, qui s'asseyait en tête des bouviers, par le droit de ses années et de sa profonde sagesse.

» Quant aux femmes et aux filles, selon la coutume des siècles d'Homère et de notre pays, elles n'avaient point de place à table à côté des hommes ; elles mangeaient debout derrière les bergers, les unes adossées aux piliers de la voûte, les autres groupées et accroupies sur le seuil des fenêtres, et quand elles voulaient boire, elles allaient une à une puiser l'eau fraîche dans un seau suspendu derrière la porte. Une poche de cuivre étamé, au long manche de fer, leur servait de coupe ou de verre ; elles y trempaient leurs lèvres comme les agneaux dans le courant limpide du lavoir.

» Ce repas s'accomplissait en silence, interrompu seulement de temps en temps par quelques remarques profondes, fines ou malicieuses, du vieux berger aussi sage que Nestor, ou par quelques rires contenus des jeunes

filles rougissantes, qui se retournaient contre le mur pour cacher leur visage ou qui s'enfuyaient en folâtrant dans les cours pour rire en liberté.

» Le repas terminé, notre mère, qui ne négligeait aucune occasion d'élever à Dieu l'âme de ceux dont elle était chargée, paraissait suivie de ses filles et un livre à la main, à la porte de la cuisine.

» Aussitôt le bruit des services, les conversations, les rires se taisaient ; sa physionomie noble, gracieuse et grave, même dans le sourire, apaisait tout ce bruit du jour comme l'huile répandue apaise le léger tumulte des petits flots bouillonnants dans la vasque d'une fontaine. Les hommes se levaient, les fronts se découvraient, les enfants et les jeunes filles se rapprochaient (1). Elle faisait une courte lecture de piété appropriée à l'intelligence et à la condition de cette famille : c'était le plus souvent un petit épisode tout rural et tout pastoral de la Bible, suivi d'un petit commentaire qui faisait sentir à ces pauvres gens la similitude de leur vie à la vie des patriarches aimés de Dieu, puis une courte prière pour bénir le jour et le lendemain. Ainsi rien ne manquait, termine Lamartine, à cette existence de la famille agricole, pas même l'élévation de la pensée au-dessus de cette terre, pas même ce *sursum corda* qui manque à toute chose quand on ne la relie pas avec l'infini, l'horizon de l'âme. »

« Toute cette poésie, continue-t-il, de la vie domestique, tout ce beau poème du foyer de famille, dont nous

1. Lamartine, *Cours de littérature*, t. IV, entr. XXIV, p. 460-463. *Souvenirs et portraits*, t. I, p. 45-47.

étions à notre insu témoins et acteurs dans notre Ithaque de Bourgogne, nous pénétrait jusqu'à la moelle, de ses émotions. Ces émotions qui n'étaient que des émotions de la nature et du cœur pour nous, auraient été les émotions de l'art pour un grand poète primitif. C'étaient des pages de la Bible, c'étaient des pages d'Homère que ces journées (1). »

En effet, rien ne pourrait mieux montrer que ce tableau admirable par sa sérénité, la vie saine et simple que Lamartine eut toujours devant ses yeux d'enfant et d'adolescent. Dans la maison paternelle, régnait une grande familiarité entre les serviteurs et les maîtres. « On n'y commande point, chacun y connaît son devoir (2). » De la maison de son oncle, il emporte le souvenir de la scène pastorale que fut le mariage de la Jumelle avec le petit Didier, toucheur de bœufs. Ce fut, dit-il, la première ode qu'il ait entendue (3).

Cette vie, moitié champêtre, moitié biblique, eut une grande influence sur le caractère et sur l'esprit d'un adolescent impressionnable et intelligent tel que Lamartine, et il est incontestable que, plus tard, ses idées sociales se ressentiront fortement des impressions dont nous venons de parler.

Toutefois, il ne faut pas se méprendre sur le genre d'égalité chantée en termes si émus par Lamartine ; celle-ci, en réalité, n'est qu'une égalité relative ou, pour mieux dire, l'égalité dans la conception évangélique. Or, à travers toute la vie de Lamartine et à travers toutes ses œuvres, on

1. *Souvenirs et portraits*, t. I, p. 49.

2. *Cours*, t. IV, entr. XXIV. *Souvenirs et portraits*, t. I.

3. *Ibid.*, t. V, entr. XXVII.

voit plus ou moins distinctement « cette égalité hiérarchique », car, tout en considérant le peuple comme son égal, il ne laisse pas d'éprouver pour ce peuple un sentiment de supériorité qui se révèle par un certain ton de condescendance et de pitié délicate.

LA JEUNESSE DE LAMARTINE

CHAPITRE II

Jean-Jacques Rousseau et Montaigne, auteurs préférés de Lamartine. — Ses rêves de jeunesse. — Le Séjour de Lamartine à Lyon et en Italie. — Qu'est-ce que la patrie? — Malgré ses idées quasi internationales, Lamartine est foncièrement Français. — La chute de Napoléon et les sympathies dynastiques de Lamartine. — Ses préférences pour la diplomatie. — Son patriotisme. — Ses espérances et ses déceptions.

Nous avons vu avec quelle joie Lamartine avait quitté les pères jésuites. Les premiers temps, c'est une ivresse de liberté, mais bientôt le besoin de travailler et de s'instruire le reprend et il se met à lire et à étudier.

Tandis que Montaigne est son auteur préféré, auteur qui le charme tout en le froissant par son scepticisme, Jean-Jacques Rousseau est pour lui un ami tellement cher, qu'il ne s'en sépare presque pas, ami qui lui fait passer des moments délicieux et qui le fait souvent rêver. Sans nous attarder à parler des lectures de Lamartine, nous tâcherons de suivre le développement de ses idées sociales.

La politique ayant toujours fait le sujet des conversations dans la famille de Lamartine, les événements politiques et sociaux de chaque jour ne lui étaient pas, comme il dit, étrangers. A dix-sept ans, il est « monarchiste comme

sa famille, bourbonien comme le temps, libéral et constitutionnel comme l'atmosphère (1).

Dans la correspondance de Lamartine du temps de sa jeunesse, nous voyons surtout des idées personnelles et intimes. Son âme enthousiaste a soif de dévouement, de gloire et d'un amour idéal, et c'est cet état d'âme qu'il peint dans *Jocelyn* « sous le nom d'un personnage imaginaire » (2). Le désir d'un adolescent de se sacrifier pour sa famille, devint avec le temps un irrésistible besoin de sacrifice pour l'humanité considérée comme une vaste famille. Dans une lettre à son ami Bienassis, il dit qu'il voudrait de la gloire et de l'argent. L'argent, pour pouvoir secourir les autres, la gloire pour lui tout seul, puisqu'elle ne donne « qu'un nom et des lauriers (3) ». Rêves de jeunesse qui adoucissent un peu la vie monotone qu'il mène tantôt à Milly, tantôt à Mâcon. La même année, il prend aussi pour devise *virtuti et gloriæ* ; ce sera la devise de toute sa vie, avec cette différence toutefois, que plus tard, il tiendra plus à la vertu qu'à la gloire.

Si J.-J. Rousseau le porte à la rêverie, Montaigne n'est pas sans éveiller en lui des sentiments de scepticisme. Lamartine perd les illusions qu'il se faisait sur la perfection de l'homme et de la société : il ne les trouve pas tels qu'il les rêvait, mais il cherche la consolation de ses désenchantements juvéniles dans l'amitié qui ne trahit jamais.

1. Lamartine, *Mémoires Politiques*, t. I, liv. 1, § 1.

2. *Cours*, t. IV, entr. XXIII, p. 385.

3. Lamartine, *Correspondance*, t. I, lettre XI, le 26 juillet 1808.

En 1810, il va à Lyon pour y faire soigner des maladies qui ne lui laissent pas de trêve et pour suivre en même temps les cours de droit, chose qu'il fait à contre-cœur. Il ne veut pas être avocat et il préfère aux « places du gouvernement » « une liberté ignorée, précieuse et consacrée à ses goûts (1) ». Il veut travailler pour le bien public, il rêve d'être utile et de rendre à la société ce qu'il en a pris. Ce sentiment, caché au fond de son âme et qu'il ne sait pas encore préciser lui-même, est le sentiment des devoirs d'un bon citoyen vis-à-vis de son pays. Or, ce besoin d'être utile, qui, à cette époque, commence à germer dans son esprit, ainsi que le souci du bien public, seront toujours ses plus grandes préoccupations. Ne sachant pas encore en quoi il pourrait être utile à la société, il se prépare, en s'instruisant, à cette vie faite de sacrifice et de gloire.

Lors de son voyage en Italie, assis aux pieds du tombeau d'Alliéri, il conçoit pour la première fois « l'émulation vague de consacrer sa propre vie à se construire à lui-même une illustre tombe (2) ».

Bien que, dans ses lettres d'Italie, on ne trouve pas un seul mot concernant la vie du peuple italien, surtout sa vie sociale, nous rencontrons une idée très intéressante et même très importante dans une lettre à Virieu où Lamartine se demande ce que c'est que la patrie, et où il conclut que « ce n'est qu'un mot ! du moins en Europe (3) ».

1. *Corresp.*, t. I, lettre LXVII, le 23 septembre 1810.

2. *Cours.*, t. II. Entr. VII, p. 69.

3. *Corresp.*, t. I, lettre XVIII, le 30 juin 1810, plus bas p. 52.

Est-ce l'influence de l'époque napoléonienne qui fait surgir dans son esprit cette question si importante ? Ou peut-être a-t-il lu déjà les écrits de Saint-Simon, découverts dans la bibliothèque de son ami lors de son court séjour à Crémieu (1), ou peut-être même l'a-t-il lu chez l'abbé Dumont ? Nous n'en savons rien, Lamartine n'ayant jamais éclairci ce point.

Si l'on voulait se tenir à la définition de la patrie que nous venons de citer et surtout à celle qu'il donna lors de son voyage en Orient, il apparaît comme internationaliste. Mais ce n'étaient que des idées pseudo internationales et passagères : Lamartine est, en réalité, foncièrement Français par son caractère comme par son esprit. Bien qu'il se considère comme citoyen de tout l'univers, il est patriote non seulement parce qu'il aime la France, mais parce qu'elle était sa vraie patrie... la patrie de son génie.

Il aime aussi la France par tradition car :

C'est la cendre des morts qui créa la patrie (2).

1. « C'est, en effet, à Crémieu que, pour la première fois, il se plonge en silence « dans un océan d'eau trouble », ou, pour parler plus simplement, qu'il pénétra dans une bibliothèque bien garnie ; mais il a négligé de nous donner la date exacte de cet événement si important à fixer, puisqu'en huit jours, tout l'édifice élevé par les Pères de la Foi va être détruit pour longtemps... Il est certain que Lamartine revint en Bourgogne dans un tout autre état d'esprit qu'au départ ; sa mère le constate elle-même, mais sans bien pouvoir en comprendre les motifs et le 13 décembre 1818, elle consigne dans son Journal : « Je suis effrayée de son retour à la ville, soit pour lui, soit pour moi. Il m'a bien tourmentée par son caractère inquiet mais je tâche de le ramener tout doucement » (Lacretelle p. 211-212).

« L'impression devait être d'autant plus profonde que M^{me} de Lamartine exerça longtemps un contrôle sévère sur les lectures de son fils, qui prenaient ainsi la valeur d'un fruit défendu. » (Lacretelle, *les Origines et la jeunesse de Lamartine*, p. 231, éd. Hachette.)

2. Lamartine, *la Chute d'un Ange*, vision III, éd. Hachette.

C'est ainsi que lui est cher Milly, au sol duquel l'attache le souvenir de son enfance. C'est en exprimant ses sentiments qu'il fait dire à Jocelyn :

J'embrassais la terre où j'avais pris racine (1).

Il a d'ailleurs suffisamment prouvé son patriotisme toujours désintéressé et toujours prêt à servir son pays, pour qu'on ne puisse interpréter sa conception d'une patrie européenne autrement que comme un sentiment humanitaire qui lui fait considérer toute l'humanité comme une grande famille.

Du temps de Napoléon, Lamartine ne parle presque jamais de politique, ni de questions sociales. On dirait que le règne de Bonaparte étouffait en lui toute pensée qui ne concerne pas sa vie personnelle. Même dans ses lettres à Virieu, ami auquel il dit toutes ses pensées, nous n'en trouvons pas trace, hormis la question de la patrie dont nous avons parlé plus haut,

Lamartine gardait-il ses idées pour lui tout seul ? Craignait-il d'être suspect au gouvernement de Napoléon ?

Quoi qu'il en soit, comme s'il avait attendu, pour parler librement, la chute de Bonaparte, qui « n'a jamais rien compris à la liberté et qui a fait avorter la Révolution française », Lamartine fait, aussitôt après, une première allusion à l'état dans lequel la France se trouvait en ce moment.

Il appréhende les difficultés que le nouveau gouvernement aura à surmonter pour gouverner le pays. Il espère

1. Lamartine, *Jocelyn*, 1^{re} époque, éd. compl.

voir le bonheur et la tranquillité entrer en France avec les Bourbons. Il se réjouit de pouvoir servir la dynastie chère à sa famille et, en même temps, le frère de Louis XVI.

Ayant dans son enfance entendu parler de Louis XVI et de la Révolution, il avait éprouvé une grande compassion pour les malheurs de ce roi, et à côté de cette compassion, avait poussé une haine sourde contre les horreurs de la Révolution. Ces deux sentiments lui feront saluer, avec joie et avec l'espoir d'un meilleur avenir, le retour de la dynastie légitime.

Les préférences qu'il avait toujours eues pour la diplomatie se précisent en 1814 (1), année où il commence à penser sérieusement à la carrière qu'il embrassera. Mais il y a un « point ennuyeux » pour lui dans cette perspective, c'est le service dans l'armée par lequel il faut passer avant d'entrer dans la diplomatie ; il s'y décide enfin comme à un mal nécessaire, et de même que tous les jeunes gens de son âge, « dont les parents étaient attachés par souvenir à l'ancienne monarchie » (2), il prend place dans la maison militaire de Louis XVIII. Bientôt, il se lasse de cet « insipide métier de machine » (3), qu'il ne fait qu'à contrecœur ; il y reste pourtant.

Cependant, bien que très pénétré des sentiments dynastiques, il tient plus au bonheur de la patrie qu'au sort des Bourbons. Aussi, au retour de Napoléon et à la fuite

1. Il en parle en 1811, dans une lettre à Virieu, où il dit : « Tu sais que la diplomatie est ce qui me conviendrait le mieux, fallût-il travailler longtemps dans les bureaux » (*Corresp.*, t. I, lettre LXXIII, le 3 juin 1811).

2. *Confidences*, liv. XI, § 1, p. 291.

3. *Corresp.*, t. II, lettre CVI, le 16 mai 1814.

de Louis XVIII, accompagnera-t-il le roi seulement jusqu'à la frontière, ne se croyant pas obligé de le suivre hors de France, afin de pouvoir servir la patrie dès qu'elle l'appellera. Mais comme les levées se succèdent et pour ne pas servir sous Napoléon, Lamartine se retire en Suisse où, l'œil et l'oreille en éveil, il guette les premiers signes qui lui permettraient de rentrer en France.

Lamartine espère qu'avec le retour des Bourbons, les réformes libérales, qu'on attendait, contribueront au bonheur de la nation fatiguée par la révolution et les guerres napoléoniennes ; mais bientôt les querelles des partis assombrissent ses espoirs. Il déplore la manie d'épuration des royalistes sans tolérance, et des ministères qui se font des ennemis dans tous les partis, même dans celui des royalistes constitutionnels. Il craint que cette politique ne perde la France. Dans sa correspondance de cette époque, à côté de la haine contre les « Jacobins », haine qui vivra longtemps dans le cœur de Lamartine, se manifestent vivement le libéralisme et le patriotisme, dont il fera preuve, le moment venu.

Lamartine se lasse bientôt de ce tiraillement que représente la politique de la Restauration. Son enthousiasme se refroidit et tous ses rêves de se rendre utile paraissent s'évanouir. Déçu et plein d'amertume, il dit que, dans les pays corrompus, on n'est utile qu'à soi-même, et puisqu'on ne peut pas servir sa patrie, il n'y a qu'une chose à faire : fonder une famille et préparer dans ses enfants de bons citoyens à la patrie.

C'est dans cette disposition d'âme que Lamartine rencontre M^{me} Charles.

LES PREMIÈRES VUES DE LAMARTINE AU SUJET DE LA POLITIQUE

CHAPITRE III

La rencontre de Lamartine avec Madame Charles. — La conversion de Lamartine et son retour momentané vers Dieu. — Lamartine, ennemi des libéraux et de la liberté de la presse. — La force comme seul moyen de gouvernement. — La liberté est-elle de notre nature — La paix, l'ordre et la justice — comme seule fin de tout gouvernement. — Lamartine n'appartient à aucun parti politique. — Son scepticisme social. — La corrélation entre ses sentiments religieux et ses idées sociales.

Cet événement fait époque dans la vie de Lamartine. L'amour qu'il éprouva pour M^{me} Charles, le désespoir d'être séparé d'elle, la sachant mourante, suspendirent pour un certain temps toute idée politique et sociale dans son esprit.

Il aime et il a besoin d'espérer. Alors il revient vers le Dieu de son enfance, et il cherche à y ramener M^{me} Charles, dont la religion était toute philosophique. Elle croit en « un Dieu invisible qui a écrit son symbole dans la nature, sa loi dans nos instincts, sa morale dans notre raison (1). » Ayant besoin d'un appui, Elvire se laisse facilement convertir et pour elle, ou peut-être par elle, la foi de Lamartine paraît s'affermir.

Sachant M^{me} Charles mourante, et retenu lui-même

1. Lamartine, *Raphaël*, XXXV, p. 55.

loin d'elle par la maladie et le manque d'argent, il écrit *le Désespoir* où il se révolte contre le « Dieu cruel » (1). Sa souffrance est trop grande pour qu'il en puisse dompter le cri dans son âme, et il exhale toute sa détresse dans cette méditation.

M^{me} Charles meurt sans qu'il puisse la voir (2). Son ami Virieu lui rapporte, comme un dernier souvenir de la mourante, le crucifix qu'elle a embrassé en expirant. Brisé par la douleur et sous son influence, Lamartine compose *le Crucifix* qui est un grand cri de chrétien revenu dans des heures de détresse à la foi de son enfance.

Mais bientôt son esprit actif prend le dessus sur la douleur et il se remet à travailler. Il lit, il écrit *Saül*, il pense à *Clovis* et il se remet à son *César* auquel il « destine » un caractère « moitié Dieu, moitié Henri IV pour écraser les singes de liberté et montrer aux hommes que, quand ils sont pourris dans les vices de l'égoïsme, un tyran est un bienfait pour eux » (3).

Après *le Crucifix*, la foi de son enfance s'évapore et le doute revient petit à petit. C'est un mal auquel il ne peut pas se soustraire : il voudrait le briser, l'arracher de son âme, mais le doute revient toujours, il le hante, l'ensorcelle et Lamartine gémit de ne pas pouvoir retrouver cette foi qui :

... a coulé pour nous des lèvres d'une mère (4).

Il a tellement besoin de croire, qu'il donnerait son

1. Lamartine, *Méditations poétiques*, *le Désespoir*.

2. Reyssié, *la Jeunesse de Lamartine*, p. 237 et 238.

3. *Corresp.*, t. II, lettre CLIII, le 17 juillet 1818.

4. *Médit. poét. La Foi*.

« reste de vie pour un grain de foi » (1) ; mais, malgré toute sa volonté, la foi ne revient pas car elle « n'est pas comme le salut, on ne la ravit pas par force, elle se donne, elle est un pur don d'en haut » (2).

C'est à cette époque de sa vie que Lamartine est l'ennemi déclaré des libéraux, *des Jacobins*, comme il les appelle ; il reproche au ministère de leur accorder trop de liberté et surtout de leur avoir concédé la liberté de la presse, dont ils se serviront pour la propagande de leurs idées. Il reproche aussi au parti de la droite d'avoir refusé l'union avec le ministère ce qui fait triompher les libéraux.

Dans une lettre à Viricu, lettre qu'on pourrait appeler un compte rendu politique, Lamartine se révolte contre la presse qui, profitant de la liberté, fait revivre dans le peuple les doctrines de 1789-1793. « Tout cela, dit-il, revêtu de beaux principes et de grands mots, a eu dans les villes et dans les campagnes l'influence la plus universelle. Ils nous ont perverti une nouvelle génération tout entière » (3). Pouvait on supposer que cet ennemi des doctrines de 1789 ferait, une trentaine d'année plus tard, partie du gouvernement révolutionnaire et que, à la veille même de la révolution de 1848, il enthousiasmerait toute la France par son *Histoire des Girondins*.

Les reproches qu'il a adressés aux libéraux lui seront retournés un jour par la droite. Car il demandera à son tour la liberté de la presse, malgré tout le préjudice

1. *Corresp.* t. II, lettre CLIV, le 14 août 1818.

2. *Corresp.*, t. II, lettre CCXII, le 29 octobre 1819.

3. *Ibid.*, t. II, lettre CLVIII, le 1^{er} décembre 1818.

que celle-ci pourrait porter aux libéraux et par suite à lui même.

Lamartine trouve naïves les idées de M^{lle} Canonge, à savoir que les peuples corrompus doivent être gouvernés par la seule vérité, la seule raison, la seule justice. Lamartine croit, et avec raison, que la seule fin pour laquelle on doit gouverner est la paix, l'ordre et la justice, mais, il trouve et à tort à notre avis, que le seul moyen de gouvernement c'est la *force* (1). Certes, la force est un moyen du gouvernement, mais cette force ne doit jamais être la force brutale des gouvernements autocratiques. Lamartine a eu l'occasion d'apprécier, lui-même, pendant les journées de février, quel puissant levier peut être, dans la vie sociale, la force morale d'un gouvernement démocratique. Dans ces jours critiques, et sans autre appui que leur force morale, quelques hommes tenaient le timon d'un pays en pleine révolution.

Lamartine qui, dans son âge mûr, sera un lutteur infatigable pour la liberté est, en 1818, convaincu « que la liberté n'est pas de notre nature, que les droits de l'homme sont des droits d'une chimère qu'ils appellent homme, que le seul bien de la société c'est la force et la seule source de la force le courage et Dieu (2) ». Il trouvera un jour que la liberté est non seulement de notre nature, mais qu'elle est la base de l'existence humaine. Lamartine reviendra à l'idée de la force au déclin de sa vie ou à sa « survivance », comme il se plaît à nommer sa vieillesse.

C'est aussi en 1818 que Lamartine trouve que la seule

1. *Corresp.*, t. II, lettre CLI, le 27 juin, 1818.

2. *Ibid.*, t. II, lettre CXLVIII, le 11 mai 1818.

fin pour laquelle on doit gouverner est la paix, l'ordre et la justice. Il restera toujours fidèle à cette idée. Pendant les journées de février, il voudra, comme ministre des affaires étrangères, garantir à sa patrie la paix par des seuls moyens honorables et il y parviendra. En ce qui concerne l'ordre, il en faisait une des premières vertus nationales, et, quant à sa conception de la justice, elle évoluait en lui incessamment sans pourtant jamais sortir des cadres du libéralisme modéré.

En 1819, ses craintes pour l'avenir de la France ne diminuent point et il persiste à soutenir sa thèse de la force comme seul moyen de gouverner. Ce ne seront pas « les belles phrases *ultra* ou libérales » qui pourraient créer cette force, mais « la vigueur de volonté écrasant à la fois les deux partis extrêmes et n'accordant rien à aucun » (1). Dans sa politique ultérieure, il ne voudra non plus rien accorder aux partis extrêmes et il sera toujours le représentant des idées libérales modérées. Il défendra toute cause et toute idée qui lui semblera juste et bonne, mais il ne se mettra du côté d'aucun parti, bien que les *ultra* l'appellent membre du parti libéral, et que les libéraux le baptisent du nom d'*ultra* ; il sera toujours du parti du « plafond », où il siègera tout seul.

Lamartine soutient qu'il ne se met d'aucun côté parce qu'il voudrait être gouverné et non pas gouverner lui-même. C'est une affirmation au moins équivoque, car si Lamartine n'appartient à aucun parti, c'est précisément parce qu'il ne veut se soumettre à aucun programme, c'est-

1. *Corresp.*, t. II, liv. CLXXV, le 28 janvier 1819.

à-dire qu'il ne veut point être gouverné. Quant au principe de ne pas gouverner, il y est resté fidèle, il n'a voulu gouverner la France que le temps nécessaire pour lui assurer la paix, et il se retira tout prêt à la servir, dès qu'elle en aurait besoin.

Autoritaire, à cette date, en fait de gouvernement, il est sceptique en ce qui concerne le peuple. Il ne croit pas « à la raison souveraine des peuples éclairés », car « si l'on y croit, dit-il, on ne le connaît guère » (1). Il a aussi très peu de foi dans « les lumières de la grande nation » et revient toujours à la force comme seul moyen de gouverner les peuples. Ce scepticisme social est la conséquence des souffrances personnelles de Lamartine, et, à côté de ce scepticisme, nous voyons surgir aussi le scepticisme religieux.

Mais le bonheur et le calme qu'il trouvera plus tard dans la vie de famille, cicatriseront petit à petit la plaie de son cœur et sa religion se ressentira de ce calme. Il n'y aura plus chez lui de révolte ressemblant au blasphème et Lamartine n'écrira plus de *Désespoir*, comme il ne fera plus de *Crucifix*. Ses autres poésies n'auront ni cette fougue de révolte, ni cet anéantissement devant la volonté de Dieu.

Car, au moment de son amour pour Elvire, Lamartine croit, et ce sentiment est tout spontané ; il croit, parce qu'il aime et parce qu'il a « besoin d'espérer » et voilà pourquoi la révolte et la soumission sont aussi spontanées chez lui. Dès que la volonté de croire apparaîtra, la spontanéité fera défaut au poète.

1. *Corresp.*, t. II, lettre CLXXV, le 28 janvier 1819.

En effet, la mort tragique de sa mère, ainsi que la mort précoce de Julia, lui arracheront un sanglot, une plainte, mais ses autres poésies religieuses n'auront plus la plénitude de sentiments des deux poésies dont nous venons de parler. Lorsqu'il baise la main de Dieu dans *la Mort de Julia*, il se soumet à la volonté de Dieu en gémissant, mais on n'y sent pas la prosternation complète du *Crucifix* dont cette poésie n'a pas la chaleur.

Lamartine dira un jour que, dans sa jeunesse, il s'aimait en lui, mais que la souffrance l'a détaché du « moi humain ». La mort d'Elvire qui est sa « première et grande douleur », nous fait comprendre son pessimisme. Cependant, ce pessimisme purement romantique ne durera pas et Lamartine passe doucement à la doctrine de l'amour qui, en se développant et en s'approfondissant, embrassera toute l'humanité.

Or, après la mort de Julia, il se détache complètement de son propre bonheur et s'attache de plus en plus au bonheur de l'humanité. Les souffrances physiques et morales n'auront raison de lui que par instants; il est « né pour l'action » et la force vitale qui caractérise la race française le garantira et le soutiendra. Il reprend haleine et, ayant vite trouvé un but dans la vie, il s'adonne tout entier à sa poursuite.

Nous avons vu et nous aurons l'occasion d'apercevoir encore maintes fois qu'il existe une étroite corrélation entre les idées sociales et les sentiments religieux de Lamartine. Absolutiste et autoritaire en fait de religion, il l'est aussi en fait de politique et d'idées sociales. Mais cela ne dure pas. Dès 1820, on voit apparaître le libéralisme, qu'il

avait un moment refoulé dans le fond de son âme, et le rationalisme religieux et politique se développe simultanément chez lui. Et, en effet, en s'attachant à la religion rationnelle, il fonde en même temps son système de politique rationnelle qui, bien qu'exposé seulement en 1831, germe dans son esprit depuis 1820, sans pourtant être définitivement précisé avant *la Politique Rationnelle*.

Cette religion lui fera aimer Dieu dans l'humanité ou, comme il le dit, « le Créateur dans sa création » ; sa politique prendra sa source dans cette religion même, car elle sera basée sur l'Évangile.

LE CONFLIT

ENTRE

LES SENTIMENTS DYNASTIQUES

ET LES IDÉES SOCIALES NAISSANTES

CHAPITRE IV

La confiance de Lamartine dans un meilleur avenir. — Son dégoût pour la politique des cours. — Le conflit entre ses sympathies dynastiques et son patriotisme. — L'État comme religion du citoyen. — Par patriotisme, il ne conspire pas contre Louis-Philippe. — Lamartine se prépare aux élections. — L'idée d'« un renouvellement ». — Il croit dans la destinée de l'humanité et dans la mission qu'il a à accomplir. — L'influence du voyage en Orient sur les idées de Lamartine.

Nous avons vu combien, dans ses rêves juvéniles, Lamartine aspirait à se sacrifier pour l'humanité. Mais, comme ses idées sociales se ressentent fortement de son impressionnabilité et sont en rapport étroit avec le cours de sa propre vie ; des malheurs lui suggéreront des doutes dans la valeur de son idéal personnel.

Nous aurons l'occasion de le constater maintes fois encore que les idées sociales de Lamartine ne sont point le résultat d'un travail de réflexion, mais, au contraire, le fruit de la sensibilité qui dirige toujours sa pensée. C'est pourquoi, dans un moment de détresse, il trouve que « la

liberté n'est pas de notre nature », et que « le seul bien de la société, c'est la force » (1).

Avant cette époque de sa vie, rien ne laissait prévoir dans Lamartine ce revirement vers l'absolutisme, qui lui fait montrer « aux hommes que, quand ils sont pourris dans le vice de l'égoïsme, un tyran est un bienfait pour eux » (2).

Cependant ces idées n'ont pas la force d'une conviction réelle ; aussi, le découragement et le scepticisme, qui coïncident avec ses malheurs personnels, seront dissipés par le bonheur, qui lui rendra l'espoir dans un avenir meilleur et lui fera tracer dans *la Politique Rationnelle* le plan d'un régime basé sur la morale et la charité.

Attaché à l'ambassade de Naples, il assiste à la lutte pour la liberté, l'indépendance et l'unité de l'Italie. Il prend part à la politique des cours et il en ressent un tel dégoût, qu'il s'en « lave les mains » (3).

La politique de la Restauration, ainsi que le séjour en Italie éveilleront en lui la lutte entre ses sentiments dynastiques et ses idées libérales. Il veut croire aux bonnes intentions des Bourbons, il tâche de les défendre devant lui-même, en soutenant qu'ils étaient mal secondés et, que c'est en voulant le bien, qu'ils sont arrivés à faire du mal.

Mais le tort fait à la nation trouve un écho dans son âme impressionnable. Il souffre doublement, car, élevé dans les traditions libérales et bourbonniennes à la fois, il

1. *Corresp.*, t. II, lettre CXLVIII, le 11 mai 1818, plus haut, p. 28.

2. *Corresp.*, t. II, lettre CLIII, le 17 juillet 1818, plus haut, p. 26.

3. *Ibid.*, t. III, lettre CCXLVI, le 25 janvier 1821.

ressent les douleurs de la nation offensée, du peuple trompé. D'autre part, il ne peut pas se dissimuler, que les Bourbons n'ont pas su dignement répondre à la confiance et aux espérances de la nation et, en même temps que sa foi dans le dévouement de la dynastie pour le peuple, disparaissent les sentiments qu'il avait pour elle. Il sortira vainqueur de ce conflit en subordonnant au patriotisme ses sympathies bourboniennes. Désormais, il ne se devra qu'à la nation.

Nous avons indiqué dans le chapitre précédent la corrélation entre les sentiments religieux et les idées sociales chez Lamartine. Cette corrélation continuera à se maintenir durant toute la vie du poète.

Son mariage et le bonheur qu'il y trouve, lui donnent confiance en un avenir meilleur, sa foi s'affermi, son esprit s'apaise. Il écrit *les Harmonies* qui sont une « pure extase religieuse ». Il accepte, il appelle la douleur, cette « épreuve purifiante et expiatoire » et « la mort, délivrance suprême. »

Dans *l'Hymne au Christ*, il trace un magnifique tableau de la transformation morale, dont l'humanité est redevable au christianisme. Rien, pense-t-il, auparavant, n'avait égalé cette transformation ; rien, depuis, ne put effacer son empreinte.

Par *la Novissima Verba*, il veut démontrer que la vertu ne peut pas se tromper, que l'œuvre humaine ne peut pas s'arrêter à la mort, et que Dieu ne peut pas être ingrat, quand l'homme est magnanime. Ainsi donc, la souffrance de l'homme devient une raison d'espérer, car elle appa-

rait comme une expiation qui rend l'homme digne de la récompense.

Tu fais l'homme, ô douleur, oui, l'homme tout entier !

s'écrie-t-il dans *l'Hymne à la Douleur* ; il se sentira sortir de cette épreuve plus homme, et ce sera à la souffrance de finir la formation de son caractère et de son esprit.

Mais ses convictions ne lui ferment pas les yeux sur le danger que court un peuple qui confie ses affaires politiques au parti du clergé. Il voudrait que les Jésuites fussent privés de tout pouvoir et de l'ombre même d'une influence sur la politique. Il dira dans *les Confidences* : « Je déteste la théocratie, parce qu'elle revendique la tyrannie au nom du Dieu de liberté qu'elle perpétue en la sacrant. Je redoute pour l'esprit humain l'influence du sacerdoce dans le gouvernement » (1). Il connaît leur ténacité et il craint que leur pouvoir ne soit funeste au pays.

La question de l'Église se mêlant des affaires d'État l'intéresse donc beaucoup et l'intérêt qu'il y porte fait prévoir en lui le pionnier futur de l'idée de la séparation de l'Église et de l'État.

S'il trouve les libertés civiles de la Charte suffisantes, il veut la liberté absolue en fait d'intelligence et de prière. Ici, il la veut complète et sans restriction aucune ; il la veut surtout sans l'empreinte des Jésuites. C'est qu'il considère que, dès que l'esprit et la conscience d'un peuple sont libres, les autres libertés ne manqueront pas de venir.

1. *Confidences*, liv. IV, § 1, p. 40.

* * *

Lamartine prévoit la crise, il la trouve inévitable, il la sent, il la voit venir. Il la voit venir parce qu'il a « l'instinct des masses » (1), « cet instinct qui fait sa vertu politique. » (2) Même, lorsque les masses se taisent, il sent ce qu'elles sentent et ce qu'elles veulent faire. Il voit la faillite proche du royalisme, et le républicanisme qui fermente dans les têtes de la jeunesse.

Il voudrait que cette crise inévitable éclatât le plus vite possible, car plus tôt elle éclatera moins elle sera violente. Et voilà comment il peint la situation : « Nous allons rouler cul sur tête pendant un an, deux ans et puis nous nous retrouverons sur nos pieds, un peu étourdis des culbutes. Alors, dit-il, soyons plus sages, fondons sur le rocher et non sur la poussière des révolutions et nous prévaudrons. Au reste, je vois clairement, continue-t-il, qu'il y a dans la sociabilité, une loi pareille à celle que Newton a trouvée dans les sphères, c'est la loi de l'unité et du pouvoir. Remuez les nations tant que vous voudrez, elles retombent toujours et nécessairement d'aplomb comme un dé qui est carré sur toutes ses faces, et qui, dès que le mouvement cesse, reprend son assiette et retrouve sa base » (3).

Il est sûr qu'une fois le mouvement fini, la vie sociale

1. *Corresp.*, t. IV, lettre CCCCXXX, le 1^{er} avril. 1828.

2. C'est à ce moment qu'il faut rapporter l'idée d'une seconde vue que Lamartine s'attribue, ainsi que celle de sa mission. Il n'était pas le seul à croire en une mission. Comme les autres il avait subi l'influence du messianisme, influence à laquelle n'échappa pas non plus le grand poète polonais, Adam Mickiewicz, contemporain de Lamartine.

3. *Corresp.*, t. IV, lettre CCCCXXX, le 1^{er} avril 1828, plus bas, p. 84.

reprendra vite son cours habituel et retrouvera « sa base », et il espère que tous les événements politiques aboutiront à fonder un gouvernement représentatif. Il ne suppose pas la possibilité d'une révolution, car la France est « trop près de la révolution pour en avoir une seconde (1) ». Il espère en une pente douce qui fera descendre la France « par échelons, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus qu'à remonter. Les esprits sont sans boussole politique, écrit-il à son ami, mais ils sont aussi sans aucun entraînement révolutionnaire (2). Il voudra, comme ses ancêtres, pour commencer, une monarchie constitutionnelle et il s'aperçoit, avec regret, que cela ne sera pas possible parce que la monarchie, ne voulant pas maintenir la Charte, exaspérera le peuple et le poussera vers une révolution prématurée; il prévoit « la possibilité d'une révolution, qui emporte la dynastie » (3).

*
* * *

Dans la correspondance de Lamartine, datant de la veille de la révolution de 1830, il y a une contradiction apparente. Il y désire la révolution parce qu'il sait que c'est le seul moyen par lequel le peuple pourrait obtenir la liberté que la Restauration ne lui accordera pas de bon gré; d'autre part, il redoute cette révolution tellement désirée, ne croyant pas le peuple prêt à se gouverner. De plus, ses sentiments pour les Bourbons y entrent aussi en jeu.

Va-t-il chercher à contribuer à une solution quelconque

1. *Corresp.*, t. IV, lettre CCCCXXXIII, le 12 mai 1828.

2. *Ibid.*, t. IV, lettre CCCCXLIII, le 14 septembre 1828.

3. *Ibid.*, t. IV, lettre CCGCLXIX, le 16 août 1829.

de l'angoissant problème qui se présente? Non, certes. Il sera retenu d'une part, par les liens d'un descendant de famille loyaliste quoique libérale, « élevé dans l'habitude de respect et de fidélité chevaleresques d'un Français de race militaire à ses rois légitimes » (1); d'autre part, par ses convictions politiques et ses appréhensions sociales. Il exprimera ces idées dans une lettre au comte de Sarcey à qui il dit : « Le bouleversement ministériel me fait tout appréhender pour la France. Comme je ne puis pas aller abonder dans un sens que je redoute, je reste en paix et j'attends » (2). C'est ainsi qu'il restera jusqu'aux journées de février, ne voulant rien détruire avant que soit venu le temps de construire.

Il repousse la proposition réitérée de Polignac de réorganiser le ministère des affaires étrangères. Il la repousse parce qu'il ne voit pas dans cette politique de « bien pour le pays » (3), et aussi parce que, ne voulant pas mentir à ses opinions, il préfère garder ses forces pour le moment favorable et ne point se compromettre inutilement. C'est qu'il voit la révolution approcher à grands pas, mais il ne prévoit pas son issue.

Lamartine se prépare en ce moment aux élections et au rôle politique qu'il espère jouer. Il ne veut pas, par conséquent, que son nom soit mêlé à aucune intrigue politique, même si cela pouvait sauver la dynastie, car, comme nous l'avons dit, son patriotisme est plus grand que ses sympathies pour les Bourbons.

La révolution, qu'il prévoyait en 1829, échappe à son

1. Chamborant de Périssat, *Lamartine inconnu*, p. 54.

2. *Corresp.*, t. IV, lettre CCCCLXVII, le 12 août 1829.

3. *Ibid.*

attention au commencement de 1830. Comme d'habitude, il n'est d'aucun parti, mais, il est « avec le sens commun, la monarchie, la fidélité à la dynastie » (1). Cette fidélité ne lui fait pas oublier que « le vrai chemin pour la France n'est pas dans un gouvernement de regrets, de repentirs, de souvenirs théocratiques ou aristocratiques, ou absolutistes », mais il voit clairement qu'il « est dans les besoins réels des esprits, dans le concours des intérêts et des intelligences les plus honnêtes et les plus larges (2), dans les espérances d'un avenir datant de la Restauration et non de l'Empire ou de l'ancien régime vermoulu. »

L'idée du renouvellement s'affermir en lui, ses sympathies pour la liberté s'accroissent de plus en plus, il se sent poussé vers l'action, vers le mouvement où ses facultés pourraient se déployer. La conviction dans la mission qu'il a à accomplir va en croissant. Il est sûr de son don prophétique et de ses capacités politiques. Il en parle même dans sa lettre à Virieu, où il dit entre autres : « Je te le dis avec la conviction d'un prophète », et aussi : « O seconde vue ! Malheureux don des hommes très politiques (3). »

Si sa fidélité à la dynastie et des considérations politiques ne l'avaient retenu, Lamarline se serait, probablement, un des premiers prononcé pour la république, comme il le fit en 1848, où il ne se sentait pas tenu au silence, ni à l'inaction en face de Louis-Philippe.

1. *Corresp.*, t. IV, lettre CCCCXCIX le 27 juin 1830.

2. *Ibid.*, t. IV, lettre D le 8 juillet 1830.

3. *Ibid.*, t. IV, lettre DVIII, le 24 octobre 1830.

La révolution de 1830 d'un côté et le voyage en Orient de l'autre, auront une grande influence sur Lamartine. Il dira un jour qu'en voyant en Orient d'autres religions dont la morale et la beauté sont à la hauteur de celle des chrétiens, il était devenu tolérant en religion ; qu'en y voyant d'autres nations, il avait appris à les aimer et à les estimer. Il nous semble pourtant que Lamartine donne une trop grande importance à son voyage en Orient, car c'est avant ce voyage qu'il avait écrit *la Politique Rationnelle*, où se fait jour son libéralisme et sa tolérance. Mais l'homme tolérant et libéral était, chez lui, soumis au poète, ou pour mieux dire à l'homme d'imagination, auquel il fallait le soleil, la lumière et le désert de l'Orient pour qu'il pût donner de la couleur à ses impressions.

Avec l'âge, le cœur et l'esprit de Lamartine se calment. La vie fait son œuvre ; elle élargit son horizon intellectuel et sentimental, et dans cette œuvre, le voyage en Orient a sa part considérable, mais elle est moins importante que le poète ne le croit.

LA POLITIQUE RATIONNELLE

CHAPITRE V

Lamartine s'affranchit de ses sentiments dynastiques. — Sa conception du devoir de citoyen et de patriote. — Son indifférence en matière de gouvernement. — Lamartine subordonne à la religion les problèmes politiques et sociaux. — La *Politique Rationnelle*. — Lamartine et le socialisme. — L'influence de Saint-Simon sur Lamartine. — Les idées de Lamartine sur l'internationalisme, sur la réorganisation sociale, sur l'instruction, sur le christianisme, sur la séparation de l'Église et de l'État, sur les élections, sur le pouvoir, sur le rôle du gouvernement de Juillet, sur la centralisation, sur la législation, sur la liberté et la vertu politique. — Définition du saint-simonisme. — « Le devoir de tout homme d'aider la démocratie à s'organiser. »

A la chute des Bourbons, la *Politique Rationnelle* était déjà composée dans l'esprit de Lamartine. Toutes les illusions qu'il avait sur eux se sont évanouies et la *Royauté* devra dorénavant représenter pour lui la *Démocratie* appuyée par le suffrage proportionnel, et plus tard universel, et non point le despotisme de l'ancien régime.

Se rendant compte que la politique de la Restauration a été de gouverner en maître, Lamartine adhère à tout gouvernement quel qu'il soit, pourvu qu'il se pose en représentant de la nation et non en maître. Il lui importe peu que ce soit un gouvernement monarchique, républicain ou même alternativement l'un et l'autre : pourvu que la liberté soit garantie, la forme gouvernementale lui est indifférente,

Guéri à tout jamais de ses sentiments dynastiques, il se détache en même temps de l'Église et de la Monarchie, et il ne remontera jamais le courant. Désormais, Lamartine se devra à la nation, comme il se devait à la dynastie tant qu'il espérait en elle. Il considère sa chute comme un événement fatal, car « un système de contre-révolution pouvait seul rendre la vie à la révolution » (1).

Cette révolution, Lamartine la craint tout en la désirant. Il la désire comme un moyen prompt d'affranchissement national, comme un précurseur de la liberté, base de la vie morale des peuples : il la craint parce qu'elle peut dégénérer en anarchie : « Tout plutôt que l'anarchie, s'écrie-t-il dans une lettre à son ami Virieu, plutôt que cette niaise et honteuse complicité avec les ennemis de nos ennemis, qui nous dévoreront après eux (2). »

Par crainte de cette anarchie et pour l'éviter, il donne son adhésion politique au gouvernement de Juillet. L'horreur de l'anarchie lui fera de même affronter la colère populaire aux journées de Février, où, pour défendre l'indépendance du gouvernement provisoire et dans la certitude de sauver ainsi la patrie, il arrivera à maîtriser la foule rien que par son courage et par son éloquence.

Bien qu'il y ait, en dehors des lois écrites, des lois morales, reconnues par l'opinion, qui précisent les devoirs de citoyen et de patriote, chacun cependant en a une conception à lui et toute particulière. Or, du temps de Lamartine, il y avait des patriotes qui, pour protester contre le gouvernement qu'ils considéraient comme illégal, se sont

1. *Corresp.*, t. IV, lettre DIII, sans date, 1830.

2. *Ibid.*

condamnés de leur propre volonté à un ostracisme dur et prolongé ; il y en avait aussi qui s'étaient enfermés dans un mutisme absolu, assistant en spectateurs au régime qu'ils ne voulaient pas reconnaître ; il y en avait enfin qui trouvaient de leur devoir de le reconnaître et de le servir. Lamartine, personnel et indépendant, comprenait le patriotisme et le devoir de citoyen à sa manière. Il avait reconnu le gouvernement de Juillet tout en se refusant à le servir. Ne voulant pas être sous les ordres de Louis-Philippe, il considère comme son devoir de patriote et de citoyen de servir la nation, dont il ne se sépare jamais. Et, pour accomplir son devoir, il se présente aux élections, qui d'ailleurs, pour lui, ne donneront aucun résultat, car Lamartine échouera dans deux départements.

Au nom de quel parti politique va-t-il poser sa candidature ? Comme il fallait s'y attendre, son programme est indépendant. Il dira dans une lettre à Virieu qu'il est du parti du « bon sens et de la vertu » (1). Ces deux mots résument toute la politique de Lamartine, qui à travers sa carrière politique, soutiendra toujours les idées auxquelles il pourrait attribuer ces deux qualités, sans se préoccuper du parti qui les enfanta. Cette indifférence vis-à-vis d'un programme politique le brouillera avec tous les partis qui, soutenus par lui un jour, se sentiront offusqués d'être critiqués le lendemain.

Dégoûté de la politique de tous les partis, il ne se met sous l'égide d'aucun. Les ayant méprisés tous, il les prend en horreur, car ils ne sont que « sottise et vice, et souvent

1. *Corresp.*, t. IV, lettre DXXVII, le 7 février 1834.

crime par-dessus » (1). D'ailleurs tous les systèmes sont faux pour lui, aussi bien celui des purs monarchistes que celui des révolutionnaires ; il ne cherche que « le bien public ».

L'indifférence de Lamartine en matière de gouvernement est des plus claires. « Tel ou tel nom aux Tuileries, telle ou telle couleur de drapeau » n'ont pas d'importance pour lui, car « ils ne font rien au bonheur de l'humanité et ne valent pas de lutte » (2). Partant de ce principe, il blâmera ceux qui s'abstiennent de la vie sociale. Il n'identifie pas la cause des dynasties avec celle de la nation et, en méprisant le gouvernement, il ne boude pas le peuple.

Au contraire, pour lui, abandonner les droits de citoyen dans la lutte de partis, c'est se « rendre indirectement solidaire du mal qui résultera de la lutte inégale » (3). Et il considère une telle attitude comme « fautive et crime ».

De même qu'il blâme le mutisme des abstentionnistes, de même réprovera-t-il les légitimistes qui conspirent contre le gouvernement de Juillet. Quant aux Bourbons, il les plaint sans les regretter, car ayant eu des sympathies dynastiques, il n'en a pas pour les institutions de l'ancien régime « mortes d'ineptie », et que la Restauration a voulu faire revivre.

Comme nous l'avons dit, Lamartine ne remontera jamais le courant ; « il faut progresser et non point reculer ». Le

-Corresp., t. IV, lettre DXXVI, le 10 novembre 1831.

2. *Ibid.*, t. IV, lettre DIII, sans date, 1830.

3. *Ibid.*, t. IV, lettre DXXIV, le 26 juillet 1831.

progrès, la liberté et un meilleur avenir, où donc faut-il les chercher, sinon dans les institutions de la révolution ?

La révolution est bonne et féconde en elle-même, elle est « heureuse comme principe », et s'il y a des côtés sombres, il faut les attribuer non pas aux idées qui forment et engendrent les révolutions, mais à leurs agents, aux masses parfois ignorantes et parfois féroces. Au lieu de revenir aux temps passés, il faut préparer le peuple à rencontrer dignement la révolution prochaine qui est en marche. Par conséquent, aucun citoyen bien pensant n'a le droit de rester neutre ou inactif. Toutes les forces honnêtes, si faibles qu'elles soient, peuvent et doivent être employées dans la marche vers la liberté (1).

Rien que par cet exposé des idées de Lamartine, on voit combien il avait progressé depuis 1818, année où il prêchait l'absolutisme monarchique. Ses idées sociales et politiques ont fait un pas énorme vers le libéralisme. Son indifférence en matière de gouvernement fait que la politique n'est pour lui « qu'habileté » ; la chose principale c'est « le bonheur général » et c'est à ce dernier qu'il faut sacrifier sa vie, car : « L'homme doit son service, son courage, sa lumière à l'homme, tous les ans, tous les jours, sous tous les régimes, sous tous les drapeaux. » Voilà quel est pour Lamartine « l'article de conscience, passant avant la politique »(2). Il développe la même idée dans *le Voyage en Orient* et l'approfondit toujours davantage dans son œuvre poétique postérieure au *Voyage*.

1. *Corresp.*, t. IV, lettre DXVII, le 2 juillet 1831.

2. *Ibid.*, t. IV, lettre DXXXVI, le 1^{er} mars 1832.

* * *

La Politique Rationnelle est l'exposé, le résumé des idées sociales de Lamartine ; *le Voyage en Orient* ne fait que la compléter. Dans ces deux ouvrages, Lamartine se montre pour la première fois distinctement socialiste chrétien. Il ne faudrait pas croire d'ailleurs qu'il ait fondé une école sociale ; Lamartine est trop spontané et trop poète pour pouvoir former une école scientifique ; ses idées sociales naissent comme ses poésies : il les sent et les chante.

Il les chante dans ses poésies, il les chante dans ses discours à la Chambre des députés, et dans les banquets où sa parole vibrante éveille l'enthousiasme général ; il les chante pendant les journées de février. Il sait tellement fasciner la foule, qu'elle oublie ses revendications et s'en va sans avoir rien obtenu, calmée pourtant par le charme seul de son éloquence.

On se demande où il puise cette force de domination. Dans l'éloquence qui vient du cœur et va au cœur, nous répondraient ceux qui l'ont entendu parler « par la fenêtre ». Elle vient du cœur et n'aura par conséquent pas la logique froide de théories et de systèmes scientifiques et va au cœur par l'humanité et la sincérité des sentiments qu'elle exprime.

En philosophe, en humaniste, en homme de cœur surtout, il veut avant tout et par dessus tout « le bonheur général ». Et en chrétien qu'il est au fond de son âme, où donc va-t-il le trouver ce bonheur, sinon dans la religion et dans la charité ? Il trouve dans la charité la solution de

toute question sociale. Il ne s'aperçoit pas que l'application de la charité n'est qu'un moyen factice qui ne peut pas résoudre la question de la propriété, ni celle de la lutte des classes, ni bien d'autres non moins importantes.

Si l'on songe que la charité est le premier et le dernier mot de la sociologie de Lamartine, on comprend qu'il ne pouvait pas s'entendre avec les socialistes scientifiques qui, dans leurs théories, remplacent les sentiments par des systèmes scientifiques.

Or, la *Politique Rationnelle* de Lamartine se résume dans ce mot miraculeux : la *Charité*.

Aux trois questions posées par Lamartine au début de sa *Politique Rationnelle*, on pourrait répondre par un seul mot : « charité ». Où sommes-nous ? A la veille du règne de la charité. Où allons-nous ? Au règne de la charité. Que faire ? Appliquer la charité.

Par quel moyen cependant trouve-t-il dans la charité la solution universelle de tous les maux ? Il la trouve en subordonnant toujours à la religion des problèmes politiques et sociaux, et c'est là qu'il faut chercher la divergence, toujours plus accentuée, entre les opinions de Lamartine et celles des socialistes de son époque qui ne restent pourtant pas sans avoir une influence considérable sur ses idées sociales.

Cette influence se voit dès le début même de la *Politique Rationnelle*.

Ainsi, à l'exemple de Saint-Simon, il divise la vie des générations humaines en quatre époques. Chaque époque

naît de la précédente. La quatrième époque, à laquelle nous touchons, fut enfantée par la Révolution qui termine à peu près la troisième époque. Or, cette époque à laquelle nous touchons, est celle « *du droit et de l'action de tous* ; époque toujours ascendante, la plus juste, la plus morale, la plus libre de toutes celles que le monde a parcourues jusqu'ici parce qu'elle tend à élever l'humanité tout entière à la même dignité morale, à consacrer l'égalité politique et civile de tous les hommes devant l'État. » (1)

Cette époque ne sera autre chose que la réaction contre la tyrannie et sa tâche sera de fonder la démocratie. Mais Lamartine n'aime pas le nom de « démocratie » qui lui rappelle trop les atrocités de la Révolution ; il l'appellera donc « l'époque évangélique » et elle sera pour lui « la déduction logique et la réalisation sociale du sublime principe déposé dans le livre divin comme dans la nature même de l'humanité, de l'égalité et de la dignité morale de l'homme » (2).

Lamartine donne à cette époque évangélique une mission spéciale, car ce sera à elle d'affranchir l'homme. Elle l'affranchira en lui mettant l'Évangile entre les mains et en fondant la démocratie sur la charité. Mais, dans son enthousiasme poétique, Lamartine ne s'aperçoit pas que la démocratie ne peut pas être basée sur la charité, car la démocratie veut dire tous les droits pour tous.

Partant du principe de la charité, et d'accord encore avec Saint-Simon, Lamartine voudra « tout *pour* l'ouvrier,

1. *Politique Rationnelle*, p. 362.

2. *Ibid.*

rien *par* l'ouvrier » (1) et cela les éloigne l'un et l'autre du socialisme scientifique qui veut « tout *pour* l'ouvrier et *par* l'ouvrier. »

Pour Saint Simon, le seul but à poursuivre est « d'améliorer le plus possible le sort de la classe qui n'a point d'autre existence que le travail de ses bras » (2). Lamartine est d'accord avec Saint Simon, seulement, ceci ne sera pour lui qu'un but immédiat, le but final étant le plus haut degré du bonheur général.

Lamartine, ayant l'esprit essentiellement poétique, ne formera point de doctrine sociale à la manière de Saint-Simon, de Fourier ou des autres socialistes. Les problèmes principaux de l'économie politique ne joueront dans sa philosophie sociale qu'un rôle secondaire, la base de son socialisme étant, comme on le sait, purement morale.

De même que Saint-Simon, Lamartine fonde son système social sur des bases morales, où « le bon patron » de Sismondi et « l'homme charitable » jouent un grand rôle. Or, le socialisme scientifique a une base matérialiste. Cette différence de systèmes est la conséquence de points de départ différents.

Si Lamartine s'occupe de la question de répartition des biens, il ne s'en occupe qu'en faisant appel au bon cœur et à la charité des riches au profit des pauvres, car il ne cesse pas un instant de considérer la propriété comme base de la vie sociale.

1. Weill, *Saint-Simon et son œuvre, Théorie socialiste*.

2. *Ibid.*

La question de la lutte des classes ne l'embarrasse point. La charité étant à portée de sa main, il s'en sert pour remplir l'abîme qui sépare la classe possédante de la classe non-possédante. Facilement enthousiaste, Lamartine s'exalte pour le socialisme ; mais, de même qu'il est individualiste en religion et en politique, il l'est aussi dans les idées sociales : il se forme une sociologie à lui, à laquelle il restera toujours fidèle. S'il se brouille avec le socialisme, ce n'est pas parce qu'il a changé ; c'est le socialisme qui a évolué pendant que Lamartine restait fidèle aux principes du socialisme chrétien.

Lamartine conçoit le socialisme en poète et c'est pour cette raison que le côté matérialiste du socialisme où il y a si peu de place pour les développements poétiques lui reste toujours étranger et qu'il trouve certaines idées socialistes « stupides et contre nature. » Cabet, Louis Blanc, Blanqui et les autres socialistes contemporains sont pour lui des fous, des fous nobles, il est vrai, mais des fous, parce qu'ils prêchent le communisme matérialiste.

Enfant de la Révolution, qui n'était nullement socialiste, Lamartine ne peut pas comprendre le matérialisme. Il ne faut pas oublier non plus que, dans sa jeunesse, il avait nourri son esprit des idées de J.-J. Rousseau, qui, ayant du mépris pour le matérialisme, aurait probablement eu en horreur le socialisme, s'il l'avait connu. C'est l'influence de la Révolution, ainsi que celle de Rousseau et d'autres encore, qui lui feront répudier le socialisme matérialiste.

Lamartine tient trop à la propriété, qu'il considère comme la pierre angulaire de la société, pour consentir à la sacrifier aux théories socialistes. Car la suppression de

la propriété signifie pour lui la destruction de la famille et la mort de l'industrie, la propriété et la famille étant les seuls stimulants au travail. Et, en effet, en 1832, comme en 1802, il fait de la famille et de la propriété la base de la société et il ne démentira pas un seul instant ce principe. Les théories sociales pendant ce temps là ne sont pas restées dans cet état stagnant, et on reconnaissait que la Charité n'a rien à faire avec le socialisme qui présente ses revendications au nom de la Justice. Lamartine, pour réconcilier le socialisme communiste avec la propriété, mettra toujours en avant, la charité, et dira : « Le socialisme, c'est la charité ». Pas plus que les socialistes utopistes, il n'aperçoit l'incompatibilité de ces deux termes : *charité* et *socialisme*, qui s'excluent mutuellement.

* * *

Dans un ouvrage intitulé *De la Réorganisation de la Société européenne*, Saint-Simon expose son idée sur les *États européens* qui fera naître « un patriotisme européen destiné à devenir aussi fort que l'est aujourd'hui le patriotisme national » (1).

Comme nous l'avons vu en 1810, Lamartine nie le patriotisme ; « ce n'est qu'un mot, du moins en Europe » (2). En 1831 et à l'exemple de Saint-Simon, il en fera une religion ; dans *Jocelyn*, il embrassera dans son amour l'univers tout entier. Nous avons dit plus haut (3) ce qu'il faut penser des idées pseudo-internationales de Lamartine. Nous

1. G. Weill, *Saint-Simon et son œuvre*, p. 83.

2. *Corresp.*, t. I, lettre LXIII, le 30 juin 1810, plus haut, p. 20.

3. Voir p. 21.

avons montré que, tout en se croyant internationaliste, il reste profondément Français, autant par son caractère que par son esprit, et l'Orient qu'il appelle sa seconde patrie ne l'est que dans son imagination.

Ses sentiments humanitaires lui feront souhaiter un « renouvellement » de la forme sociale qui se fera par l'application de la politique rationnelle qui est « la morale, la raison et la vertu (1) », et « qui a Dieu pour point de départ et pour but, le bien le plus général de l'humanité pour objet, la morale pour flambeau, la conscience pour juge, la liberté pour route (2) ». Ce renouvellement consistera dans : « le droit et l'action de tous (3) », et étant une réaction contre la tyrannie, il formera la démocratie. Lamartine appellera ce nouveau régime « la forme rationnelle (4) », afin de ne pas employer le mot « démocratie, souillé par la Terreur. »

Or, l'application de la politique rationnelle mènera l'humanité infailliblement à l'époque évangélique qui est « la déduction logique et la réalisation sociale du sublime principe déposé dans le livre divin comme dans la nature même de l'humanité, de l'égalité et de la dignité morale de l'homme (5) ». Pour être sûr d'arriver à cette terre promise, on cheminera « l'Évangile à la main (6) » et en faisant la charité.

Pour Lamartine aussi bien que pour Saint Simon, c'est

1. *Politique Rationnelle*, p. 361. *Œuvres compl.*, t. XLVII.

2. *Ibid.*, p. 362.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, p. 363.

5. *Ibid.*, p. 362.

6. *Ibid.*, p. 539.

à nous de préparer cette époque de bonheur universel.

L'époque évangélique de Lamartine est, pour Saint-Simon, « l'âge d'or ». Cet « âge d'or du genre humain, dit Saint-Simon, n'est point derrière nous, il est au devant, il est dans la perfection de l'ordre social : nos pères ne l'ont point vu, nos enfants y arriveront un jour ; c'est à nous de leur frayer la route (1). »

En quoi cette idée de Saint-Simon diffère-t-elle de l'idée de renouvellement de Lamartine ? Certes, il y aura des différences de détails, une différence de méthode même, mais l'idée fondamentale est, dans les deux cas, la même : l'humanité approche d'un moment de renouvellement qui se fait lentement et dans lequel notre génération joue le rôle d'architecte, pour la construction de cet édifice social qui s'élèvera sur des fondements de nature purement morale.

« Le seul objet que puisse se proposer un penseur est de travailler à la réorganisation du système moral, du système religieux, du système politique, en un mot, du système des idées sous quelque face qu'on les envisage (2). » Si ces mots n'étaient pas de Saint-Simon, ils seraient de Lamartine.

Cette réorganisation se fera lentement, suivant Lamartine, mais, une fois faite, elle durera en évoluant, car « l'époque du droit de l'action de tous » sera « une époque toujours ascendante, la plus juste, la plus morale, la plus libre de toutes celles que le monde a parcourues jusqu'ici,

1. Weill, *Saint-Simon et son œuvre*, p. 86.

2. *Ibid.*, p. 55.

parce qu'elle tend à élever l'humanité tout entière à la même dignité morale, à conserver l'égalité politique et civile dans tous les hommes devant l'État (1). »

Ainsi tout dépend pour Lamartine de la réorganisation du système moral qui est la base de la vie sociale, et dont la charité est la conséquence immédiate. La réorganisation politique et religieuse se résumera dans la politique et dans la religion rationnelle.

Lamartine qui, tout à l'heure, était d'accord avec Saint-Simon, incline à l'anarchisme en disant que : « La forme rationnelle du gouvernement ou le droit de tous, ne peut pas être autre chose que la liberté où chacun est juge et gardien de son propre droit (2). » L'homme ne connaît d'autres juges que la conscience qui « fait connaître à chacun ses devoirs et ses droits (3). »

Or, si l'homme ne connaît d'autres juges que sa conscience, il n'en admettra pas d'autres, et ne se soumettra à aucun autre régime que celui que sa conscience lui fait approuver. Puisque la conscience seule lui fait connaître ses devoirs et ses droits, la première conséquence à tirer sera que l'homme a le plein droit de mettre en doute toute autorité qui essaierait de lui imposer des devoirs que sa conscience se refuserait à reconnaître.

Sans s'en douter, Lamartine pousse la société vers l'anarchie qu'il redoutait tellement et dont il était l'ennemi implacable. Il s'est laissé emporter par son imagination poétique qui domine toujours chez lui la logique de penseur.

1. *Politique rationnelle*, p. 362.

2. *Ibid.*, p. 363.

3. *Ibid.*, p. 365.

Mais la morale et la charité sont là pour surveiller l'ordre social. Les héros ou les hommes de l'époque évangélique n'auront pas de faiblesses, ni de défauts et, malgré le maintien de la propriété et de l'hérédité, « sans lesquelles la société est d'avance condamnée à expirer », l'humanité marchera « à l'époque de la charité, mille fois supérieure à l'époque de la liberté (1). »

Dans cette « époque de la vertu », toutes les questions politiques et sociales se classent « tout s'éclaire, tout se juge ; la conscience politique n'a plus de doute, le présent plus d'ambiguïté, l'avenir plus de mystère : tout se résout dans ces seuls mots : « Le bien le plus général de l'humanité pour objet, la raison morale pour guide, la conscience pour juge. A l'aide de ce grand jury, l'esprit humain peut citer devant lui des siècles et prononcer sans crainte l'infaillible verdict (2). »

C'est ainsi que Lamartine trace dans l'abstrait le plan de la société future. Là est l'originalité de ses idées sociales comme de sa méthode qui ne peut pas être considérée comme une méthode scientifique. Elle diffère profondément de celle des socialistes scientifiques et même de la méthode de Saint-Simon, considéré comme précurseur du socialisme.

Ayant tracé ainsi le programme de la société idéale, Lamartine expose l'application de la politique rationnelle à la vie politique et sociale de l'humanité. Ici, il suit Saint-Simon de près dans le plan général du système.

1. *Politique Rationnelle*, p. 364.

2. *Ibid.*, p. 365.

Puisque l'instruction est la base de la liberté, l'enseignement doit être libre et gratuit pour les pauvres. Il doit être sans restriction pour que « chacun puisse boire à sa soif à la source de la civilisation (1). » Si on devait prendre quelques précautions, elles auraient simplement pour but d'éviter une agglomération des forces intellectuelles dont on ne saurait que faire. Lamartine ne le dit pas sans penser à la lutte économique qu'il voudrait à tout prix rendre moins implacable. Il se prononce pour la colonisation de l'Orient et contre la grande industrie, croyant par cela, sinon remédier au mal, du moins l'atténuer considérablement.

Saint-Simon, quand il parle de l'instruction, part de la lutte des classes et pour lui, s'il faut donner l'instruction aux pauvres, c'est « pour que la haute classe ne puisse abuser de sa supériorité. » Lamartine ne suppose pas qu'il puisse y avoir des abus, car il mesure tout le monde à sa taille, alors que Saint-Simon regarde les hommes d'un œil froid d'observateur profond.

Tous les deux refusent au clergé le privilège d'enseigner, tous les deux veulent une religion de la patrie que Saint-Simon fera enseigner comme « le catéchisme national » Mais, tandis que Saint-Simon réfute le christianisme, « utile autrefois, suranné à notre époque », et veut le remplacer par la religion de Newton, Lamartine, lui, ne fera que supprimer dans le christianisme ce que celui-ci offre de surnaturel et il fondera sur les bases mêmes du christianisme une religion toute philosophique qu'il appellera le « christianisme rationnel. »

1. *Politique Rationnelle*, p. 370-371.

Après la question de l'instruction, vient celle de la liberté de la presse, qui est une question de premier ordre, « car la presse libre est la voix de l'humanité libre » La presse « révélation quotidienne et universelle de tous pour tous » (1) a pour devoir de diriger la civilisation nouvelle ; son rôle est « de faire appel à la raison et à l'intelligence de tous. Elle remue et remuera toutes les questions sociales, religieuses, politiques, nationales avec la force que l'opinion lui prêterait » (2). Ce rôle, la presse le gardera jusqu'au jour où le système social idéal rendra son devoir accompli.

Lamartine réserve une place importante dans son programme à la question de la séparation de l'Église et de l'État qu'il ne cessera pas de réclamer du haut de la tribune, à la Chambre des députés. Point de religion privilégiée ; c'est bien là une preuve de sa grande tolérance religieuse avant *le Voyage en Orient*.

Pas de privilèges héréditaires non plus sinon celui de l'estime et des vertus.

Le pouvoir social moderne se résume dans l'élection ; mais, arrivé là, Lamartine s'arrête et n'accorde que le suffrage à plusieurs degrés, basé sur la propriété, « seul moyen de constater l'existence ; le droit et l'intérêt du citoyen » (3) En 1848, Lamartine se prononce pour le suffrage universel, mais les conséquences probables de ce système l'ayant effrayé, il revient plus tard au suffrage proportionnel.

C'est sur ces élections proportionnelles que Lamartine veut fonder la « vérité parfaite, la justice rigoureuse, la

1. *Voyage en Orient*, édition Hachette t. II. *Résumé politique*, p. 510-511.

2. *Ibid.*, . p. 511.

3. *Politique Rationnelle*, p. 370.

démocratie complète, et cependant l'aristocratie de fait reconnue par l'élection à plusieurs degrés » (1). Or, ces élections à plusieurs degrés serviront suivant lui à « démontrer » le produit exact des forces, des lumières et des intérêts du pays et du temps. Voilà comment Lamartine comprend « la démocratie complète. »

Ayant ainsi résolu la question des élections, Lamartine passe à celle du pouvoir qui est le fond de toute question sociale. « Une fois le principe admis et le pouvoir trouvé, dit-il, la forme sociale s'organise, elle vit, elle marche, elle dure. » Seulement la question est de la trouver et le problème est difficile à résoudre, aussi le laisse-t-il en suspens. Il considère le gouvernement de juillet comme un pouvoir transitoire, comme une dictature nécessaire pour détourner l'insurrection, comme un pouvoir enfin dont la mission est de fonder un gouvernement libre. « S'il accomplit cette mission, dit Lamartine, s'il fonde une ère de liberté et de justice, s'il organise un principe social nouveau, il fera plus aux yeux de l'avenir que d'hériter d'un trône ou de fonder une dynastie. Lamartine ne s'est pas trompé ; le gouvernement de juillet, en effet, prépara la seconde République, non point par son règne libéral, mais, au contraire, par le régime qui avait poussé la France à la révolution.

Lamartine demande cependant : que faut-il à la France pour qu'elle soit un pays libre ? Or, il lui faut un homme, nous dit-il, « il lui faut un Bonaparte de la parole, un Christophe Colomb de la liberté (2). » Saint-Simon aurait

1. *Politique Rationnelle*, p. 374.

2. *Politique Rationnelle*, p. 382.

pu être cet homme, mais il s'était éloigné du vrai chemin en réfutant le christianisme. Pour arriver à la liberté qui est le seul asile de l'humanité, il faut surtout de la vertu politique qui se résume dans le perfectionnement de l'humanité, perfectionnement qui « doit rapprocher de Dieu l'homme vertueux et la société elle-même (1). »

Cela sera la sociologie, non seulement de *la Politique Rationnelle*, mais aussi celle de *Jocelyn*, de *la Chute d'un Ange* et d'autres œuvres poétiques de Lamartine.

Il y a cependant une chose qui gêne fortement la liberté, c'est la centralisation politique. Il faut donc la détruire et le seul moyen de le faire est d'appliquer dans la vie du peuple « la liberté politique, délibérative et élective pour toutes les opinions, pour tous les intérêts(2). »

En détruisant la centralisation politique, on détruit en même temps l'influence oppressive d'une capitale, d'un parti, d'une classe, d'un homme ; on « détruit le monopole de la liberté », on détruit le despotisme. Cependant, sous peine d'affaiblir un pays, il ne faut pas détruire la centralisation administrative.

Pour pouvoir jouir de la liberté, et même pour arriver à la fonder, il faut avant tout humaniser la société. Or, pour atteindre ce but premier, il faut refaire en entier la législation défective dans ses principes mêmes. Ainsi il faut commencer par remplacer le principe de vengeance par celui de charité et d'indulgence.

La législation doit donc établir un système de repentir et d'épuration et non de vengeance et de mort, car une

1. *Ibid.*, p. 383.

2. *Ibid.*, p. 379.

législation sanglante ensanglante les mœurs, tandis qu'une législation faite de pardon les adoucit. Par conséquent, la peine de mort, qui parut nécessaire est, au contraire, nuisible à la société moderne. Étant donné que les mœurs sont la seule base et la condition indispensable des lois, la volonté populaire fera abolir la peine de mort.

En résumé, pour qu'un peuple soit libre, il lui faut de la vertu politique. Il est vrai que « la liberté la produit en l'exerçant, mais il en faut déjà pour supporter la liberté (1). » Or, liberté et vertu ne faisant qu'un ont le même but, qui est « le perfectionnement de l'individu et le perfectionnement de l'être générique, l'humanité, qui doit rapprocher de Dieu l'homme vertueux et la société elle-même (2). »

Pour être libre, la France a donc besoin d'un « renouvellement », d'une « régénération complète. » Lamartine considère que le saint-simonisme est un symptôme heureux, mais que la théorie de Saint-Simon ne s'accorde pas avec les principes du christianisme qui consistent dans le respect de tous les droits, dans l'accomplissement de tous les devoirs, dans la réforme, et non la destruction de la famille, de la société et de la propriété. Ici, suit la définition du saint-simonisme qui est, d'après Lamartine, une religion moins un Dieu, le christianisme moins la foi qui en est la vie; « c'est l'Évangile moins la raison et la connaissance de l'homme (3). »

Ainsi le saint-simonisme n'a pas de base parce qu'il ne touche pas au ciel par ses désirs, car il n'y a de vrai et de

1. *Politique Rationnelle*, p. 382.

2. *Ibid.*, p. 383.

3. *Ibid.*, p. 384.

durable que ce qui émane du christianisme, dont le règne viendra un jour. Cependant par « le règne futur, et parfait du christianisme (1). » Lamartine ne comprend pas son règne matériel. Au contraire, « la parole et la liberté » doivent être les seules manifestations de ce règne : le seul joug que le christianisme impose à l'homme est celui de la conviction.

En fait de devoirs envers Dieu, de même qu'envers l'homme et la société, se place avant tout le devoir que tout homme a d'aider « la démocratie à s'organiser pour vivre », mais pour qu'elle vive, il faut qu'elle soit juste. Or, le premier devoir de la démocratie est de prouver que « le droit ne vit que du droit de chacun (2) » Le seul joug qu'elle imposera à l'homme sera celui de sa conviction, et elle ne lui donnera d'autre juge que sa conscience.

Voilà les principales idées de *la Politique Rationnelle* qui seront élargies, approfondies et complétées dans les autres œuvres de Lamartine.

1, *Politique Rationnelle*, p. 384.

2. *Ibid.*, p. 389.

LE VOYAGE EN ORIENT

CHAPITRE VI

Le but du voyage en Orient. — L'influence de l'Orient sur la religion de Lamartine. — Toute société se résout en servitudes. — Le retour à la vie de la nature. — Le communisme de Lamartine. — Son attitude vis-à-vis du socialisme. — La convergence des intérêts des classes et la critique des *Misérables*. — La propriété et la possession. — La charité ; la conception de l'égalité. — L'influence de Saint-Simon et diverses autres qui contribuent à la formation des idées sociales de Lamartine. — La question des prolétaires. — L'indifférence de Lamartine en fait de gouvernement.

La rencontre avec M^{me} Charles fut marquée, chez Lamartine, avons-nous dit, par un retour spontané à la religion de son enfance. Mais ce renouvellement religieux ne survit pas de beaucoup à la personne qui avait contribué à l'éveiller et désormais Lamartine voit

... partout un Dieu sans jamais le comprendre (*L'Homme ; Méd.*)

Pour mettre une fin au doute qui le tourmente et pour raffermir sa religion de plus en plus vague, il entreprit le voyage en Orient, espérant retrouver au berceau des religions, la foi que le scepticisme moderne avait ébranlé dans son âme.

Ne croyant plus d'esprit, il veut croire avec le cœur,

1. *Confidences*, t. XII, p. 360-361.

« afin de pouvoir aimer et prier » (1), Il avoue dans une lettre au duc de Rohan, sa volonté ardente de croire, et son impuissance en face des doutes qui se dressent comme des fantômes devant sa conscience tourmentée : « Heureux ceux qui croient !... Mais je doute, je voudrais, je désire, j'espère plutôt que je ne crois fermement » (1), s'écrie-t-il dans sa douleur et dans son impuissance.

Il est chrétien et il veut croire. Il est chrétien, parce que la fibre de son cœur est chrétienne, parce que sa mère lui a fait sucer un lait chrétien, parce que les sympathies de son âme et de son esprit sont pour cette doctrine, parce qu'il vit de l'air de son temps (2).

Comme tous ceux de sa génération, Lamartine cherche dans la religion le repos de l'esprit, mais, élevé à l'école du XVIII^e siècle, il ne peut parvenir à faire taire les objections de la raison raisonnante.

Contrairement à ce qu'il espérait, l'Orient affaiblit sa foi au lieu de l'affermir, et, à la place du catholicisme qui « limite la liberté individuelle » de l'homme, il rapporte de son voyage une religion toute philosophique.

En Orient, où est la source des religions, il admirera leur beauté et leur morale ; cependant, « très religieux d'instinct, mais indépendant d'esprit » (3), il se formera une religion à lui, une religion composée de tolérance et d'humanité.

Est-il étonnant, d'ailleurs, que Lamartine fût charmé

1. *Corresp.*, t. II, lettre CXCI, le 30 mai 1819.

2. *Voyage en Orient*, t. I, p. 263.

3. *Méd. la Semaine sainte, Commentaire.*

par l'Islamisme qui « n'a imposé que deux grands devoirs à l'homme : la prière et la charité » (1), devoirs qui correspondaient si bien au caractère du poète. L'Islamisme lui plaît parce qu'il n'est qu'un « théisme pratique et contemplatif » (2), et permet par conséquent de garder la liberté de la conscience et de l'esprit.

N'ayant jamais eu de « goût pour les délices mystiques de la sacristie » (3), Lamartine ne revient à « la religion de son enfance » que sous l'influence des circonstances extérieures. Aussi, dès que disparaît le mobile qui l'y pousse, sa foi ne résiste plus à la raison : elle devient une religion qui exclut le surnaturel, et dont la raison est l'arbitre : elle devient la religion rationnelle.

Il reproche à l'Église de trop se préoccuper des choses terrestres ; il est révolté par son appétit des choses matérielles. La religion, pour lui, doit tenir entre « l'homme et son Dieu (4) ».

Ne pouvant pas s'attacher au catholicisme, il voudrait en être suivi. Il voudrait que le catholicisme ne fût jamais qu'une religion de charité, de pardon et de tolérance. Les croisades, l'inquisition et les moyens violents de propagande religieuse répugnent à sa conception du christianisme. La devise : « Crois comme moi, ou je te tue » (5), ne fait pas bon ménage avec la religion de Lamartine, religion sans passion et sans autre intérêt que celui de diviniser l'humanité.

Comme un des moyens de ramener l'Église catholique

1. *Voyage en Orient*, t. II, p. 45.

2. *Ibid.*, t. I, p. 472.

3. *Semaine sainte, Commentaire*.

4. *Politique Rationnelle*, p. 373.

5. *Nouveau voyage en Orient*, p. 21.

à son rôle spirituel, il réclame la séparation de l'Eglise et de l'État et la mise du clergé hors de toute lutte politique. Il voudrait voir la religion « en dehors de la politique » (1).

Et lorsqu'en Orient, il voit des Mahométans « profondément religieux qui n'admettent de leur religion que ce qu'elle a de raisonnable et d'humain » (2) et « dont la raison n'avait pas d'effort à faire pour admettre les dogmes qui la révoltent », il veut dégager le catholicisme des superstitions et du surnaturel.

Il ne s'aperçoit pas qu'en excluant le surnaturel, il porte atteinte aux dogmes essentiels du catholicisme, et il reste persuadé qu'il le délivre seulement des superstitions. Lamartine appellera cette religion purifiée par lui : « le rationalisme chrétien » (3), et il lui donnera un Dieu

..... saint, unique, universel.

..... qui n'a point d'autel (*Mort de Socrate*).

Sa philosophie religieuse ne lui fait cependant pas moins réprouber l'athéisme qui est pour lui « une dégradation de l'intelligence humaine, une insulte à l'humanité bien plus qu'à l'être évident, Dieu (4). »

Va-t-il s'efforcer de prouver la nécessité de la religion ? Non, certes. Les religions « sont parce qu'elles sont, on ne les prend, on ne les quitte pas à volonté », à quoi servirait de prouver leur nécessité. Elles « ne se prouvent pas, ne se démontrent pas, ne s'établissent pas, ne se ruinent pas par la logique ; elles sont de tous les mystères

1. *Corresp.*, t. III, lettre CCCLXIV, le 20 avril 1826.

2. *Voyage en Orient*, t. I, p. 472.

3. *Ibid.*, t. I, p. 177.

4. *Ibid.*, t. I, p. 277.

de la nature et de l'esprit humain, le plus mystérieux et et le plus inexplicable ; elles sont d'instinct et non de raisonnement » (1). Cela ne rend-il pas toute propagande inutile ? Ceux qui ont abandonné Dieu reviendront à Lui lorsque leur heure aura sonné, songe-t-il et il espère que, revenu un jour à Dieu, l'athée dira avec lui :

Heureux qui le connaît, plus heureux qui l'adore (*Dieu*).

Nous avons essayé de montrer ici les sentiments religieux de Lamartine et, s'il est permis de diviser son ouvrage en deux parties, nous dirions que la première partie du *Voyage en Orient* est presque tout entière consacrée au problème religieux ; dans la seconde, c'est le principe politique et social qui préoccupe l'auteur et il termine son œuvre par un *Résumé Politique*.

* * *

Ce voyage en Orient, qui fait voir de près à Lamartine les tribus arabes et leur vie, renforce chez lui considérablement le sentiment de la solitude. La vie nomade de ces peuples le charme et l'attire, et le rêve du retour à la nature, jusque-là sentiment tout personnel qui se traduit par un besoin de solitude, devient une idée sociale. Il ne rêve que de cette vie nomade et libre, pleine d'une imagination que la civilisation a tari chez les peuples européens. « La nature ne parle plus aux peuples européens qui ne savent plus rien des voluptés naturelles, dira-t-il, et qui

1. *Voyage en Orient*, t. I, p. 263.

ayant usé leurs sensations, ont besoin de plaisirs factices pour s'émouvoir (1). »

Dès lors, Lamartine voudrait voir le peuple désertar les villes et retourner à la vie « naturelle ». Cependant, s'il prêche le retour à la vie « naturelle », il ne veut nullement un retour à l'état sauvage. Il veut seulement voir l'homme plus près de la nature, et par là plus près de Dieu.

C'est sous l'influence de ces sentiments qu'en voyant de près la vie des habitants de Malte, il ne sait plus ce qu'il faut préférer : la liberté des peuples civilisés ou l'esclavage des peuples primitifs. Dans cette incertitude, le « que sais-je » de Montaigne est sa seule réponse, non parce qu'il renonce à la liberté, mais parce que, dans sa philosophie sociale, il donne la première place au « bonheur le plus général » (2), et qu'est ce qui peut donner plus de bonheur que le contact avec la nature.

Ébloui un moment par la beauté de la nature de l'île et par quelques chants qu'il entend fredonner au clair de lune, il trouve dans son enthousiasme poétique, que les esclaves de cette île sont heureux et voilà qu'il devient partisan de l'immuabilité des lois. « A quoi bon combattre la liberté, songe-t-il, puisque toute société libre ou absolue se résout toujours en servitudes plus ou moins senties » (3).

En quoi cette idée diffère-t-elle de la thèse de J.-J. Rousseau, disant que la société rend l'homme esclave ? Cependant dans sa *Critique du Contrat Social*, Lamartine dira pour réhabiliter l'état social : « L'homme naît esclave et il ne

1. *Voyage en Orient*, t. II. Constantinople, le 18 juin 1833.

2. *Politique Rationnelle*.

3. *Voyage en Orient*, t. I. p. 64.

devient relativement libre qu'à mesure que la société l'affranchit de la tyrannie des éléments et de l'oppression de ses semblables par la moralité de ses lois et par la collectivité de ses forces sociales contre les violences individuelles (1). »

Or, Lamartine ne réfute *le Contrat Social* que vers le déclin de sa vie, et il subit son influence sans même l'avoir lu, car Lamartine n'a lu *le Contrat* qu'au moment où il s'est proposé d'en faire la critique. Cependant ne croirait-on pas entendre Jean-Jacques lorsque Lamartine dit : « Prenez au hasard cent hommes parmi ces peuples esclaves, et cent hommes parmi nos peuples soi-disant libres, et pesez. — Où se trouve-t-il plus ou moins de morale et de vertu ? Je le sais bien, mais je frémis de le dire. » Ayant réfléchi, il ne nous conviera pas à répudier la civilisation ; au contraire, en évolutionniste, il dira : « Comprendre le passé sans le regretter, tolérer le présent en l'améliorant ; espérer l'avenir en le préparant, voilà la loi des hommes sages et des institutions bienfaisantes (2). »

En 1832 donc, Lamartine semblait ne pas attacher beaucoup de prix à la liberté. Est-ce parce qu'il était réactionnaire ? Il faudrait singulièrement méconnaître Lamartine pour le soutenir. En effet, en 1833, un an après s'être prononcé à propos de Malte pour l'immutabilité des lois, en visitant le marché des esclaves à Constantinople, impressionné par la tristesse de ce tableau, il en ressortit « le cœur flétri », et en faisant cette réflexion :

1. *Cours*, t. XI, p. 419-422.

2. *Voyage en Orient*, t. II, p. 216.

« Voilà ce que c'est que les législations immobiles ! Elles consacrent les barbaries séculaires et donnent le droit d'antiquité et de légitimité à tous les crimes (1). » Cet aveu, comparé au *Que sais-je* de 1832, nous montre une fois de plus combien la sensibilité dirige la pensée de Lamartine et combien ses doctrines subissent de fluctuations et se soumettent aux exigences de son tempérament poétique.

Sous l'influence de cette sensibilité, qui lui fera un jour approuver et le jour suivant désapprouver l'immuabilité des lois, Lamartine répudiera la civilisation pour la désirer un moment plus tard. C'est ainsi qu'il voudra civiliser l'Orient, en y introduisant par la colonisation l'élément occidental. Dans son enthousiasme poétique, il oublie que la civilisation, avec tout son appareil administratif et avec la lutte économique qui sont ses compagnons inséparables, aurait vite fait de dissiper ce charme qui le séduit tant et de remplacer les tentes transportables par des maisons qui, là comme ici, seraient « des prisons volontaires » (2). Mais dans ces moments, le sociologue se tait, la parole est au poète.

Toutefois, malgré son admiration pour les Orientaux, Lamartine ne pourrait pas vivre à leur manière. Leur laisser faire, leur laisser aller n'est pas dans sa nature. Il est trop Français par son sens de la réalité, par son esprit « rationnel » pour pouvoir suivre la courbe de l'esprit oriental. Il est homme d'action et, pendant que les Orientaux se

1. *Voyage en Orient*, t. II, p. 246.

2. *Ibid.*, t. I, p. 326.

fient entièrement à la Providence, en homme politique et social, il suit la « politique rationnelle ».

La différence entre les deux mentalités nous est indiquée clairement dans la préface de *l'Histoire de la Turquie*. « Leur religion, dit-il, est un prosternement de l'esprit sans réplique ; la nôtre est un travail de la raison se dressant de siècle en siècle sur plus d'idées et plus de science pour découvrir Dieu plus haut dans la liberté. » Et Lamartine, représentant l'Occident, oppose son rationalisme au mysticisme oriental.

En 1833, Lamartine proclame le grand « tribunitiat » de « la raison » qui « domine et dominera de plus en plus dans tous les autres pouvoirs émanés de lui » ; la parole parlée et écrite « remue et remuera toutes les questions sociales et religieuses, politiques et nationales » (1).

Il ne faut pas perdre de vue que, à côté de l'influence de l'Orient, Lamartine a subi aussi l'influence de son temps qui, malgré le courant romantique, garde le sentiment de la réalité. Lamartine se vante même dans *la Politique Rationnelle*, de penser avec son siècle dont il aura la politique et la sociologie. « La pensée générale, déclare-t-il, est autour de nous, en nous ; l'air que nous respirons nous l'apporte ; l'écho du monde entier nous la renvoie » et il ajoute qu'il a « l'intelligence de son époque » (2).

En sa personne de sociologue, Lamartine suit le courant général. Et en subissant avec son époque l'influence mitigée, directe ou indirecte, de toutes les écoles sociales, il

1. *Résumé Politique*, p. 510-511.

2. *Politique Rationnelle*, p. 355 et 357.

reste néanmoins encore, ainsi que ses contemporains, sous l'influence de la Révolution et de J.-J. Rousseau.



C'est sous l'influence de Jean-Jacques Rousseau que Lamartine préfère la vie naturelle de la campagne à la vie agglomérative des grandes villes. La première n'entraîne pas, selon lui, d'aussi grandes disproportions dans les fortunes que l'état industriel des grandes villes. Lamartine trouve le mouvement industriel néfaste à la société, car l'industrialisme, arrache les gens à leurs familles et à la terre. Ces gens ainsi déracinés, sollicités aujourd'hui, deviennent superflus le lendemain ; en état de se payer un peu de luxe aujourd'hui, ils sont condamnés demain à la misère, car les habitudes contractées ne leur permettent plus de revenir à la simplicité et à la médiocrité de la vie agricole.

Ennemi de l'industrialisme, Lamartine ne s'aperçoit pas qu'il peut y avoir de la main-d'œuvre superflue à la campagne. Il ne s'aperçoit pas que son système ferait doublement tort à la société, en arrêtant le progrès de l'industrie, faute de travailleurs ; en semant la misère dans les campagnes, par l'inutilisation d'une partie de la main-d'œuvre. Cependant, il ne va pas dans sa théorie aussi loin que Rousseau, car il tend plutôt à refréner l'industrialisme qu'à le supprimer.

S'il désire la restriction de l'industrie, ce n'est pas seulement parce que la vie agricole rend l'homme meilleur, par le contact avec la nature, mais aussi parce qu'il trouve

que l'état agricole rend moins grande la disproportion des biens. Pour rendre cette disproportion moins sensible, hormis la restriction de l'industrialisme, il aura recours à la colonisation et à la vie agricole, et enfin, comme Saint-Simon, Fourier et autres, il comptera sur la haute morale du « bon patron » et sur la charité. En 1844, enfin, pour combattre l'inégalité des biens, il propose le droit au travail et la « charité de l'État ».

* * *

Entraîné par l'idée de nivellement des biens, Lamartine ira jusqu'à dire que « la vérité est évidemment dans la communauté chrétienne et philosophique des biens de la « terre » (1). Mais par communauté, il n'entend que l'égalité des biens, que le maintien d'un certain équilibre entre toutes les classes, qu'il s'efforce de conserver, et, sans toucher à la propriété, il cherche le moyen de la généraliser. Il voudrait que tous soient propriétaires et, se faisant tribun volontaire du prolétariat, il proposera, entre autres, de « créer un système qui faciliterait à tous l'accès de la propriété » (2).

Remarquons-le bien : Lamartine ne veut que d'un système qui « facilite à tous l'accès de la propriété », car pour lui, comme pour les physiocrates, la propriété est « chose divine sans laquelle le monde ne peut pas exister (3). » La nature dit à l'homme : « Tu posséderas ou tu mourras (4) ».

1. *Hist. des Girondins*, t. XII, p. 358.

2. *Moniteur*, séance à la Chambre, 3, II, 1835.

3. Gide et Rist, *Hist. des doctrines économiques, les Physiocrates*.

4. *Cours*, t. XI, p. 462.

et pour défendre la société de la mort, c'est-à-dire du communisme matérialiste, Lamartine soutiendra la cause de la propriété.

En effet, si Lamartine préconise le communisme, c'est seulement autant qu'il le juge généreux : mais, dès qu'il s'aperçoit que le communisme veut dire suppression de la propriété et de l'hérédité, et lorsqu'il se rend compte du matérialisme du communisme, la communauté des biens cesse pour lui d'être vérité ; il prend alors en horreur le communisme qui, désormais, sera pour lui l'expression de la « satisfaction charnelle des besoins physiques (1). »

Cependant, en 1833, lorsqu'il faisait encore bon accueil au communisme, Lamartine déclare : « Tu n'oublieras pas que la propriété n'est pas seulement instituée pour toi, mais pour l'humanité tout entière ; tu ne la possèdes qu'à condition de justice, d'utilité, de répartition, d'accession pour tous (2). » Cela n'est-il pas tout voisin du système de la possession qui est, d'après Proudhon, la base de la famille et de la société ? (3) Mais tandis que Proudhon fait une distinction entre la propriété et la possession, Lamartine se sert des deux termes simultanément et sans aucune distinction. Or, le peu de valeur qu'il attache aux termes scientifiques de l'économie sociale, le brouille avec les socialistes et son enthousiasme pour le socialisme disparaît dès qu'il s'aperçoit que le maintien de la propriété constitue entre lui et le socialisme un abîme infranchissable.

1. *Ibid.*, t. XII, p. 14.

2. *Résumé Politique*, p. 515. *Voyage en Orient*, t. II, éd. Hachette.

3. Gide et Rist, *Hist. des doctrines économiques Proudhon et le socialisme* de 1843.

Mais, en repoussant avec indignation le socialisme, Lamartine reste néanmoins sous son influence. Ceci explique pourquoi on ne peut le rattacher à aucune école sociale du xix^e siècle, tout en trouvant dans ses idées sociales des traces de toutes ces écoles.

Peut-on accuser Lamartine d'avoir mal compris les doctrines socialistes et de les avoir repoussées après s'en être inspiré ? Il avait espéré tout d'abord trouver dans le socialisme l'issue du cercle vicieux que représente pour lui la question ouvrière, mais bientôt, il repousse les moyens proposés par les socialistes, et qui lui paraissent absurdes, car le partage égal des biens serait, selon lui, un coup mortel pour la classe ouvrière. Pour que celle-ci puisse exister, il faut des gens riches qui la fassent travailler. Malgré son enthousiasme pour le socialisme, il ne cesse pas de voir une convergence étroite des intérêts de diverses classes de la société.

Cette idée de convergence des intérêts des classes le poussera un jour à se révolter contre la thèse des *Misérables* et il trouvera que le roman devrait être intitulé : *l'Homme contre la société*. Mais, sans s'en prendre directement à Victor Hugo, il fait le procès de J.-J. Rousseau — qui a jeté le peuple en un état de *delirium tremens*, qui le pousse au crime — et des socialistes de toutes nuances. « C'est ainsi, s'écrie-t-il, qu'ont procédé tous les écrivains dits *socialistes* de nos jours avec de bonnes intentions et des têtes faibles, depuis Saint-Simon jusqu'à Fourier, qui veut passionner l'instinct brutal et moraliser l'immoralité pour que tout soit vertu et volupté sur la terre : jusqu'à cet homme sans nom qui veut anéan-

tir le fait accompli, les droits antécédents et le travail de cinq à six mille ans dans le monde qui nous précède et nous engendre et qui déclare que la propriété est un vol et qu'il faut recommencer sans elle. » (1).

L'indignation de Lamartine contre Proudhon est compréhensible vu ses idées sociales qui tiennent par certains côtés à la féodalité. Il voit la société s'écrouler avec la suppression de la propriété et le prolétariat écrasé sous ses ruines.

Ainsi, malgré tout son désir d'atténuer les inégalités sociales, il n'ira pas jusqu'à la suppression ni même à la réforme de la propriété ou du droit d'héritage. L'existence de la société était et restera toujours pour lui basée sur la famille, l'hérédité et la propriété qui est « le produit du travail et le stimulant de l'activité. » En effet, Lamartine a toujours cherché dans la famille la conciliation entre l'individualisme et le socialisme.

Cette conception familiale de la société lui fera, entre autres, repousser le communisme matérialiste, car l'instinct familial, songe-t-il, exige la propriété et l'hérédité, et « quand l'homme a vu naître des fils de ses fils et que sa famille, en s'étendant à l'infini, lui a montré au delà de lui la multitude indéfinie de sa génération future, son instinct de propriété s'est multiplié dans la même proportion » (2).

1. *Cours*, t. XIII, p. 306. Lamartine parle ici, sans le nommer, de Proudhon dont l'ouvrage intitulé : *Qu'est-ce que la propriété. C'est un vol*, paraît en 1848.

2. *Cours*, t. XIV, p. 275.

La propriété, l'hérédité et la famille resteront donc pour Lamartine les fondements de l'organisation sociale et, sans consentir à sacrifier ni la propriété, ni l'hérédité, ni même la famille, il voudra résoudre par la charité, la question de la répartition des biens. C'est pourquoi, en souriant au communisme, il opposera aux socialistes son système de société basé sur la propriété et la famille.

Répudie-t-il par là ses idées sociales ? Aucunement. Il ne répudie aucune de ses idées et le changement dans ses opinions n'est qu'apparent, car sa sociologie n'a point changé. Son socialisme reste ce qu'il a toujours été... la charité sociale, car « la charité, c'est le socialisme ; l'égoïsme, c'est l'individualisme. » Lamartine ne s'aperçoit pas tout d'abord de l'incompatibilité du socialisme et de la charité qui s'excluent mutuellement, mais, dès qu'il s'en rend compte, il se sépare du socialisme ne voulant pas renier la charité qui reste pour lui toujours la solution suprême de la question ouvrière.

Rien d'étonnant que la charité jouât un rôle si important dans son système social ; il en faisait non seulement un remède contre les maux de la vie sociale, mais la base même de la société. En poète, d'ailleurs, et en chrétien, surtout, il fonde ses idées sociales sur les préceptes de l'Évangile. Or, en analysant ses idées, il ne faut pas oublier même pour un instant qu'elles prennent naissance dans son cœur et dans sa foi chrétienne ; car Lamartine reste toujours chrétien, malgré tous les assauts que subira sa foi et malgré toutes les défaillances qu'elle connaîtra. Que ce christianisme soit la religion de sa mère ou de Jean-

Jacques ou enfin que ce soit la religion qu'il s'est formée lui-même, le christianisme rationnel, toujours est-il que Dieu et la charité, base de toute religion, forment le fond des idées sociales de Lamartine.

Ainsi, dans *le Voyage en Orient*, Lamartine se détourne de « l'odieux individualisme » et s'approche du saint-simonisme. Il ne le fait cependant pas sans une certaine réserve et il ne prend du saint-simonisme que ce qu'il y a de christianisme dans cette théorie : « Le saint-simonisme dit-il, a en lui quelque chose de vrai, de grand et de fécond, l'application du christianisme à la société politique ; la législation de la fraternité humaine. Sous ce point de vue, je suis saint-simonien ». Mais « les organisateurs du saint-simonisme dit-il, ont pris pour premier symbole la guerre à mort, contre la famille, la propriété, la religion et nous ! ils devaient périr » car « on peut faire marcher le monde vers l'inconnu, mais non vers l'absurde. » (1)

Il est évident que Lamartine, pour qui « la famille est la seconde âme de l'humanité » (2) et qui considère la propriété comme la pierre angulaire de la société, ne pouvait pas marcher avec les disciples de Saint-Simon qui offusquaient même ses sentiments religieux. Il reste donc plus attaché aux idées de Saint-Simon qu'aux théories de ses disciples.

Pour Lamartine comme pour Saint-Simon, le progrès est essentiellement moral. « La morale, dit Saint-Simon est ce qu'il y a de plus important pour la société. Elle seule peut prévenir une perturbation imminente ; et pourtant on

1. *Voyage en Orient*, t. II, p. 332.

2. *Ibid.*, t. I, p. 35.

la néglige. » (1) Cependant Lamartine se sépare de Saint-Simon lorsque celui-ci trouve que la morale chrétienne surannée devrait être remplacée, car « son règne (celui du christianisme) est fini et le temps pendant lequel il a été utile est déjà loin de nous » (2).

Lamartine comme Saint-Simon veulent résoudre la question du prolétariat par la religion. Saint-Simon a créé le *Nouveau christianisme* dont la grande tâche sera « l'amélioration la plus rapide possible du sort de la classe la plus pauvre » (3). Il considère ce nouveau système moral comme : « la seule digne que les propriétaires puissent opposer aux prolétaires » (4). A la morale du *Nouveau christianisme*, Lamartine opposera, comme expression de *la plus haute morale*, la morale de l'époque évangélique et du *Christianisme rationnel* ; « c'est par le christianisme, nous dit Lamartine, qu'on arrivera à la perfection. Sa déduction logique est la perfection sociale : c'est lui qui fait la liberté moderne, plus vraie que la liberté antique ; c'est lui qui nous prépare encore la charité politique et civile plus vraie que le patriotisme étroit, exclusif et égoïste de l'antiquité ; son règne ne sera autre chose que l'époque rationnelle, le règne de la raison, car la raison est divine aussi » (5). Et il déclare que le règne actuel est celui de la liberté qui, en évoluant, fera naître le règne futur, règne de la charité. « L'âge d'or » sera donc pour

1. Weill, *Saint-Simon et son œuvre*, p. 183.

2. *Ibid.*, p. 184.

3. *Ibid.*, p. 191.

4. *Ibid.*, p. 183.

5. *Politique Rationnelle*, p. 384.

Lamartine comme pour Saint-Simon non dans le passé, mais dans l'avenir.

En 1833, comme en 1831, Lamartine cherche dans la charité le remède à la question du prolétariat.

A l'époque évangélique, la société sera fondée sur les bases de la fraternité dans le sens du christianisme. Quant à l'égalité, tous y seront égaux « devant Dieu et devant la loi », mais dans la société, comme dans la famille, il y a des hiérarchies. Malgré cela le travail le plus humble sera égal en dignité au travail soit disant noble et chacun pourra être content et même fier de la place que la Providence lui avait destiné, car l'homme est « fils de Dieu, égal par sa filiation et par son héritage à tous ses frères de la création » (1).

La conception de l'égalité chrétienne qu'il avait conservée dans ses souvenirs d'enfance s'est développée encore sous l'influence de J.-J. Rousseau. Cette double influence du christianisme et de Jean-Jacques sur les idées sociales de Lamartine leur donne une base toute morale. Cela nous explique pourquoi le problème de l'égalité est pour lui plus social que politique et nous fait comprendre en même temps son indifférence en fait de gouvernement.

Après *le Voyage en Orient*, Lamartine est-il fixé pour une forme de gouvernement ? Non pas. Son indifférence n'a pas diminué, et, dans *le Voyage en Orient* comme dans *la Politique Rationnelle*, il plane toujours au delà des formes gouvernementales qui seront le moindre de ses soucis. Il dirige ses regards vers le problème humanitaire

1. *Cours*, t. XII, p. 48.

et démocratique, et tout gouvernement lui est bon si seulement : « L'égalité des droits est admise en principe, la liberté de discussion est consacrée dans les formes gouvernementales, le pouvoir remonté à sa source » (1).

S'il tolère encore, dans *la Politique Rationnelle*, la monarchie, c'est à condition qu'elle soit démocratique, car la légitimité n'est désormais pour lui qu'une « fiction sociale ». Libéré de ses sentiments dynastiques, il est révolutionnaire comme « tout homme de raison. »

La révolution est pour lui plus qu'une révolution politique, qu'une transformation du pouvoir, qu'une dynastie à la place d'une autre, qu'une république au lieu d'une monarchie. Dans son indifférence des formes gouvernementales, il considère toutes les transformations du pouvoir comme accident, symptôme, instrument ou moyen de telle ou telle combinaison gouvernementale. C'est pourquoi il pense que l'on peut être républicain ou monarchiste sans être pour cela moins sincèrement révolutionnaire : « On peut préférer un instrument à un autre pour remuer le monde et le changer de place; voilà tout. Mais l'idée de révolution, c'est-à-dire de changement et d'amélioration, n'en éclaire pas moins l'esprit, n'en échauffe pas moins le cœur » 2).

C'est ainsi qu'il sera révolutionnaire en 1848. Dans ce moment critique, il ne songe pas à détourner le danger d'une révolution, et, puisqu'il faut changer de gouvernement, il trouvera raisonnable d'en choisir un, qui assure la souveraineté nationale. Cependant, il ne faut pas penser qu'il ait renoncé à l'indifférence gouvernementale. Cette

1. *Voyage en Orient*, t. II. — *Résumé Politique*, p. 310.

2. *Politique Rationnelle*.

indifférence persiste en lui ; il n'aurait pas déchainé une révolution pour changer de forme gouvernementale, seulement, ayant à choisir, il n'hésite point. Et cela parce qu'il espère que la révolution en marche donnera de bons résultats car : « l'esprit français ayant mûri depuis la Révolution, sait recueillir sur le champ de bataille les idées qui vivent encore, qui triomphent ou qui triompheront. Il comprend son rôle, il a conscience de lui-même. Dès qu'une révolution est comprise, son succès n'est pas douteux ».

Comme nous l'avons vu, il fait bon marché des « systèmes » politiques. C'est le résultat qui lui importe, car « toute vérité pour nous, dit-il, n'est que relative ; ce qui sera le plus utile aux hommes sera donc le plus vrai aussi » (1). Et il se moque des arguments, pourvu qu'on arrive à donner le plus grand bonheur à l'humanité.

En effet, en 1833 comme en 1831, il met au second plan les combinaisons gouvernementales, donnant la première place à l'égalité, à la liberté et à la souveraineté nationale.

Pour combattre l'inégalité des biens, il s'occupera de colonisation et en cela encore il suivra Saint-Simon. Dans son projet, la colonisation apparaît comme un bienfait pour les colons et pour les indigènes. La réalité, hélas, est différente des rêves des poètes et les colonisations ont bien des côtés sombres auxquels les poètes n'ont pas pensé. Lamartine, député, abandonnera son projet de colonisation et, pour résoudre la question de la répartition des

1. *Voyage en Orient*, t. I, p. 21.

biens, il aura recours au droit, au travail et à la « charité de l'État. »

En résumé, les souvenirs de son enfance, son éducation, le milieu dans lequel il avait vécu et évolué, son tempérament poétique, toutes les influences que nous avons vu s'exercer sur Lamartine, n'étaient pas faits pour le rendre socialiste dans le sens moderne de ce mot. Rappelons-nous que la Révolution n'a nullement été socialiste ; elle n'a même pas songé à la lutte des classes, ni à l'opposition des intérêts des prolétaires et des capitalistes. Elle a subi l'influence des physiocrates qui avaient le culte de la propriété. Et ayant proclamé dans l'article 17 de la *Déclaration des Droits de l'homme* que la propriété est « un droit inviolable et saint » (1), « elle n'a voulu connaître que des citoyens tous égaux, tous frères, tous semblables. » (2) Rousseau, de son côté, n'était pas socialiste non plus et il dit dans son article sur l'économie politique : « Le droit de propriété est le plus sacré de tous les droits du citoyen » (3). Nous avons vu combien les idées sociales de Lamartine sont voisines de ces influences.

1. Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*.

2. Aulard, *Histoire politique de la Révolution. Le Socialisme*.

3. Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques, Les Physiocrates*.

LES IDÉES SOCIALES DE LA POÉSIE DE LAMARTINE

CHAPITRE VII

Le poète dans Lamartine se double de l'homme d'action. — Le rôle de la poésie. — La poésie de Lamartine exprime les mêmes idées que son œuvre en prose. — La politique et la religion des poésies de Lamartine sont rationnelles. — Sa haine du despotisme. — La religion, base du progrès. — Le rôle de la religion de l'avenir. — Ses douleurs personnelles font comprendre à Lamartine les souffrances de ses « frères. » — L'abnégation de *Jocelyn*, « type chrétien de notre époque ». — Le sacrifice dans *Jocelyn* et dans *la Chute*. — La vie près de la nature. — Le respect de Dieu et celui de la famille. — Le rôle de la presse. — L'humanité forme un seul peuple. — Lamartine ennemi de la guerre. — Le patriotisme et l'internationalisme. — L'époque évangélique.

En 1835, Lamartine écrit à son ami Virieu : « Le raisonnement est ton fait, l'évidence est le mien, je serai prophète et toi philosophe. » Ce n'est pas la première fois que Lamartine s'attribue le don prophétique. Déjà, en 1828, il se croit élu et parle à Virieu de « son instinct des masses », instinct qui fait sa « vertu politique » et qui lui permet de savoir ce que les masses « sentent et ce qu'elles veulent faire » (1), même quand elles se taisent. En 1830, il possède la « seconde vue, don des hommes trop politi-

1. *Corresp.*, t. IV, lettre CCCCXXX, le 1^{er} avril 1828, plus haut, p. 37.

ques » (1). En un mot, c'est un Prophète, c'est un Élu, un Voyant.

Cependant, il ne se contente pas de contemplations et de rêveries. Sa vraie nature c'est l'action, et, suivant la pente de son caractère et de son esprit, il se jettera dans l'action politique et sociale.

Ainsi, la poésie ne sera-t-elle pour lui qu'un « délassement », car « qu'est-ce qu'un homme qui, à la fin de sa vie, n'aurait fait que cadencer ses rêves poétiques », pendant que ses contemporains combattaient avec toutes les armes le grand combat de la patrie ou de la civilisation, pendant que tout le monde moral remuait autour de lui dans le terrible enfantement des idées ou des choses ? » (2) La poésie seule ne pouvait donc pas suffire à cette nature avide d'action et de dévouement. Et, fidèle à l'idée que :

Après l'amour éteint, si je vécus encore,
C'est pour la vérité, soif aussi qui dévore ! (*Novissima Verba*).

il se fait tribun de toute cause qui lui semble juste et noble.

Dans son *Cours*, Lamartine reprochera aux hommes de lettres d'être des spectateurs indifférents de la vie sociale ; à ce propos, il dira avec tristesse : « Le temps où nous vivons n'est plus bon qu'à penser. » Cependant, on ne peut pas séparer la pensée de l'action ; elles « peuvent se compléter l'une l'autre » (3) et les deux ensemble : « c'est l'homme ».

1. *Corresp.*, t. IV, lettre DVIII, le 24 octobre 1830.

2. *Jocelyn*, *Avertissement*.

3. *Ibid.*

Il trouve, qu'un « isolement contemplatif » est de l'égoïsme et même un « crime », car avant tout chaque homme est citoyen et se doit à son pays, les poètes comme les autres. Leur devoir de citoyen est de travailler avec les autres et si la société leur doit de la reconnaissance, c'est, non pour leurs rêves, mais pour les services réels qu'ils lui rendent. Et, en effet, si Lamartine se mêle à la vie politique et sociale, il le fait, non seulement par un besoin d'action qui est en lui, mais en grande partie aussi par devoir, et « comme tout passager dans un gros temps », il met sa main à la manœuvre. Pour lui, « le labeur social est le travail quotidien et obligatoire de tout homme qui participe aux périls et aux bénéfices de la société » (1).

Lamartine défend la cause, non seulement du poète, mais aussi du sage qui, suivant l'idée saint-simonienne, a son rôle dans la vie sociale et qui :

.... sur la route où le siècle s'avance,
Marche avec la colonne au but qu'il voit d'avance,
Au pas réglé du genre humain. (*Utopie*)

Lamartine maintient toujours « le pas réglé » dans sa politique qui est celle de la prudence et ennemie des bouleversements brusques.

Si Lamartine met la prudence d'un « sage » dans sa politique, il met aussi dans ses discours tout le charme poétique qu'il recelait en lui. Le souffle poétique imprègne son éloquence et il écrit à Virieu, après le discours de Mâcon qui fit pleurer tout le Conseil général de cette ville : « Je vois se réaliser ce que j'avais toujours senti, que l'éloquence était en moi plus que la poésie, qui n'est

1. Lettre à Bruys d'Ouilly servant de préface aux Recueils.

qu'une de ses formes » (1), et il ne se trompe pas, car l'éloquence est le don par excellence de son génie : l'orateur en lui est né du poète, et l'a bientôt égalé.

Ni dans ses discours, qui sont empreints d'une haute éloquence, ni dans la poésie proprement dite, Lamartine ne formera de doctrine. Il suivra toujours le précepte du poète polonais qui dit : « Aie du cœur et regarde dans le cœur. » Il est superflu de se demander si Lamartine avait du cœur, sa vie le prouve largement ; il a su aussi regarder dans le cœur de l'humanité et le voyant meurtri et endolori, il voulut soulager ses souffrances. Ses moyens étaient-ils efficaces ? Lamartine voulut trop concilier les intérêts de toutes les classes sociales, pour trouver un remède au mal ; il s'attache donc à la charité qui reste toujours pour lui la ressource du présent et de l'avenir ; il voudrait la faire appliquer dans la vie et l'introduira dans son œuvre poétique.

Quel sera donc le rôle de la poésie de l'avenir, partant de la poésie lamartinienne ? « La poésie ne sera plus lyrique dans le sens où nous prenons ce mot, elle n'a plus assez de vigueur ; elle ne sera plus dramatique, le drame va tomber au peuple. » La poésie sera de la raison chantée ; elle sera philosophique, religieuse, politique, sociale, comme les époques que le genre humain va traverser (2). Or, puisque Lamartine représente son temps, ses poésies exprimeront désormais non seulement ses idées à lui et ses propres rêves, mais aussi les rêves et les idées de

1. *Corresp.*, t. V, lettre DC, le 22 septembre 1833.

2. *Premières Méditations : Des destinées de la poésie.*

toute sa génération. Comme ses contemporains, il est attiré par le problème social et en poète, il mêle, dans un élan généreux, les souffrances et les rêves de l'humanité à ses propres rêves et à ses douleurs.

Dans ses rêves poétiques, il renverse toutes les frontières qui séparent les hommes. Il n'y a plus « d'esclaves et tous y sont rois ». La lutte des classes s'est perdue dans l'élan de l'humanité vers le bonheur général. Les haines nationales et religieuses ont disparu en présence d'une morale supérieure, voire évangélique, dont la « fraternité » et la « tolérance » sont la soupape. La propriété, la famille et l'hérédité y sont liés au communisme par le sacrement de la charité. La législation y est basée sur la morale divine, dont le code pénal se résume dans deux mots : *pardon et miséricorde*. Le progrès social prend pour base le progrès religieux et consiste dans une religion qui embrasse tous les cultes et dans un patriotisme qui comprend l'humanité tout entière. La guerre enfin y sera traitée comme « le meurtre par milliers » et comme le « grand suicide ».



Comme dans le *Voyage en Orient et la Politique Rationnelle*, la religion et la politique, dans les œuvres poétiques de Lamartine, sont « rationnelles ». Nous y trouvons des traces de son attachement aux Bourbons, et, comme ses sentiments religieux passent par toute une gamme avant d'arriver au christianisme rationnel, de même les idées sociales de Lamartine, en évoluant, traversent des phases successives avant d'arriver au patriotisme, à la fraternité et à la charité universels.

Et Lamartine, royaliste, terminait le chant par une invocation à la liberté.

L'évolution de ses idées continue, il ne songe plus à rejeter les résultats de la Révolution, il n'ose cependant pas encore prendre sur lui la responsabilité d'en faire une nouvelle, car :

Devant ces changements le cœur du Juste hésite.
Malheur à qui les fait, heureux qui les hérite.

(*Jocelyn Époque II*)

Vers la même époque, il blâme les partisans obstinés de l'ancien régime : « Il est risible, écrit-il à Virieu, de prétendre à du définitif dans cette création toute provisoire ; et nous disons comme l'enfant : « nous rebâtirons ce château de cartes et il sera éternel. Nous ne rebâtirons rien ; nous aurons du nouveau » (1). Ne dit-il pas la même chose dans *les Révolutions*, comme dans le palais des fourmis, l'homme reconstruit toujours et dans son œuvre :

Tout respire, tout croît, tout grandit, tout gravite

.

Et rien ne redescend dans sa forme première.

D'ailleurs ceci était déjà dit dans une lettre à Virieu, où Lamartine écrit à son ami : « Tu penses que le monde social (je me borne là) est à une de ces époques critiques où tout se renouvelle pour s'améliorer. Je suis précisément et de longtemps dans cette idée(2) ». Or

Le courant roule à Jéhovah (*Révolutions.*)

et l'humanité, en s'améliorant, se rapproche toujours de Dieu. Le progrès qui consiste dans le perfectionnement,

1. *Corresp.*, t. IV, lettre DXVI, le 30 janvier 1831.

2. *Corresp.*, t. IV, lettre DXVII, le 7 février 1831.

monte au ciel où il s'achève. Que sont donc *les Révolutions*, sinon le résumé de *la Correspondance* et de *la Politique Rationnelle*, comme *Jocelyn* et *la Chute d'un Ange* sont les reflets du *Voyage en Orient*.

Dans les *Visions* VII, X, XI, de *la Chute*, Lamartine dit toute sa haine du despotisme, qui, comme la tyrannie des dieux, ne se maintient que par le crime.

Le trône veut sans fin qu'on trompe ou qu'on opprime (*Vision X.*)
Le moyen le plus sûr de la tyrannie et qui la fait régner

C'est l'abrutissement de l'humaine raison. (*Vision XI.*)

auquel le despote rusé ajoutera la discorde, et soutenu par ses deux moyens infâmes, il dira :

Je les dominerai tant qu'ils se haïront. (*Vision XI.*)
car

Pour soumettre un peuple au joug d'un maître infâme,
Il faut de l'eau du vice pour empoisonner son âme. (*Vision VII.*)

.....
Pour mieux dompter le corps, ils persécutaient l'âme. (*Vision XI.*)

Cependant Lamartine ne fera pas de la poésie un moyen de propagande politique. Il porte le drapeau au delà des rivalités des partis et sans le planter sur le sol des préjugés et des passions, il l'élève à la vérité, à la justice et aux intérêts de son pays et de l'humanité. Car

... sous quelque drapeau que le barde se range,
La muse sert sa gloire et non ses passions !
Non, je n'ai pas coupé les ailes de cet ange
Pour l'atteler hurlant au char des factions !
Non, je n'ai point couvert du masque populaire
Son front resplendissant des feux du saint parvis,
Ni pour fouetter et mordre, irritant sa colère,
Changé ma muse en Némésis !

(A Némésis, *Recueils*.)

Le rôle de la poésie n'est donc pas, selon lui, d'enflammer les passions des partis ou de semer la haine, mais, au contraire, elle doit se donner pour but de frayer à l'humanité le chemin de l'avenir et de propager les idées qui mèneront au but final, but qu'il résume dans ce seul mot : *le bonheur de l'humanité.*

Pour accomplir son rôle le poète doit :

... se séparer, pour penser, de la foule
Et s'y confondre pour agir. (Utopie.)

Cette méthode, dont l'application fait son originalité et son indépendance, fut toujours suivie par Lamartine : en s'isolant de la foule, il se sépare des passions de celle-ci ; en s'y plongeant pour l'action, il lui apporte la liberté de son esprit.

* * *

Dans l'évolution de l'humanité, Lamartine donne la première place au progrès religieux qui domine le progrès social ; le progrès politique ne vient qu'en dernier lieu et, Lamartine, indifférent en fait de politique, tient plutôt aux deux premières formes du progrès et avant tout au progrès religieux, car

Tout finissait en lui (Dieu) comme tout y commençait.

(Jocelyn, époque IV.)

C'est en poursuivant la même idée de progrès basé sur la religion rationnelle, que Lamartine dira dans l'épître à M. Genoude :

Déchirez ces lambeaux des voiles du saint lieu ;
Laissez entrer le jour dans cette nuit du temple :
Plus il fait clair, mieux on voit Dieu !

Dans *Utopie*, la nouvelle religion est fondée sur l'amour et dans *Hymne au Christ*, chacun se sacrifie au bien et au bonheur général ainsi que l'a fait le Christ.

Or, en suivant la volonté divine, l'homme répondra à la haine par l'amour, le pardon et la miséricorde. Pour définir cette nouvelle religion, le poète dit que :

Des actions sont ses symboles,
Et des vertus sont sa splendeur ! (*Hymne au Christ.*)

Dans *l'Hymne au Christ*, magnifique tableau de la transformation morale dont l'humanité est redevable au christianisme, Lamartine montre que la vérité naquit avec le Christ dont les principes sont encore de nos jours la source de la vérité, de la justice et de l'amour. Ils sont et resteront, selon Lamartine, la base des sociétés et de la législation. Le nom du Christ est donc, de nos jours, aussi puissant que jadis.

Toutefois, pour que le christianisme garde sa force primitive, il faut l'affranchir des superstitions, et faire valoir davantage les vérités évangéliques. Le progrès qui ne s'arrête pas divinise l'humanité et dans cette marche vers un avenir meilleur :

Vos siècles page à page épellent l'Évangile,
Vous n'y lisez qu'un mot, et vous y lisez mille ;
Vos enfants plus hardis y liront plus avant ! (*Les Révolutions.*)

Ce progrès qui se fait voir aussi dans la *Vision VII* est fondé sur l'humanisme qui conduira l'humanité à l'adoration d'un Dieu : « Qui n'a point d'autel. » Ce christianisme sans culte reste toutefois un christianisme auquel Lamartine reviendra toujours comme à l'unique consolation, car la foi chrétienne est pour lui « la vérité, unique source de toutes vérités ».

La religion est la base de la vie morale de la société et tout progrès n'est qu'un résumé du progrès religieux.

L'œuvre du genre humain c'est de trouver son Dieu (1)!

Dans son évolution, l'esprit de l'homme s'élève graduellement vers Dieu, et l'homme — ange déchu — remonte graduellement là, d'où il était tombé. Plus l'homme approche de Dieu par l'élévation de son esprit, plus disparaissent pour lui les barrières que les siècles ont mises entre les religions ainsi qu'entre les pays. Ces barrières renversées, le patriotisme devient un patriotisme universel — l'amour de l'humanité — la religion deviendra rationnelle et le saint vieillard dit :

Ne renfermez pas Dieu dans des prisons de pierres
Où son image habite et trompe vos paupières,
De peur que vos enfants, en écartant leur pas,
Disent : il est ici, mais ailleurs il n'est pas !

(*Chute d'un Ange, Vision VIII.*)

Mais puisque « la raison seule est froide et que la piété seule est souvent une superstition », Lamartine épouse « la raison pieuse », autrement dit la religion rationnelle, qui sera « la perfection de l'adoration ».

Cette religion de l'avenir, affranchie de tout dogme et basée sur l'amour et la raison, sera celle qui, par son amour, embrassera l'univers et réunira toute l'humanité en une grande famille. Dans l'impatience d'y arriver le poète s'écrie :

Hâtez cette heure fortunée
où on pourra dire

Le Verbe est fait humanité.

(*Épître à M. Genoude, Recueils*)

1. *La Chute d'un Ange.*

En développant sa pensée, il voudra donner à l'humanité
une seule religion. Or, les

Minarets, pagodes et dômes (Utopie)

s'étant écroulés, de toutes les religions, l'homme

N'a ramassé que la prière,
Pour la transvaser dans son cœur! (Utopie)

Cette nouvelle foi de l'homme est le miroir de la nature ;
tout son dogme, c'est l'Évangile :

Un seul culte entraîne le monde,
Que vivifie un seul amour. (Utopie)

Lorsque l'humanité arrivera à cet état de perfection,
alors s'apaiseront tous

Les troubles du cœur (Utopie)

et l'immense désir de vivre d'après les préceptes de
l'Évangile fera que

Du chrétien la vie entière
sera

Un hymne en action. (Utopie)

Qu'est donc Jocelyn, sinon l'apôtre de cette nouvelle
religion où

Nul n'absout ou ne condamne (Utopie)

Réveiller l'homme enfant, emmaillotté de songes, voilà le
rôle de l'apôtre et l'humanité instruite et mûrie saura.

Asservir à l'esprit les éléments rebelles. (Épître à Adolphe Dumas)

Dans cet avenir idéal, l'intelligence humaine se dévelop-
pera jusqu'à l'infini (Utopie). La raison subjuguera la
nature qui nourrira l'homme sans lui demander sa sueur.
Toutes les passions seront mortes et, dans sa marche, l'hu-
manité suivra la volonté divine. Dieu a voulu que tous les

hommes vivent en fraternité, et non point que les uns abusent de leur force contre leurs frères ; or, dans la société de Lamartine

Nul n'est esclave et tous sont rois (Utopie)

En développant sa sociologie, Lamartine fera voir qu'à l' « époque du règne de la raison » ou pour mieux dire du « christianisme rationnel » non seulement tous seront égaux, mais on se passera de juges et la vie sera régie par des lois issues des mœurs. Le seul juge de l'homme sera sa conscience, car

Quand du bien et du mal tout cœur a la science,
Le juge et le bourreau sont dans sa conscience (Vision VIII)

La même idée est développée dans *la Politique Rationnelle* et dans *Jocelyn*, où le sage dit :

La justice est en vous : que cherchez-vous ailleurs ?
(*Jocelyn*, Époque IX, Valneige, juillet 1801)

La meilleure justice est celle de la conscience humaine, car la force du remords est telle qu'elle suffit pour punir toute injustice. Non seulement l'homme n'ôtera pas à son prochain la vie, mais la miséricorde sera sa loi.

Or, l'humanité approche du jour où son code sera dans l'évangile et dans le pardon. « Soyez tous également parfaits, et, quand vous serez parfaits, vous n'aurez plus besoin de lois écrites, ni de juges rémunérateurs ; votre loi sera votre perfection même (1).

La Chute d'un Ange est l'exposé de la sociologie de Lamartine. Il y reprend l'idée des époques dans la vie de

1. *Chute, Avertissement.*

l'humanité, idée exposée précédemment dans *la Politique Rationnelle*, et on peut dire que *la Chute* c'est l'histoire de l'origine des religions et des sociétés.

Dans *la Chute d'un Ange*, Lamartine soutient la thèse de Jean Jacques Rousseau que l'homme est bon en lui-même : aussi Cédar, l'ange déchu, devient-il par sa chute un être faible et ignorant, mais point vicieux. C'est l'homme primitif qui, dans son obscurité, a le pressentiment de sa destinée. Sans pouvoir s'en rendre compte, il a

Je ne sais quel instinct et quel pressentiment
Du présent, du passé, de hautes destinées

et il a le don de reconnaître

... d'un coup d'œil ce qu'il n'a jamais vu. (*Chute. Vision II*)

Ce pressentiment des destinées de l'humanité soutiendra l'homme dans sa marche vers la perfection, et dans la *VIII^e Vision de la Chute d'un Ange*, on voit déjà germer le désir de se donner librement à l'humanité, désir qui se transformera en un acte dans *Jocelyn*.

* * *

Dans son œuvre poétique, Lamartine parcourt toutes les étapes de ses douleurs personnelles qui lui firent comprendre les souffrances de « ses frères », les hommes. Il y montre coraiment, partant d'un égoïsme étroit qui ne voit que ses peines (*Désespoir*), et qui lui fit croire qu'il était le centre de l'univers, il est arrivé, passant par toute la gamme des souffrances, à la conception de l'idée de fraternité universelle (A. F. Guillemardet).

Or, dans la haute expression que le poète donne à l'idée d'altruisme, le sacrifice de l'égoïsme à l'altruisme est consommé jusqu'au bout (*Jocelyn*).

Jocelyn, qui immole son bonheur et ses espérances juvéniles au bonheur de sa sœur, suivra le même chemin d'abnégation toute sa vie. Mais l'enfer de souffrances, par lequel il passe, purifie son âme. Il oublie ses douleurs pour ne sentir que celles de l'humanité, et son âme

... ouverte aux plaintes de la foule,
A gémi toutes les douleurs. (A F. Guillemardet)

Son sacrifice n'est pas un geste spontané, et de courte durée ; c'est un don fait de bon gré à l'humanité ; c'est un sacrifice de chaque instant et de toute la vie ; une abnégation sereine, qui trouve son bonheur dans le bonheur de ses frères, les humains et sa souffrance dans leurs malheurs. En un mot, Lamartine, en créant *Jocelyn*, en a fait le chrétien rationnel, le chrétien socialiste en action et surtout l'homme de l'époque évangélique, plus la souffrance.

Cependant Lamartine n'a pas créé *Jocelyn*, il l'a plutôt fait sur le modèle de Jean-Jacques Rousseau, car qu'est-ce que le christianisme de Jocelyn, sinon la religion du *Vicaire Savoyard*? Et combien Jocelyn lui-même ressemble-t-il au *Vicaire* de Jean-Jacques ! Pourtant, Lamartine a mis beaucoup du sien dans le personnage et, si *Jocelyn* ressemble au *Vicaire Savoyard*, il ressemble surtout à Lamartine lui-même, ou plutôt à ses rêves poétiques. Car *Jocelyn* est un poème de sacrifice et qui, plus que Lamartine, rêvait le sacrifice?

L'amour individuel, n'ayant donné que des souffrances,

purifie l'âme et la pousse vers un sentiment plus profond — l'amour de l'humanité, amour qui consiste dans l'abnégation du bonheur personnel.

Le premier amour, amour personnel et égoïste fera dire au poète :

Un seul être vous manque, et tout est dépeuplé !

(*Isolement, Prem. Méd.*)

Purifié par la souffrance et, de retour de l'Orient, il se détachera de l'amour égoïste et, embrassant dans le sentiment fraternel toute l'humanité et même l'univers tout entier, il aimera :

Tous au lieu d'un seul être, et cet être dans tous.

(*Jocelyn, Époque VI.*)

Si Jocelyn est pour Lamartine « le type chrétien de notre époque » (1), il représente avant tout les idées sociales et religieuses du poète, idées exposées d'ailleurs dans *la Politique Rationnelle, le Voyage en Orient, les Révolutions* et autres.

Comme nous venons de le dire, les rêves de Lamartine ont commencé par le dévouement aux siens, à la famille et ont fini, par le sacrifice du bonheur individuel à la société et surtout aux malheureux.

Or, Jocelyn met en pratique les souvenirs poétisés de la tolérance, de la fraternité et de la charité que Lamartine avait emportés de la maison paternelle. Le poète fait de Jocelyn ce que M^{me} de Lamartine voulut faire de son fils : il en fait un socialiste chrétien.

On pourrait dire de Jocelyn ce que Sainte-Beuve a dit

1, *Jocelyn, Avertissement.*

de Lamartine : « Son âme est comme l'idéal accompli de la généralité des âmes (1).

Dans Jocelyn, Lamartine incarne les idées qui, théorie dans la *Chute* :

Le pardon, seul vengeur, remettra toute injure (*Vision VIII.*)

seront pratiquées par le curé de Valneige qui, suivant les traces du Christ, trouvera comme lui

..... dans l'entier sacrifice
Cette perle cachée au fond de mon calice,
Cette voix qui bénit à tout prix, en tout lieu.
(*Jocelyn*, Époque IX. Valneige, novembre 1802.)

La vie de Jocelyn, vie pleine d'abnégation, d'immolation de l'individu à l'humanité, qu'est-elle, sinon l'application des principes exposées dans *la Politique Rationnelle* et le *Voyage en Orient*? C'est *la Politique Rationnelle* et le *Voyage en Orient* faits épopée. Et, puisque ces deux ouvrages sont humanitaires, l'épopée le sera aussi, ou pour mieux dire, elle sera chrétienne à tendances humanitaires et sociales.

Avec *la Chute*, *l'Utopie*, *les Révolutions* et quelques autres œuvres poétiques de Lamartine, cette épopée nous montre les « phases que l'esprit humain doit parcourir pour arriver à ses fins par la voix de Dieu » (2). Cette voix de Dieu n'est pas autre chose que l'application de la religion rationnelle ; c'est l'amour des humbles, la pitié pour les petits ; c'est le désir de les élever et de mettre en relief la beauté morale de leurs âmes ; c'est enfin la charité, la tolérance et la miséricorde, ou mieux encore, c'est

1. *Portraits contemporains*, Sainte-Beuve, t. I.

2. *Jocelyn*, Avertissement.

l'amour qui déborde du cœur de Jocelyn et se répand sur l'humanité et la nature.

Le principe évangélique : aimez-vous les uns les autres, suffira à sa sociologie et le fond de son code, calqué sur l'Évangile, se résumera dans deux grands mots : *pardon* et *miséricorde*. C'est en suivant les préceptes de l'Évangile que le poète dira :

Tu ne lèveras point la main contre ton frère,
Et tu ne verseras aucun sang sur la terre,
Ni celui des humains, ni celui des troupeaux.
.
La justice d'aujourd'hui peut être crime un jour.

(*Chute, Vision VIII*)

Cette nouvelle foi « c'est la raison générale ; la parole de son organe ; la presse est son apôtre... Elle veut refaire à son image les religions, les civilisations, les sociétés, les législations imparfaites » (1). Or, la foi perfectionnée, ne sera autre que le christianisme affranchi d'abord du surnaturel et ensuite dépouillé même de ses dogmes (2).

La conception de Dieu, en s'élargissant, élargit aussi la conception de la fraternité. L'homme ne doit pas se borner à aimer l'homme seulement, son amour s'étend aux animaux et à toute la nature. Pénétré de cet amour universel, Jocelyn dira en apôtre de la nouvelle religion :

... si Dieu réduisait les plantes en poussière,
J'embrasserais le sol et j'aimerais la pierre: (*Époque IX*)

Dans *l'Épilogue des Laboureurs*, où il développe sa théorie sociale de la famille, de la propriété et de la fra-

1. *Voyage en Orient*, t. II, p. 174.

2. Voir chapitre VI.

ternité, il trouve, en disciple de J.-J. Rousseau, que l'état naturel est la vie près de la nature ; la vie agricole ; et, en disciple des physiocrates et de Saint-Simon, il y maintient la propriété et l'héritage.

Et, pour consacrer l'héritage
Du champ labouré par leurs mains,
Les bornes firent le partage
De la terre entre les humains. (*Époque IX*)

Mais, ici encore, on aperçoit l'influence de J.-J. Rousseau, car Lamartine, à côté de la propriété et de l'héritage, met encore en valeur la théorie de droit du premier occupant, théorie exposée dans *le Contrat Social*.

Il y a cependant dans la propriété des *Laboureurs* une sorte de collectivité familiale.

Et la famille, enracinée.
Sur le coteau qu'elle a planté
Refleurit d'année en année,
Collective immortalité (1).

Ennemi des agglomérations humaines que représentent les villes, Lamartine peint les avantages et les charmes de la vie agricole qui, au lieu de séparer la famille comme le fait l'état industriel, la réunit dans un travail commun où chacun a son rôle. Le déjeuner rapproche encore la famille.

La mère et les enfants, qu'un peu d'ombre rassemble,
Sur l'herbe, autour du père, assis, rompent ensemble.

Or, cette famille que représente-t-elle, pour Lamartine, sinon la société « abrégée ».

1. Les idées de propriété et de communisme ont été traitées dans le chapitre précédent, nous nous bornons à les indiquer seulement.

O famille, abrégé du monde,
N'est-ce pas toi qui nous rappelle
Cette parenté fraternelle
Des enfants dont le père est Dieu ? (*Les Laboureurs*)

Et dans *Jocelyn*, comme dans *la Chute d'un Ange*, comme encore dans *la Politique Rationnelle* et *le Voyage en Orient*, Lamartine vante cette fraternité et les avantages de la vie agricole.

Il espère que lors du régime idéal, au temps de la vie évangélique, l'homme ne vivra plus dans les villes, « ces étables des nations », mais qu'il retournera à son berceau qu'est le champ.

Le contact incessant avec la nature fera naître une religion qui adorera le « Créateur dans sa création. » Cette religion est en parenté étroite avec la « religion naturelle » de J.-J. Rousseau, comme la religion de la patrie prêchée par Lamartine est fille du catéchisme national de Saint-Simon.

Après l'adoration de Dieu, le respect de la famille tient la première place dans la sociologie de Lamartine : « Dieu a fondé la société sur un double instinct, l'amour de soi personnifié et perpétué dans la famille et l'amour des autres. » Or, la société qui croit pouvoir « se passer d'un de ces instincts, est une société qui ne pense pas, mais qui rêve. (1) » Ainsi Lamartine soutient la thèse de la famille comme base de la société et nous montre dans *la Chute* ce que devient la Cité où la famille n'existe plus et où :

Ne connaissant entre eux ni fils, ni sœur, ni frère,
Pouvant fouler leur mère ou coudoyer leur père,
Le peuple avait coulé tout entier comme un fleuve.

(*Chute* XI. *Vision.*)

1. *Corresp.*, t. VI, lettre DCCCCXIX, 9 septembre 1847.

Lamartine songe qu'avec la famille, il faut soutenir la propriété qui engendre l'hérédité, et il fait de cette triade la pierre angulaire de la société présente comme de celle de l'avenir. Mais avant tout, le système social repose sur la religion et c'est pourquoi dans *l'Utopie*, Lamartine fait entrer en jeu la religion nouvelle avant la Cité nouvelle qui sera fondée sur la fraternité. Or, la fraternité ne connaît pas de frontière.

Cette loi qui dit à tous : « Frère »,
A brisé ces divisions
Qui séparaient le fils du père
En royaumes et nations. (*Utopie*.)

La note s'élève encore dans *le Toast des Gallois et des Bretons* où le poète fera :

... boire après nous tous les peuples du monde
Dans le calice fraternel ! (1)

Le sentiment fraternel lui fera réprouver la guerre. Il en parle comme d'un « meurtre par milliers » dans *la Chute* et il y pensera en écrivant plus tard ses *Mémoires Politiques*. Dans la préface des *Recueils*, s'agit-il pour lui de savoir « si l'on effacera peu à peu du code des nations ce meurtre en masse qu'on appelle la guerre ; si les hommes se gouverneront enfin comme des familles au lieu de se parquer comme des troupeaux. » Il ne changera jamais à cet égard ; sa haute moralité fera de lui à jamais un ennemi implacable de toute guerre, et l'idée de la paix sera peut-être la plus forte chez lui ; en tout cas, elle est du nombre de celles auxquelles il restera toujours fidèle. Même dans sa vieillesse, il trouvera que les « grandes

1. Cette note est encore plus haute dans *l'épître à Dumas* où Lamartine veut « fondre les nations en un peuple fraternel. »

armées permanentes sont l'institution la plus fatale à la liberté et au pouvoir tout moral des lois. » (1)

Ainsi, son sentiment de fraternité conduit Lamartine jusqu'à l'antimilitarisme, puisqu'il trouve les armées permanentes nuisibles au progrès et à la liberté. Il a horreur des guerres de conquêtes ; il n'admet que la guerre défensive et seulement dans le cas où elle est inévitable. Le progrès pour lui doit être moral et pacifique, et même, dans son projet de colonisation de l'Orient, il ne voudra pas avoir recours aux armes.

Allons-y, mais sans perdre un frère dans la marche.

s'écrie-t-il dans *la Marseillaise de la Paix*.

* * *

Lamartine pensait que, non seulement l'humanité formerait un jour un seul peuple fraternel, mais qu'en adorant un seul Dieu, elle l'adorera dans une seule langue.

L'esprit des temps réjoint ce que la mer sépare ;
Le titre de famille est écrit en tout lieu.
L'homme n'est plus Français, Anglais, Romain, Barbare ;
Il est citoyen de l'empire de Dieu !
Les murs des nations s'écroulent en poussières,
Les langues de Babel retrouvent l'unité,
L'Évangile refait avec toutes ses pierres
Le temple de l'humanité.

(*Toast des Gallois et des Bretons*).

Le rêve du poète n'est donc pas la guerre, mais la paix et la fraternité évangéliques.

Lamartine, luttant contre la politique belliqueuse du

1. *Cours*, t. I. *Cicéron*, p. 50.

second ministre de Thiers et fidèle à l'idée d'une patrie universelle, écrit, en 1844, *la Marseillaise de la Paix*. Est-ce par amour de la patrie que les humains se haïssent, se demande-t-il ? Le patriotisme serait donc un sentiment contre Dieu, contre la nature et contre l'amour et, indigné, il répudie un tel patriotisme en déclarant que ;

L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie :
La fraternité n'en a pas !

Et, pénétré d'un amour fraternel pour l'humanité, il se proclame hautement.

... Concitoyen de toute âme qui pense (*Marseillaise*)

Homo sum ! Voilà ma patrie, s'écrie-t-il en 1856. Il reste néanmoins attaché à sa patrie, car :

Chacun est du climat de son intelligence ;
Ma patrie est partout où rayonne la France,
Où son génie éclate aux regards éblouis !

mais il ajoute :

La vérité, c'est mon pays ! (*Marseillaise*)

En 1810, la patrie n'est pour Lamartine plus qu'un mot. Pendant le voyage en Orient cette pensée se précise. Il croit que « le plus fort lien des nationalités, c'est la communauté des pensées religieuses » ; mais, comme la civilisation en avançant réduit la pensée religieuse à l'individualisme, et d'autres intérêts communs forment la nationalité, ces intérêts étant moins graves que l'intérêt de religion, les nationalités vont en s'affaiblissant. » (1)

Cependant, lorsqu'il voit à Tibériade les Juifs venus des pays lointains, dans leur patrie mère, « afin de mourir

1. *Voyage en Orient*, t. I. p. 218.

sous leur soleil et d'être ensevelis dans leur terre comme Abraham et Jacob » (1), il abandonne l'idée religieuse comme base du patriotisme. Il fait intervenir « l'affinité » qu'il y a « entre l'homme et la terre dont il est formé », et Jocelyn exprime non seulement l'amour de Lamartine pour la France, mais aussi son attachement pour Milly.

J'embrassais la terre où j'avais pris racine :

(*Jocelyn, I^{re} époque*)

Malgré ses idées internationales et sa large conception de la patrie, Lamartine reste attaché à Milly par les fibres mêmes de son âme ; à Milly, où chaque objet, chaque bande de terrain éveille en lui des souvenirs. Outre le présent et l'avenir qui nous rendent cher notre pays, le passé nous y attache peut-être plus puissamment encore :

C'est la cendre des morts qui créa la patrie. (*Vision III*)

Toutefois, Lamartine place dans la marche du progrès, « l'humanité au-dessus des nationalités (2) ». Il trouve qu'il existe « quelque chose de supérieur aux antipathies des races, des souvenirs, des religions : c'est la sympathie de la civilisation qui tend à réaliser de plus en plus la grande unité de la race humaine, sous le symbole de la lumière et de la liberté (3) ». Et il exprime la même idée dans *la Chute*, où il fait dire au Sage :

Vous n'établirez pas ces séparations
En races, en tribus, peuples ou nations.

1. *Voyage en Orient*, t. I, p. 272.

2. *Ibid.*, t. II, p. 174.

3. *Ibid. Épilogue*, p. 549.

Et quand on vous dira : « Cette race est barbare,
Ce fleuve vous limite », ou : « Ce mont vous sépare, »
Dites : « Le même Dieu nous voit et nous bénit,
Le firmament nous couvre et le ciel nous unit. » (1)

Les haines nationales, qui naissent avec la divergence des intérêts des nations, et qui s'évanouissent avec cette divergence même, sont immorales pour lui ; et, en vrai philosophe, dont la pensée s'élève au-dessus des idées de ses contemporains, il voit cette haine disparaître avec la naissance de la liberté et de la démocratie, qui porteront un coup mortel au système des guerres et des armées permanentes.

Nous avons vu combien la question des races, des nationalités, du patriotisme et de la fraternité préoccupent Lamartine. La question de la liberté n'est pas moins importante pour lui. Elle l'intéresse de bonne heure, et en 1817, il trouve que la liberté est au-dessus de toute contrainte sociale ou politique ; elle est dans la vertu de l'homme et ne dépend que de lui :

Au bord de la Seine ou du Tibre,
Sous un consul ou sous un roi,
Soit vertueux, tu seras libre.
Ton indépendance est en toi.

(*Poésies inédites. A. Alfieri.*)

Mais, pendant son voyage en Orient, il s'était aperçu qu'il ne suffit pas d'être vertueux pour être libre, et il dira, dans l'avertissement de *la Chute*, que la liberté « est un mystérieux phénomène dont Dieu seul a le secret, mais dont la conscience est le témoin, et dont la vertu est l'évidence. » Ainsi la vertu qui devait enfanter la liberté en est devenue la conséquence.

1. *Chute d'un Ange (Vision VIII).*

Bien que Lamartine prêchât la liberté dans toutes ses œuvres, on le voit cependant, revenir, en 1849, au principe de la force dans le gouvernement.

« Je suis homme de gouvernement avant d'être homme de liberté » déclare-t-il dans *les Mémoires Politiques*. On en trouve l'explication dans le pessimisme qui s'empara de Lamartine après la Révolution de 1848. Mais, avant d'être gagné par le pessimisme, il défend la liberté sous toutes ses formes.

En effet, Lamartine élève la voix pour l'indépendance de la Grèce (*Childe Harold*) et pour l'affranchissement des esclaves; il réclame en 1831, dans *la Politique Rationnelle*, la souveraineté collective qui est la conséquence de la liberté et où

Nul n'est esclave, et tous sont rois. (Utopie.)

Il se fera tribun et représentant des esclaves pour « rétablir l'égalité et bannir la tyrannie. »

Le pessimisme, que nous avons remarqué dans *les Mémoires Politiques* est exprimé dans *le Tailleur de Pierres* où Claude dit que : « Notre liberté, quoique réelle, ne saurait modifier le mécanisme universel. » Mais Lamartine trouvera un refuge dans sa foi chrétienne. Car, malgré son pessimisme, le Dieu de Lamartine reste bon et clément. Ce Dieu ayant donné à l'humanité l'idée du bonheur, pourrait-il la lui ravir, pourrait-il l'abandonner et la tromper ? Et, plein de confiance dans la bonté divine, le poète s'écrie :

Le Dieu serait ingrat quand l'homme est magnanime.

(*Novissima Verba, Harmonies.*)

Le pessimisme de Lamartine n'est plus le pessimisme romantique de sa jeunesse ; l'altruisme, qui est le fond de l'âme du poète, l'avait purifié. Désormais ce sera un pessimisme sans amertume, mais plein d'une douleur profonde et de pardon, ou mieux encore, ce sera le pessimisme d'un homme dont l'âme

... ouverte aux plaintes de la foule
A gémi toutes les douleurs.

(A-F. Guilmardet.)

* * *

Ainsi, dans l'œuvre poétique de Lamartine nous retrouvons les mêmes idées sociales que dans ses écrits en prose. Ici comme là, il est le tribun et presque l'apôtre de l'amnistie, de l'émancipation des esclaves, de l'adoption des enfants trouvés, de la charité sociale, de la fraternité des classes dans la liberté, de l'abolition de la peine de mort et de toute cause noble qu'il reprendra d'œuvre en œuvre, de discours en discours, de poésie en poésie, de sorte qu'il finira par personnifier toute idée humanitaire, sauf celle du socialisme matérialiste.

Dans ses poésies, comme dans son œuvre en prose, de royaliste légitimiste, on le voit devenir indifférent vis-à-vis de la forme du gouvernement, car pour lui celui-ci n'est qu'un « instrument de la civilisation » Et il le prend tel que la force des choses et les circonstances l'ont formé ; pourvu qu'il serve la cause de la civilisation, le reste lui est indifférent.

La raison de l'indifférence de Lamartine, en matière de gouvernement, est dans l'idée que rien ne peut arrêter le

progrès, qui, montant vers Dieu, c'est-à-dire vers la perfection, mène l'humanité à cette époque heureuse, époque évangélique, où la morale sociale sera si haute, que l'humanité n'aura plus besoin d'être gouvernée.

Et alors les peuples se confondront en une seule nation, dont le mot d'ordre sera : fraternité et miséricorde. Non seulement on n'aura plus de rois, mais les juges mêmes seront inutiles, car le code social sera écrit dans la « conscience, seule juge de l'homme. »

Dans cette union fraternelle, l'humanité non seulement adore un seul Dieu, mais elle prie dans une seule langue afin que la fusion des races, des nations et des religions soit complète.

La première conséquence de ce nouvel état de choses est la disparition du « patriotisme étroit » qui se borne à aimer un seul pays. Le sentiment de la patrie, en se généralisant, embrassera dans son amour fraternel toute l'humanité. *Jocelyn, la Chute d'un Ange, les Révolutions, l'Utopie, la Marseillaise de Paix* et nombre d'autres poésies de Lamartine, en sont l'expression.

Vouée à l'utilité générale et à la collectivité, la propriété est maintenue sous l'œil bienveillant du communisme marié à la charité. La famille appuyée sur la propriété et l'hérédité, prospère et forme la pierre angulaire de la société. Les sentiments humanitaires, en prenant de l'essor, s'élèvent à Dieu, et l'homme déchu remonte au ciel, d'où il est tombé. La liberté règne sous toutes ses formes. L'homme libre, poussé par un besoin de sacrifice, se dévoue librement à l'humanité et, libéré de tous les préjugés nationaux et religieux, il appelle tous les humains

Frère. Son amour s'étend non seulement aux hommes mais aussi aux bêtes et aux choses.

A cette époque évangélique et sous l'influence de la religion rationnelle, la lutte des classes disparaît, l'inégalité des biens est nivelée par la charité ; la concorde remplace les haines et l'homme vivant près de la nature apprend à aimer « le Créateur dans la créature ».

Telle est en résumé la sociologie de l'œuvre poétique de Lamartine.

LAMARTINE A LA CHAMBRE

CHAPITRE VIII

L'attitude de Lamartine à la Chambre. — La question de la liberté des associations. — Le problème de l'enseignement. — La liberté de la presse. — L'amnistie. — Lamartine proclame le problème social plus important que le problème politique.]— L'affranchissement des esclaves. — L'abolition de la peine de mort. — Les enfants trouvés. — Lamartine devient républicain. — La politique rêvée par Lamartine. — La liberté du commerce. — Le développement des idées sociales de Lamartine. — Le « Parti social » et son but. — La question de la juridiction militaire. — Le discours de Lamartine sur l'adresse au roi. — Il passe à l'opposition. — La révolution est faite, pour lui, dès 1839, il ne s'agit que « d'organiser la démocratie en gouvernement ». — Lamartine veut démocratiser la nation. — Le problème du suffrage. — Lamartine désire la république.

Au moment de l'entrée de Lamartine à la Chambre, la question se posait de savoir si, député, il resterait fidèle aux idées exposées dans sa *Politique Rationnelle* et dans le *Voyage en Orient*, et si l'orateur, en lui, ne démentirait pas le poète.

Dès le début de sa vie parlementaire, on le voit qui, pour rester indépendant, s'assied « au plafond » et refuse de se lier avec l'un ou l'autre des divers partis politiques. Possédant à un haut degré l'art de se détacher des intérêts mesquins qui préoccupent la société, et guidé uniquement par sa conscience, il n'hésitera jamais à dire franchement, du haut de la tribune, ses pensées et ses émotions comme s'il conversait avec lui-même. Ces pensées et ces

émotions viennent du cœur, et c'est pourquoi, aussi haut que s'élève son âme poétique, il ne perd jamais de vue les intérêts des plus malheureux.

Représentant du peuple, Lamartine entre à la Chambre au moment d'une crise industrielle. Aux passions politiques commencent à se mêler des passions sociales, échauffées par la propagande active des théories socialistes. Le gouvernement de juillet, au lieu d'approfondir les questions de la vie sociale et économique du pays, d'en chercher la cause et le remède, use et abuse du système de répressions, croyant, par là, combattre le mal et l'aggravant, au contraire, par l'exaspération à laquelle il pousse le peuple.

Dès l'abord, Lamartine montre au gouvernement que le seul chemin à prendre est celui des réformes nécessaires ; il dit que le gouvernement de juillet doit s'efforcer à comprendre les problèmes imposés par la vie du pays et les besoins du temps ; que son devoir est de travailler à les résoudre.

Il s'efforce de faire comprendre au gouvernement que son rôle est l'action morale d'initiative et de progrès ; qu'il commet une faute irréparable, en réduisant son action au rôle passif de négation et de résistance, et en se contentant de remplir les fonctions de la « haute police de l'ordre public. »

Lamartine rappelle incessamment au gouvernement qu'il est sorti de la volonté du peuple qui espère en lui ; que ce même peuple qui l'avait créé pour sa liberté, peut l'anéantir un jour, voyant ses espérances trompées. Et, dans ce discours, comme dans ses articles, il ne se lasse pas de répéter à la monarchie sortie de la révolution de 1830,

que son seul moyen de se maintenir et d'exister est d'aller au-devant de la volonté du peuple, car toute autre politique mènera infailliblement la nation à la révolution et à la république.

En indiquant au gouvernement son rôle, Lamartine pense surtout au bonheur du peuple, bonheur dont la condition première est la liberté. Et on pourrait dire de lui, dans cette phase de sa vie, ce que Sterne dit de lui-même : qu'il cherche :

La vérité par la liberté,
La liberté par la vérité (1).

Car nul peut-être, parmi ceux qui sont sortis du milieu monarchiste et légitimiste, n'a ressenti, d'une façon plus intense que lui, le grand frisson libéral qui a secoué sa génération.

Aussi « lorsque beaucoup de républicains, dit Louis Blanc, en étaient encore à renfermer le salut du peuple dans la substitution d'un consul à un roi, lui, légitimiste converti de la veille, il annonçait déjà la réforme sociale (2) ». Mais Lamartine ne se borne pas à réclamer des réformes en ce qui concerne la vie politique et sociale de son pays, il en revendique aussi dans le domaine de la religion, car, écrira-t-il au marquis Capponi, en 1835, « il est clair à mon esprit que la forme religieuse veut et crie révolution comme tout le reste. »

Partant de ce principe, il demandera avant tout la liberté de la religion et de l'enseignement, la liberté de la parole et celle de la presse, la liberté des associations et enfin le

1. Daniel Sterne, *Esquisses morales, Avant-propos*.

2. L. Blanc, *Histoire de dix ans*, t. IV, p. 209.

suffrage, d'abord à plusieurs degrés et ensuite universel.

Certes, les partis de gauche de cette époque ne demandent pas plus que lui, cependant, il ne sera pas de ce parti, comme il ne sera ni du centre, ni de la droite. C'est qu'il médite les choses en elles-mêmes ; et, sans être d'aucun parti, il sera toujours du parti qui luttera pour la liberté. « Tous les partis viennent à moi, dira-t-il, dans une lettre à Virieu, comme à une idée qui se lève. Je n'accepte rien ni personne sans rien refuser » et, il ajoute plus loin, « tout afflue à la *vérité vraie* et non conventionnelle où je me suis placé (1). »

Cependant, il sent qu'il n'est pas compris et il dit que, pour se faire comprendre, il lui faut un an d'efforts pénibles et d'impopularité systématique (2) ».

On l'accuse pourtant de chercher la popularité ; Or, s'il la cherche parfois, il ne lui fait jamais de concession de ses convictions, qu'il proclame librement, malgré les attaques des partis, car sa conscience est toujours son grand et unique conseiller.

* * *

Lamartine reprochait durement au gouvernement les lois sur la presse et contre les associations, « Il semble, dit-il, que pour eux (les systèmes ministériels) toute la science des gouvernements soit renfermée dans le seul mot : *réprimer* et qu'ils aient voulu réduire le gouvernement d'un grand peuple aux proportions d'une préfecture de

1. *Corresp.* t. V, lettre DLXXXVII, le 27 décembre 1834.

2. *Ibid.*, t. V, lettre DLXXII, le 16 janvier 1834.

police (1). Est-ce là gouverner », demande-t-il ? Il repousse avec énergie l'idée du danger que représenteraient les associations. Les interdire, pense-t-il, ne fera que les faire désirer plus fortement encore et aura pour résultat l'irritation de l'esprit public, car : *L'esprit public va où il veut et non pas où on le pousse.*

Lamartine assure le ministère que la liberté d'association ne présente aucun danger, car « la France, qui a gardé l'horreur des clubs politiques, n'en formera pas de nouveaux ». D'ailleurs « l'association même politique, dit-il, ne doit pas être étouffée » ; la tâche du gouvernement est de la régulariser « pour lui enlever son caractère anarchique et lui laisser son utilité sociale. » (2)

Son sentiment de justice et d'humanité, l'horreur qu'il a de la force brutale lui arrachent un cri d'indignation contre l'attitude du gouvernement de juillet en face de la révolte des ouvriers de Lyon. « Pour la réprimer, dira-t-il, il fallait en examiner les causes et faire tout le possible pour remédier au mal. » Or, le gouvernement de Louis-Philippe avait choisi un autre moyen, plus facile peut-être, mais sûrement plus dangereux ; il préférerait punir les ouvriers de Lyon pour n'avoir pu supporter plus longtemps la misère.

Le moyen est certainement facile, mais quelle en est l'efficacité ? Les conséquences le montrent.

Son âme se révolte contre le rôle que le gouvernement avait joué. « Ayons d'autres conciliations, s'écrie-t-il, que

1. *Séance* (sur la loi contre les associations), 13 mars 1834. *France Parlementaire*, t. I.

2. La même séance.

nos soldats, d'autres arguments que nos baïonnettes : cherchons les causes, trouvons les remèdes à ces maux, à ces erreurs, à ces périls ! Ces remèdes sont dans les questions sociales que nous craignons trop d'aborder, dans les formes d'impôts, dans les tarifs d'octroi et de douanes, dans des systèmes de colonisation au dehors, de développements agricoles à l'intérieur. Ils sont surtout, continue-t-il, dans la presse sociale, dans l'enseignement, dans l'éducation populaire, tous nous sommes tenus de nous en occuper sérieusement ; mettons enfin la charité dans nos lois ; mettons enfin les intérêts, la morale, la religion et le bonheur du peuple à l'ordre du jour (1). »

Certes, tous ces problèmes sont pour lui de première importance ; il insiste cependant, surtout sur la question de l'enseignement, à laquelle il revient dès que l'occasion s'en présente.

Dans la séance sur la réduction du budget de l'instruction publique, il prend la parole pour dire que, non seulement le gouvernement ne doit pas faire d'économies sur l'enseignement, mais, au contraire, qu'il doit tâcher de propager, le plus possible, les livres dans les campagnes et les villes parmi le peuple, qu'il devrait s'occuper de créer de nouvelles écoles et à augmenter le salaire des instituteurs. De plus, il veut dans les écoles l'enseignement de la morale, enseignement spécial et indépendant de l'enseignement du dogme, qu'il faut laisser au choix de la famille.

Lamartine considère l'instruction, répandue à flots,

1. *France Parlementaire*, t. I, séance du 13 mars, 1834.

comme le seul moyen efficace de relever le niveau moral des masses : car « la seule digue que le gouvernement puisse opposer au débordement des idées révolutionnaires est la raison publique. »

Il voit le salut de la société dans l'enseignement universel et libre : la liberté de l'enseignement, « est la première des libertés humaines. » A l'enseignement universel et libre, il veut rattacher la presse libre « notre presse à nous, c'est la pensée, dit-il ; la presse du peuple, c'est l'action. » Lamartine fera toujours de la Presse (*Voyage en Orient*) et du Livre (*Chute d'un Ange, Vision VII*) les deux grands instruments du progrès.

La presse libre pouvant tout critiquer, le seul espoir du gouvernement serait dans « la lumière et la raison de tous ». son seul salut serait dans la parole et dans l'enseignement libres. Et, « au contre-courant des servitudes, des préjugés et des vices du passé », il opposera, en 1834 comme en 1851, le courant de la vérité, de la liberté et de la vertu civique (1).

« Toute révolution, s'écrie-t-il, doit quelque chose au peuple », et il reproche à la révolution de 1830 de ne pas assez payer sa dette. Il s'efforce de montrer que le danger de la presse libre n'est pas si grand que le gouvernement le suppose. Au contraire, elle aide à maintenir l'équilibre « par des leçons et par des excès. Il faut la supporter ou renoncer à la liberté... bâillonner la presse, c'est bâillonner à la fois le mensonge et la vérité, c'est bâillonner l'esprit humain. » (2)

1. *Histoire de la Restauration*, t. I, p. 329.

2. *Séance*, 13 mars 1834.

« Il faut tourner en bas le miroir de la civilisation, dirait-il, en 1843. c'est l'œuvre de ce temps-ci et, puisque les grandes missions ne manquent jamais aux grands peuples » (1), il songe que celle de sa nation est de guider le monde par la morale à la liberté.

Il conclut, en terminant son discours, que la presse et l'enseignement pourraient absorber les forces intellectuelles de la nation qui, n'étant pas employées, forment un élément dangereux pour la tranquillité de la vie nationale, car, « dans une société, tout ce qui ne sert pas nuit, tout ce qui ne vivifie pas tue, tout ce qui n'a pas de place tend à se la faire par la désorganisation et la violence. » (2)

* * *

Lamartine, ne voulant s'attacher à aucun parti, avait pris pour lui le rôle le plus ingrat; ses ennemis politiques, ne pouvant pas lui pardonner sa neutralité, le renvoient sans cesse à sa poésie. Ils lui reprochent, entre autres, de faire de la « politique de sentiment » et d'être un « homme d'État sentimental. »

Il se défend avec véhémence contre ces reproches en disant : « Nous ne rêvons pas une humanité idéale, mais une humanité progressive : mais c'est vous, hommes d'État d'un seul système, qui ne prenez pas l'homme tout entier, qui vous privez volontairement de la meilleure partie de lui-même ». Et il ajoute que tous les grands actes d'une nation « viennent du sentiment du peuple. »

Ce qu'on lui reproche constitue sa puissance, car son

1. *Corresp.*, t. VI, lettre DCCCXXVIII, 1843, sans date.

2. *Séance*, 13 mars 1834.

éloquence, cette « autre forme » de son génie poétique, trouve un écho retentissant dans le cœur de la nation et la Chambre ne tardera pas à s'apercevoir qu'il faut compter avec cette force nouvelle.

* * *

Lamartine voit sur l'horizon poindre la nouvelle révolution, il en prévient le gouvernement de Juillet, mais il consent en même temps à voter la loi contre les associations qui, pense-t-il, peut être « dans les nécessités du présent », sans être « dans l'esprit de l'avenir » ; c'est pourquoi il la votera seulement pour un an, « à titre de mesure exceptionnelle, en réservant la liberté d'association comme un droit essentiel au gouvernement constitutionnel » (1).

C'est ainsi qu'en reconnaissant le progrès, il trouvera qu'« il faut être de son époque » et il sera, par conséquent, contre ceux qui dans la vie sociale sont de la veille, comme contre ceux qui seront du lendemain.

Cependant, il passe doucement à l'opposition, et la question de l'amnistie en est le premier acte. Il écrit à ce propos à Virieu : « J'ai été pour la première fois hostile au ministère (2), parce qu'il a été pour la première fois hostile au sens commun politique et au sentiment moral qui commandait l'amnistie (3). »

1. *France Parlementaire*, t. I, séance du 13 mars 1834.

2. *Corresp.*, t. V, le 17 janvier 1835.

3. L'insurrection d'avril (1834), provoquée par la loi contre les associations, donne l'occasion au gouvernement de Juillet d'arrêter les chefs du parti républicain et d'entamer contre eux le *procès monstre*, appelé ainsi pour la quantité des accusés. La question de répressions ou d'amnistie fut posée à la Chambre. Lamartine se prononça contre les répressions et même contre la grâce, proposée par une partie de la

Le gouvernement se croyait fort par l'application des lois de répression, et Guizot, trompé par un apaisement momentané, dit en 1833 à la Chambre des pairs : « Les émeutes sont mortes, les clubs sont morts, la propagande révolutionnaire est morte, l'esprit révolutionnaire, cet esprit de guerre aveugle qui semblait s'être emparé un moment de toute la nation, est mort (1). » Mais il comptait sans l'esprit républicain et démocratique qui gagnait chaque jour du terrain dans le peuple et que la presse aidait à prendre pied.

Malgré les assurances du ministre, « dans les départements comme à Paris, la république se dressait en face de la monarchie, la démocratie en face du régime censitaire » (2).

Lamartine a beau indiquer au gouvernement qu'il a choisi une fausse route pour maintenir la monarchie ; il a beau lui dire qu'il faut résister aux mauvais sentiments du peuple, mais qu'il faut céder aux bons avec confiance, avec abandon (3), car ils sont moraux comme la loi divine, ils sont tout-puissants comme la nature, le gouvernement comprend autrement son rôle et, sourd à la volonté du peuple, suit le système de répressions.

« L'Europe court à la démocratie », dit Chateaubriand en 1834. « La France est-elle autre chose, ajoute-t-il, qu'une république entravée d'un directeur. » (4) Lamartine

Chambre, en insistant dans ses discours du 30 décembre 1834 et du 4 janvier 1835 sur le vote de l'amnistie complète.

1. Weill, *Histoire du parti républicain en France de 1814-1870* p. 121.

2. *Ibid.*

3. *France Parlementaire*, séance du 30 décembre 1834.

4. Weill, *Histoire du parti républicain*.

ne le voyait pas moins clairement et, quelques mois plus tard, toujours prêt à sacrifier la forme gouvernementale à la liberté, il dit dans son discours sur l'amnistie : « Les républicains, Messieurs, vous avez un moyen sûr de les vaincre et vous n'en avez qu'un. Prenez d'avance leurs positions, devancez les, donnez au pays ce qu'ils lui promettent. Par votre système d'immobilité, c'est vous qui feriez des républicains : une opinion n'est forte que des droits qu'on lui refuse et non pas de ceux qu'on lui accorde (1). » La révolution de 1848 n'a que trop démontré combien il avait raison et combien il voyait clair.

Il combat dans le même discours la grâce que le gouvernement veut accorder aux accusés, et il y explique combien un acte pareil serait impolitique ; car on peut profiter d'une amnistie sans s'avilir, mais on refuse le déshonneur de la grâce. Il conseille aux ministres de prendre garde à ne pas offenser le sentiment national en avilissant par la grâce les chefs des factions : « La justice, dit-il, c'est le droit du plus fort, et le droit du plus fort c'est la justice qu'on se rend à soi-même. »

Cependant, malgré son admiration toujours grandissante pour les principes de la Révolution et malgré l'évolution de ses idées sociales, évolution qui chaque jour le rapproche de la démocratie, il ressent comme autrefois une aversion pour ce qu'il appelle « la boue républicaine » et « le gouffre anarchique sans fond » (2).

L'Émeute de Paris (avril 1834), qui fut la réponse aux

1. *France Parlementaire*, t. I, séance du 30 décembre 1834. Discours sur l'amnistie.

2. *Corresp.*, t. V, lettre DLXXVIII, le 18 avril 1834,

excès de la soldatesque lors de la répression de l'émeute de Lyon, indigne Lamartine. Ennemi de tout acte violent, autant de la part du peuple que de la part du gouvernement, il donne libre cours à son sentiment dans la lettre à Virieu : « Ce qui compose, dit-il, le parti remuant et anarchique est au-dessus de la description. Si Dante les avait connus, il aurait ajouté un cercle nouveau à son enfer. Tomber dans des telles mains, c'est bien pis que de mourir (1). » Lamartine avait gardé la haine des « jacobins », et même au moment où il fait preuve de plus grand libéralisme, il en a horreur. Il préfère, et il préférera toujours, la « tyrannie monarchique » à la « tyrannie jacobine ».

Cependant, bien que son esprit blâme la révolte, son cœur souffre de voir le peuple poussé par la misère et par les abus d'un gouvernement maladroit à payer de son sang le désir de secouer le joug. Et lors du « procès monstre », en élevant la voix pour l'amnistie, il défend avec chaleur la cause du peuple opprimé. « Et ne pouvons-nous pas craindre aussi, nous-mêmes, qu'une voix s'élève du sein des mines de cette malheureuse cité et ne crie si les crimes de l'agression ont besoin d'amnistie, les excès de la lutte ont besoin d'être oubliés ? Oui, messieurs, conclue-t-il, nous avons tous besoin d'amnistie et c'est pourquoi nous la devons tous. » (2)

On le voit, Lamartine soutient tantôt la cause du gouvernement, tantôt celle du peuple. Il faut attribuer le double caractère de Lamartine aux traditions monarchistes qui avaient laissé une empreinte ineffaçable dans son

1. *Corresp.*, t. V, lettre DLXXVIII, le 18 avril 1834.

2. *Discours sur l'amnistie.*

esprit et à sa philosophie dont le mot d'ordre est « liberté. »

Or, ce double caractère lui fera suivre la politique de conciliation et lui fera éviter, autant que possible, tout ce qui pourrait provoquer des secousses dans la vie sociale. Cependant, la politique de conciliation ne lui fera pas perdre de vue que « le but de la vie sociale est la liberté et le bonheur général. » Il voudra par son système de modération « reconcilier, sur le terrain de la conscience politique, les haines impuissantes et coupables » (1). Et, pour atteindre ce but : « Heures et forces, tout sera volontiers consacré à élever, d'une goutte d'eau de plus seulement, le niveau moral de cet océan qu'on appelle l'esprit humain. » (2)

Comme on le sait, les émeutes d'avril sortaient d'un mouvement commun contre la loi des associations, loi qui fut votée par le gouvernement de juillet en réponse aux émeutes de Lyon. Mais le gouvernement n'y voulait voir qu'une agression à l'ordre et au régime monarchique ; et, craignant la partialité des juges, il envoya les accusés devant la Chambre des pairs. Par ses menées, il arriva à épouvanter la population par le spectre de l'anarchie et, comme il arrive souvent dans des moments pareils, « la réaction se produisit, non seulement contre les vaincus, mais contre les idées libérales et démocrates. » (3)

Sur ces entrefaites survint l'attentat Fieschi (4). « La

1. *Corresp.*, t. V, lettre DLXXX, le 3 juin 1834.

2. *Ibid.*, t. VI, lettre DCCCXVIII.

3. G. Weill. *Histoire du parti républicain*, p. 134.

4. L'attentat de Fieschi, 22 juillet 1835.

réaction ne manqua point au rendez vous que lui avait donné un coup de pistolet d'un exalté » (1) et répondit par la loi contre la liberté de la presse

Dans un tel moment, Lamartine ne pouvait pas rester sans protester. « La société, dit-il, est une mêlée ; gouverner c'est combattre. Quand on est chargé d'élever un grand peuple à la liberté, il faut achever cette éducation aux conditions qu'on a acceptées ! Si l'on trouve ces conditions impraticables, il faut le dire tout haut. Nous jugeons... » Puis élevant le ton « prenons-y garde ! s'écrie-t-il. C'est toujours ainsi que l'esprit de réaction procède. Il profite de la généreuse émotion des peuples pour les rejeter en arrière, hors leur voie naturelle ; c'est la robe ensanglantée de César qui, secouée du haut de la tribune, précipite le peuple romain dans la servitude. » (2)

Il appelle la loi contre la liberté de la presse « le règne de la terreur pour les idées » et s'élève avec fureur contre « cette loi qui restera une date dans les annales des aberrations, des ingratitude humaines » (3). Toute répression de la presse est, pour lui, une grande faute de la part du gouvernement : « Je sais que l'oppression de la pensée conduit à la révolte du cœur. »

« Gouverner c'est combattre » crie-t-il aux ministres, mais le gouvernement de Louis-Philippe préfère « le silence et le châtiment... deux gardiens qu'on fait asseoir au seuil de nos gouvernements libres ». Il faut, continue Lamar-

1. Jaurès, *Histoire socialiste*, p. 218. — *Le Règne de Louis-Philippe*, par Fourrière et Rouanet.

2. Discours sur la loi contre la liberté de la presse (*France Parl.*, t. 1).

3. Même discours. Chambre, séance du 21 août 1835.

tine, que le gouvernement comprenne qu'avec la presse « les gouvernements sont difficiles, sans elle, ils sont impossibles ». Car « la presse est l'outil de la civilisation, il faut prendre garde à ne pas la briser » et il ajoute que s'il avait à faire une loi sur la presse, il aurait supprimé le timbre, parce que pour lui, « il n'appartient qu'à la presse de vaincre la presse ».

Les mesures contre la presse sont, suivant lui, une erreur capitale de la part du gouvernement, autant envers le pays qui ne peut pas « vivre sous terre », comme envers le pouvoir lui-même qui « ne peut pas vivre d'une autre vie que celle du pays ». D'ailleurs, par toutes ces répressions, le gouvernement ne fait qu'attester de son impuissance, car « *faire* est l'œuvre du génie, *empêcher* est l'œuvre de l'impuissance. » (1).

Proclamant le problème social supérieur au problème politique, Lamartine comprend le pouvoir, et il faut toujours s'en souvenir, comme une action morale d'initiative et de progrès. Sans jamais consentir à le réduire à une force passive de négation et de résistance, il croit que la politique que ce pouvoir devrait suivre est celle « de l'amour du peuple, du zèle du bonheur des masses et de la charité dans les lois ». Telle est, selon lui, la seule politique possible et raisonnable, plus efficace que celle de la force brutale et des menaces de peine de mort (2).

Son optimisme lui fait espérer en un « symbole politique nouveau, symbole que les vieilles ignorances, les

1. *Corresp.*, t. V, lettre DCXIX.

2. Chambre, séance du 13 avril 1834.

vieilles rancunes, les vieilles haines se refuseront longtemps à comprendre, parce qu'elles se refuseront à l'accepter » (1). Cependant il se formera en dépit d'elles et de chaque élection surgiront des hommes qui, tout en honorant le passé, marcheront à un développement social « dont la longue évolution des choses et des idées n'a fait que déblayer la route ».

Et dans son enthousiasme libérateur, il voit la liberté conquise, assurée, inviolable « quels que soient le nom et la forme du pouvoir » ; mais la liberté n'est pas un but pour lui, c'est un moyen. Le but « c'est la restauration de la dignité et de la moralité humaine dans toutes les classes dont la société se compose ; c'est la raison, la justice, la charité appliquées progressivement dans toutes les institutions politiques et civiles, jusqu'à ce que la société politique, qui n'a été trop souvent que l'expression de la tyrannie du fort sur le faible, devienne l'expression de la pensée divine qui n'est que justice, égalité et providence » (2).

La loi qui est la seule arme de la société nouvelle, doit appartenir à tous et non à quelques-uns, et, sous peine d'inféoder à quelques-uns cette loi qui est la propriété de tous, la société doit supprimer toute aristocratie de droit.

Les conservateurs commencent bientôt à se méfier de ce monarchiste-légitimiste qui leur refuse des privilèges et qui, dans son discours sur l'amnistie, dénie même au gouvernement le droit de juger les insurgés. Or, déjà en ce

1. Le fond de l'esprit de Lamartine est optimiste ; le pessimisme n'est visible chez lui que dans sa jeunesse et au déclin de sa vie. Le pessimisme de l'époque de sa jeunesse est purement romantique, celui de sa vieillesse est au contraire essentiellement chrétien et social.

2. *Corresp.*, t. V, lettre DCXXVII, le 10 décembre 1836.

moment, Lamartine glisse par une pente douce vers l'opposition, et son attitude vis-à-vis du ministère « hostile au sens commun politique et au sentiment moral qui commandait l'amnistie » (1). en est le premier symptôme important. La gauche regarde avec curiosité ce conservateur de la veille aller parfois plus en avant qu'elle ne l'aurait osé elle-même, et l'acclame de plus en plus souvent.

Des députés de tous les partis viennent à Lamartine espérant trouver en lui « l'homme qu'il leur faut » ; mais, voulant rester libre et indépendant dans ses idées, il persiste à ne s'allier à personne. Car, en entrant à la Chambre, il songe « parler pour le pays et non pour une majorité de trois cents députés, presque tous liés par des places et qui ne veulent rien d'autre que ce qui les flatte » (2). C'est en parlant à la galerie qu'il se prépare un auditoire qui, le jour venu, l'écouterà parler « par la fenêtre ». En attendant, chaque jour lui apporte un nouveau sujet de discours, une nouvelle cause à soutenir.

Après la question de l'instruction, celles de la presse, de l'amnistie et bien d'autres, d'une importance plus ou moins considérable, Lamartine, conscient de sa force, vient protester avec véhémence à la Chambre contre le régime de l'esclavage. « Tout le monde est représenté ici, s'écrie-t-il, sauf les esclaves » et, dans un discours pénétré de l'idée du droit de tous à la liberté, il prend sur lui le rôle de tribun des esclaves. Dans des mots pleins de chaleur, il combat la thèse que les noirs ne pourraient pas supporter la liberté et il demande à la Chambre : « Depuis quand la liberté est-

1. *Corresp.*, t. V, le 17 janvier 1835.

2. *Ibid*, t. V, lettre DLXXXV, le 6 février 1834.

elle plus lourde à porter que l'esclavage ? » Il montre que l'homme ne peut pas être acheté ni se vendre, et encore moins peut-il vendre ses enfants et toute sa postérité. Il exhorte les Français, jaloux de leur liberté, de ne pas souffrir, qu'à quelques jours de voyage et sous le même drapeau, il y ait des gens qui gémissent sous les fers.

« Est-ce que l'esclavage est une éducation de la liberté ? » demanda-t il à ceux qui ne trouvaient pas les noirs mûrs pour la liberté (1). « Il n'y a pas de transition, dit-il encore, entre l'état de l'esclavage et celui de la liberté. On est possédé ou on ne l'est pas, on est une chose ou l'on est un homme, et cependant quel infini entre les deux états, quel précipice entre l'esclavage et la liberté. » Et il reproche à la Chambre de vouloir maintenir l'esclavage par intérêt, car « l'esclavage n'enseigne que la servitude à l'esclave et la tyrannie au maître ». Il prouve d'ailleurs à la Chambre qu'elle se trompe dans son calcul, car le maintien de l'esclavage coûte plus à la France que n'aurait coûté son abolition.

Dans sa lutte pour l'émancipation de l'esclave, il réclame la liberté des noirs au nom de l'humanité, de la religion qui interdit la possession de l'homme par l'homme ; au nom de la justice qui interdit le travail de seize heures, avec le fouet pour toute récompense, et enfin au nom de la moralité. Cette émancipation est la condition *sine qua non* à laquelle est attaché son rêve de fraternité univer-

1. Ce sujet est traité dans les discours : sur les colonies, le 25 mai 1836 ; sur l'émancipation des esclaves, le 22 avril 1835 et le 15 février 1838 ; sur l'abolition de l'esclavage, le 10 février 1840 et maintes autres fois.

selle où : « nul n'est esclave, et tous sont rois ». Or, la fraternité ne peut pas exister là où le cou humain est obligé de se plier sous le carcan d'opprobre, et où l'homme maître de l'homme, a non seulement le droit de disposer de son semblable comme d'une chose, mais encore peut lui prendre la vie si telle est sa volonté. Comment donc serait-il permis à un particulier de disposer de la vie d'un individu, si Lamartine ne le permet à la société elle-même que dans des cas extrêmes, appelant la loi de la peine de mort « une loi d'impuissance, une loi de désespoir » (1).

Quel peut être le but de cette loi ? Celui d'intimider les gens ? « Mais les législateurs oublient qu'il n'y a que deux causes du crime : la passion ou l'intérêt ». Or, l'homme poussé au crime par la passion ne raisonne pas, la passion ne recule pas devant la mort, tellement elle est possédée par le désir d'être satisfaite. Au contraire, souvent l'idée de braver la mort l'excite. Si, au contraire, l'homme est poussé au crime par l'intérêt, il a d'avance tout pesé, tout calculé à froid ; l'intimidation n'agit pas sur lui, puisque l'énormité de cette peine ne l'avait pas arrêté.

Mais les lois sanglantes, au lieu de diminuer le mal, ensanglantent au contraire les mœurs, et l'homme commettant le crime compte toujours échapper au châtimement ou être gracié par les juges, car il sait bien que la peine de mort leur répugne (2).

En face du crime, la justice pénale a trois objets :

1. Discours prononcé à l'Hôtel de Ville de Paris, le 18 avril 1836 (*France Parlem.*, t. I).

2. Hôtel de Ville, le 18 avril 1836.

« indemniser la victime, corriger le coupable et défendre la société contre les tentatives ou les récidives du crime ».

Or, la peine de mort n'indemnise personne ; elle ne peut non plus corriger le coupable, car, en lui prenant la vie, elle ne lui laisse même pas la possibilité du repentir ; quant au troisième point, Lamartine démontre dans son discours de 1836, que les lois sanglantes sont nuisibles à la morale du peuple. D'ailleurs, comme défense matérielle, les prisons, les déportations et autres moyens analogues suffisent ; pour la défense morale, la société a, à sa disposition, l'opinion, la religion, l'instruction de plus en plus répandue, la moralité croissante. La charité et la miséricorde des lois feront mille fois plus que la peine de mort (1).

Pendant que Lamartine lutte contre la loi sur la peine de mort, une autre question, non moins importante, se pose à la Chambre ; c'est la question des enfants trouvés. Il montre à ses contemporains toute la cruauté du déplacement des enfants ; en enlevant l'enfant à sa famille adoptive (3) et en le transportant dans un milieu étranger, on endurecit son cœur et on pervertit son caractère ; « ce procédé finira par rendre l'enfant criminel ». En exposant au gouvernement tout le danger de pareilles mesures, il fait voir que, si les gouvernements tombent, ils ne tombent

1. Discours du 18 mars 1838 (*France Parlementaire*, t. II).

2. Le gouvernement s'étant aperçu que beaucoup de mères pauvres portaient leurs enfants au tour pour les prendre ensuite en nourrice et se faire payer par l'État, avait proposé une loi ordonnant le déplacement des enfants, c'est-à-dire le changement de nourrice, appuyant ce projet par le fait que, beaucoup de nourrices avaient préféré garder leurs enfants sans être payées que de s'en séparer, ce qui, d'après le rapport fait à la Chambre, devait prouver que toutes ces nourrices étaient mères des enfants qu'elles élevaient aux frais de l'État. La question des enfants trouvés est traitée dans *Geneviève*.

jamais que par leur faute, « surtout quand ces fautes sont des atteintes aux sentiments naturels » (1).

* * *

Pendant sa tournée électorale de 1843, pour se défendre contre les accusations de ses adversaires, Lamartine dit à ses électeurs de Mâcon : « Je ne suis ni un homme de 1815, ni un homme de 1830, mais un homme de toutes les dates progressives et de tous les systèmes utiles à mon pays. » En effet, Lamartine n'était point « un homme de parti ». Il ne sert que la nation et la couleur du drapeau lui importe peu. Et, en 1834, il désire pour son pays une monarchie fortement constitutionnelle et parlementaire avec une administration fortement centralisée ; mais son programme garde, malgré cela, un esprit profondément républicain.

Après avoir reconnu que l'on attendrait en vain des réformes de la part de la monarchie, il devient républicain : la république lui apparaît comme « le gouvernement de la nécessité et de la logique ». Son républicanisme se précise petit à petit. En attendant, il se prépare au rôle qu'il espère jouer un jour, sans qu'il sache lui-même. « Dans quel temps, *sous quel drapeau* se fera cette entrée dans l'action gouvernementale » ; il reste aux ordres de son *idée* ; l'heure venue, il fera ce qu'elle aura recommandé (2).

Cependant, il ne cache pas ses insuccès à la Chambre et il en parle avec franchise : « Il y a en moi, dit-il, quelque chose de si invincible en impulsion que je vais toujours et me brise souvent » (3). Malgré cette franchise qui touche

1. Discours sur les enfants trouvés, le 30 avril 1838.

2. *Corresp.*, t. V, le 12 avril 1838.

3. *Ibid.*, t. V, le 13 avril 1838.

parfois à la naïveté, et peut-être à cause de cette franchise même, on l'accuse d'être un ambitieux, bien qu'il n'ambitionne que la réalisation de ses rêves de bonheur pour le peuple français et pour l'humanité tout entière. « Non, il n'est pas vrai que la politique soit de l'ambition toujours. C'est la petite qui est de l'ambition, la grande est du dévouement ; je ne conçois que la grande (1). »

En effet, Lamartine ne fit jamais de cette petite politique formée d'ambition et d'intrigues. S'il avait ambitionné le pouvoir, qui donc mieux que lui pouvait profiter de l'occasion et de l'enthousiasme général pour s'en emparer ? Il ne le fit pourtant pas, car pour le garder, dira-t-il plus tard, « il m'aurait fallu deux échafauds : l'un à droite pour Montalembert, l'autre à gauche pour Blanqui. » (2)

Il y a de l'exagération ici, certes, mais Lamartine aurait renoncé au pouvoir, plutôt que de s'y voir porter par des « intrigues de coterie » ; il aurait hésité même devant toute violence à faire à la volonté populaire.

Il rêvait une politique d'harmonie entre toutes les classes et tous les intérêts, une fraternité qui, à quelques détails près, est restée de nos jours encore le rêve social, et même à certains égards le rêve socialiste.

Car le socialisme contemporain ne rêve-t-il pas la fraternité générale, la patrie universelle, la paix dans l'entente cordiale de tous les peuples et le désarmement complet, trouvant à l'exemple de Lamartine qu'une armée perma-

1. *Corresp.*, t. VI, lettre DCCCXVI, le 3 décembre 1842.

2. C. Monnet, *Projet de Bibliographie lamartinienne*, préface de Ch. Thuriot.

nente nuit à la liberté ? Il rêvait même le collectivisme et le communisme seulement, comme nous l'avons déjà dit, il leur donnait pour base la charité et la propriété ; la réalité s'est chargée de prouver combien ce rêve était chimérique.

Ses idées groupent autour de lui quelques hommes avec lesquels il forme ce qu'il appelle le *parti social*. Et, lorsque Arago l'interpella un jour, en lui demandant la définition de ce parti, il répondit : « Ce n'est pas encore un parti, c'est bien plus, c'est une idée. »

Partant de cette « idée », il défend les causes de tous les partis autant qu'elles lui semblent justes. Au reproche qu'on lui faisait d'être fanatique de théories, perturbateur et révolutionnaire, il répond dans son discours sur la liberté du commerce : « Oui, nous sommes des fanatiques de la vérité, des perturbateurs de monopole, des révolutionnaires de législations arriérées ». Et, en développant son idée, il dit que le rôle de la Révolution n'était accompli qu'à moitié, car elle avait seulement renversé les féodalités personnelles ; la tâche du moment est de renverser les féodalités industrielles ». Tant que la révolution n'est qu'une rénovation des formes politiques, elle n'est faite qu'en partie, car il faut encore qu'elle soit la rénovation des systèmes et des intérêts sociaux. Et, puisqu'elle avait introduit la liberté dans les institutions, il lui reste à les introduire encore dans les choses.

Lamartine trouve, que, pour arriver à émanciper les masses par la liberté des industries, comme la Révolution avait émancipé la classe moyenne par la liberté politique, il faut avant tout supprimer « les monopoles oppressifs des travailleurs ». Il appelle cette lutte entre le monopole

et la liberté du commerce « le 1789 du commerce et de l'industrie (1). » et il vote pour la loi de la liberté du commerce, loi qui, ne portant préjudice qu'à un petit groupe, profitera à des millions que le monopole oppresse.

« Une portion de la société n'est en lutte avec l'autre que parce qu'elle à faim », dit Cavaignac dans sa défense. Et, dans ces quelques mots, il exprime l'idée maîtresse de deux discours de Lamartine : le discours sur les associations et celui sur la liberté du commerce. Avec Cavaignac et bien d'autres, Lamartine voudra « la plus longue existence et la plus heureuse pour le plus grand nombre possible d'hommes (2). » Il peut donc être compté parmi les hommes les plus avancés de son époque, malgré une certaine différence de principes. Mais la pente sur laquelle il glisse vers l'opposition et vers la république, de même que le développement de ses idées sociales, sont curieux à étudier.

En entrant à la Chambre, Lamartine se pose en monarchiste aux tendances libérales ; une fois dans la mêlée, il penche toujours plus distinctement vers la gauche.

La question de l'amnistie et de la peine de mort, celle des associations et de la presse l'avaient éloigné de plus en plus de la majorité gouvernementale. Croyant pouvoir collaborer avec cette majorité, il voulait éviter les révolutions par des réformes et il espérait réaliser pacifiquement le but du *parti social*, but qui consistait dans « la restauration de la dignité et de la moralité humaines ; la raison, la justice et la charité appliquées progressivement dans

1. Chambre, séance du 14 avril 1836 (*La Liberté du commerce*).

2. G. Weill, *Histoire du parti républicain*, p. 54.

toutes les institutions civiles et politiques jusqu'à ce que la société politique, qui n'a été trop souvent que l'expression de la tyrannie du fort sur le faible, devienne l'expression de la pensée divine, qui n'est que justice, égalité et providence. »

Mais la majorité, lente dans son mouvement en avant, ne put point suivre le pas précipité de Lamartine vers les réformes humanitaires ; et, voyant qu'il n'avait rien à espérer d'elle, il devint « de jour en jour plus intimement et plus consciencieusement révolutionnaire » (1). Il ne se « prononce cependant pas tout à fait » et y met « temps, religion, prudence. Puis, une fois parti, ajoute-t-il, j'irai très loin ».

Cependant cette évolution ne se produisait pas en lui sans lutte intérieure. « Je médite sans cesse, et à genoux, dit-il encore, et je crois qu'il faut que nous, et ce temps-ci, nous servions courageusement la loi de rénovation (2) ». Et la rénovation, il ne la comprend plus par le passé. C'est une nouvelle ère qu'il voit poindre sur l'horizon de la vie nationale, et c'est vers cette ère d'une république démocratique qu'il dirige le peuple.

Pourtant, il y a des moments où il appuie la majorité gouvernementale, comme dans l'affaire de la juridiction militaire, où il s'agissait de faire juger les complices de Louis-Napoléon par un conseil de guerre.

Sans prévoir le rôle qu'il jouera dans la Révolution de février, Lamartine dit alors, en soutenant le gouvernement : « Je déclare que je consens à être écrasé par la première

1. *Corresp.*, t. V, lettre DCIII, octobre 1853.

2 *Ibid.*

pierre de toute révolution que j'aurais provoquée, que j'aurais appelée, que j'aurais désirée ; mais je déclare avec la même énergie que, si mon pays était assez malheureux pour avoir à traverser une crise nouvelle, je préfère cent fois des révolutions d'anarchie à des révolutions de caserne. Des révolutions populaires, le plus tard possible ; des révolutions militaires, jamais (1) ».

Or, si Lamartine ne provoque pas la révolution, il l'appelle et la désire. Ne la désire-t-il pas dans *l'Histoire des Girondins* ? Ne l'appelle-t-il pas dans son discours du banquet donné à l'occasion de cette *Histoire* ? Et ne pense-t-il pas déjà à 48, lorsqu'il proteste contre les fortifications de Paris ? Il les craint plus pour la liberté du peuple, qu'il n'espère en elles pour la défense contre l'ennemi. « La force de la France, déclare-t-il, ne réside pas « dans les murailles de Paris, mais dans son peuple, dans son soldat (2) ». Deux ans plus tard, il en reparle dans un article où il affirme que les fortifications de Paris seront « le procès éternel entre la nation et le gouvernement, soyez en bien sûr. Si le gouvernement le gagne, dit-il, malheur à la liberté ! Si la nation le gagne à son tour, malheur à la monarchie (3). »

C'est en ce moment que Lamartine passe définitivement à l'opposition et qu'il prend une attitude hostile au gouvernement ; il rompt aussi à tout jamais avec les conservateurs trouvant leur politique opposée à l'intérêt national. Cette rupture avec le gouvernement se fait jour dans son

1. *Chambre, séance*, 2 mars 1837.

2. *Chambre, Séances*, du 21 et 28 janvier 1843.

3. *Saône-et-Loire*, le 8 octobre 1843.

discours sur l'adresse au roi, où en critiquant l'ineptie du système gouvernemental, il s'écrie : « Voilà un gouvernement qui a son mandat écrit sur le drapeau même de la révolution populaire, dont il est sorti. Il lui faut un principe ; ce principe, c'est celui d'une sage et croissante démocratie. Il sera le gouvernement des masses, le gouvernement de l'intelligence, le gouvernement du travail, où il ne sera rien ! Un tel gouvernement, ajoute-t-il, en précisant par là son attitude future, on peut le servir (1). » Non, Lamartine ne servira pas le gouvernement de Louis-Philippe ; son monarchisme s'est évanoui, et désormais il se dévouera aux « idées. »

En 1839 encore, le droit n'est pas pour lui dans la famille royale qu'il « aime », qu'il « honore » et qu'il « respecte » : il est « dans l'impérissable famille du genre humain et dans la conformité du gouvernement aux intérêts moraux et matériels de l'époque et du peuple (2). » Ses sentiments se mettent du côté du droit ; car, dira-t-il, s'il est permis aux hommes d'État d'avoir une passion, « c'est la passion de l'idée du temps, de l'œuvre de la nation ; c'est le fanatisme du bien public ; c'est le besoin, la soif de se dévouer sans arrière-pensée, sans salaire, sans gloire même à l'œuvre de servir, de régénérer un peuple (3). »

Et, dans ce discours éloquent, il montre la puissance de ces hommes qui, « aujourd'hui impossibles, seront inévitablement un jour nécessaires », et qui oseront fonder un

1. Chambre, séance du 27 janvier 1843.

2. Chambre, *Question des fortifications*, 21 et 28 janvier 1841

3. *Corresp.*, t V, lettre DCCVIII, le 29 septembre 1839.

gouvernement, « non sur la base étroite d'une classe quelconque, mais sur la large base d'une nation tout entière ». Ces hommes-là, « sauront coïntéresser tous les citoyens, toutes les classes du peuple à l'existence d'un gouvernement qui prendra son appui sur tous les intérêts et sur tous les droits (1). »

La proclamation au peuple (1848) se fait déjà sentir dans ses discours en 1841, car, de ce gouvernement qui « prend son appui sur tous les intérêts et sur tous les droits », il n'y a qu'un pas pour arriver au régime, où, la première et principale manifestation de ce droit sera la participation du peuple à un gouvernement où « tout citoyen est électeur, tout électeur est souverain (2). »

En 1834, Lamartine croyait encore à une réconciliation (3) des partis sur « le terrain de la raison et de la conscience » ; mais, s'apercevant que le parti conservateur ne voulait pas voir les besoins du peuple, il s'en détachait donc pour ne jamais plus s'en rapprocher (4).

Cependant, il ne quitta pas son banc où il restera « isolé longtemps encore en mécontentant tout le monde et en se refusant à tous ». Il se sentira « plus révolutionnaire » que ceux qu'il appelle « les démagogues », mais, dira-t-il, « je suis révolutionnaire au nom d'un pouvoir ayant une volonté et non au nom d'une populace d'écrivassiers n'ayant que des passions ». Sa pensée, son rêve est de porter « le drapeau de la liberté en grand et honnête démocrate (5). »

1. *Séances* du 21 et 28 janvier 1841.

2. *Mémoires Politiques*, Œuvre Comp., t. XXXIX, p. 175.

3. *Corresp.*, t. V, lettre DLXXX, le 3 juin 1834.

4. *Ibid.*, t. V, lettre DCCXCIX, le 12 décembre 1841.

5. *Ibid.*, t. V, lettre DCCLXXVIII, le 10 octobre, 1841.

Aussi, au lendemain d'une catastrophe de la monarchie, trouve-t-il que le seul gouvernement possible est le gouvernement du pays par le pays. Il considère comme une nécessité logique que le pays prenne enfin lui-même en main, après tant « d'erreurs et de méprises les rênes de ses destinées », car « le seul gouvernement qui peut contenir, dominer, apaiser la révolution est celui de la souveraineté du peuple. »

En principe, la révolution est *faite* pour lui dès 1839, et il ne s'agit que d'organiser la démocratie en gouvernement. Cette organisation d'un gouvernement nouveau sera « l'œuvre d'un pouvoir constituant, qui aurait compris son époque. Organiser la nation en démocratie, voilà le problème qui poursuit tous les gouvernements et qui renverse tous ceux qui se refuseront à le résoudre ». Et, pour savoir si le peuple est prêt pour la démocratie, il demande à ses auditeurs :

« Êtes-vous convaincus que l'égalité de droits entre les classes vaut mieux que l'inégalité et les privilèges de castes, pour la dignité morale des individus, comme pour la force de la nation ? »

» Êtes-vous convaincus que la liberté bien réglée par les lois librement consenties, qui obligent tout le monde sans humilier personne vaut mieux pour la moralité du peuple que la subordination passive aux ordres d'un despotisme quelconque ? »

Et, ayant reçu une réponse affirmative et enthousiaste à ces questions : « Eh bien, s'écrie-t il, quand un peuple en est là, il est mûr pour la liberté. Il est sauvé !... Il n'a

plus besoin de tuteurs ni de maîtres : il n'a plus besoin que de raison et d'institutions. »

Mais, pour qu'il n'y ait pas de malentendu entre lui et ses auditeurs, il leur explique ce qu'il entend par « la démocratie ». « La démocratie, c'est la nation une, indivisible, complète ! C'est la liberté partout, la liberté pour tous. Voilà, pour nous, la démocratie, voilà le peuple, s'écrie-t-il et il porte le toast : A L'ACCOMPLISSEMENT RÉGULIER ET PACIFIQUE DES DESTINÉES DE LA DÉMOCRATIE (1) ».

Cependant, si le gouvernement s'opposait à la volonté légitime du peuple, « si la question se posait jamais entre l'esprit de la Révolution française et l'existence d'un gouvernement quelconque, notre choix est fait, dit-il, comme celui de la France : respect aux gouvernements, patience aux choses, mais victoire aux idées (2) ».

Il ne faut pas brusquer les événements, car, lorsqu'une « idée » sent qu'on la mène à son but, elle est patiente et certaine du triomphe définitif, elle donne du temps à ceux qui la servent » (3).

Pour servir cette idée, il lui faut « le terrain » de la gauche. « Sur ce terrain, dans cinq ans, écrit-il, nous aurons les idées de la France... Le terrain libéral et très libéral est le seul sur lequel on puisse rallier les grandes forces vives et neuves dont ce pays-ci aura besoin dans quelques années » (4). Certes, la majorité ministérielle et

1. Discours prononcé le 4 juin 1843 au banquet de Mâcon (En capitales dans le texte).

2. *France Parlementaire*, t. III (*Au journal de la Presse*, le 13 octobre 1843).

3. *France Parlementaire*, t. III. *Application possible des principes de l'opposition au gouvernement*, 5 novembre 1843

4. *Corresp.*, t. VI, lettre DCCCXX.

le ministère entravent la marche vers la liberté, « mais que nous importent les cabinets, les ministres... Non, s'écrie-t-il, il faut que le système tombe ! Il faut que la France cesse d'être la France où que vous cessiez de gouverner ! » (1)

Pour que la France subsiste, il ne lui faut pas de partis, il lui faut un principe, il lui faut le principe de la Révolution à son origine. Ce principe : « c'est l'organisation toujours plus complète et plus développée de la souveraineté du peuple ; en entendant par peuple non pas une seule classe, mais toutes les classes de la nation sans privilège comme sans dégradation pour aucune. Nous croyons, continue-t-il, que les gouvernements ne sont inventés que pour faire avancer les idées et triompher l'intelligence et le droit des nations ; nous croyons que l'intelligence, les idées, le droit appartiennent aux nations et non aux aristocraties, aux théocraties ou aux rois ; et si elles ne veulent pas être constamment niées, trahies, faussées, enchaînées, attardées, confisquées, retournées contre le peuple, il faut qu'elles règnent elles-mêmes par le peuple et pour le peuple » (2).

Lamartine se défend de vouloir renverser la constitution semi-monarchique sortie de la révolution de juillet ; la forme du gouvernement lui importe peu ; il n'a rien contre la monarchie pourvu qu'elle représente « la meilleure des républiques ». Et, pour éclaircir son principe qui pourrait

1. *Discours sur l'adresse* le 27 janvier 1843.

2. *France Parlementaire*, t. IV ; *Un principe et point de partis*, le 19 novembre 1843.

sembler obscure, il donne la définition de la république sous une monarchie.

« Nous voulons et nous devons, dit-il, dans cette explication, démocratiser la nation. La démocratie, c'est-à-dire le gouvernement du peuple tout entier, comporte dans son acception rigoureuse, la forme républicaine, c'est-à dire le gouvernement électif et temporaire partout. Mais les théories, en matière d'institutions, ne sont pas absolues ; elles contrebalancent l'idée par la prudence. Soyons logiques en créant des institutions démocratiques, électives, républicaines dans tout le mécanisme de notre charte. Soyons prudents en laissant subsister la forme, l'unité et la perpétuité monarchique au dernier degré de ces institutions. Conservons un chef national qui s'appellera roi, qui aura certaines prérogatives du pouvoir réel et tous ses respects, mais qui ne sera au fond que le peuple couronné et qui ne pourra se mouvoir, penser, agir, régner que pour l'idée et pour l'intérêt du peuple. Ce sera la meilleure des républiques, dit-il, en terminant sa déclaration de principe politique, parce qu'elle conciliera les traditions et les réformes, les habitudes et les innovations » (1).

Mais les partis ne comprennent pas leur rôle social, selon Lamartine, et ils laissent faire la réaction ultra-monarchique qui ne se lasse pas dans ses entreprises « d'usurpation légale sur les droits de la nation » et sur la liberté de ses représentants. Pour ne pas se laisser enchaîner avec les autres, il s'attache « au dogme national seul ». « Nous disons à vous et aux autres, s'écrie-t-il en termi-

1. *France Parlementaire*, t. IV ; *Un principe et point de partis*, le 19 novembre 1845.

nant, tant que vous resterez dans ces alliances et dans ces résignations : UN PRINCIPE ET POINT DE PARTIS ! (1) »

* * *

Au problème de la liberté nationale se lie étroitement le problème des élections, qui ne laisse pas indifférent Lamartine. Il s'en occupe en 1831, et s'y intéressera aussi après la Révolution de 1848.

Dans *la Politique Rationnelle*, Lamartine préconise « l'élection proportionnelle et universelle », c'est-à-dire une élection qui, « partant des degrés les plus inférieurs du droit de cité et de la propriété, seul moyen de constater l'existence, le droit et l'intérêt du citoyen », s'élèvera jusqu'au plus élevé, et fera donner à chacun l'expression réelle par un vote dans la mesure vraie et dans la proportion exacte de son existence sociale.

Selon lui, l'élection à plusieurs degrés résout seule le problème. Ce mode d'élection, dira-t-il en 1845, qui donne à chacun son importance relative en donnant un droit à tous, n'a rien contre soi que le préjugé de la nation. On a fait croire au pays que ce mode était l'aristocratie. On l'a trompé : ce mode c'est le peuple tout entier, c'est-à-dire la démocratie véritable. »

Lamartine trouve en ce moment que l'élection indirecte est la seule possible et considère que « l'élection à plusieurs degrés » est « la vérité populaire, car elle reconnaît le droit de tous, et la vérité politique, car elle choisit en appréciant les capacités » (2).

1. En capitales dans le texte.

2. Sur la réforme électorale, 5 décembre 1845 (*France Parl.*, t. IV).

Tel est l'idéal de Lamartine en 1845. En 1848, il ira plus loin, jusqu'au suffrage universel, mais, effrayé par les conséquences d'un tel système électoral, il le répudiera après la révolution. En attendant, il admet que le but principal est d'obtenir l'élargissement du suffrage, et, pour cela, il faut combattre l'esprit réactionnaire de la monarchie de Juillet, qui « ne veut pas comprendre son œuvre », monarchie dont les institutions sont « petites et trop étroites pour que le peuple entier y entre », monarchie enfin qui « veut faire porter le trône sur la base étroite d'une aristocratie de gouvernement au lieu de le poser, inébranlable, sur la base du peuple organisé tout entier » (1).

Le danger, selon lui, ne réside pas dans une application large du droit de vote, mais au contraire dans sa restriction. « Le danger le plus grand, dira-t-il en 1842, c'est de laisser dans la main et dans la cause des factions un droit légitime et incontesté par la raison du pays : c'est avec ce droit qu'on leur dispute qu'elles se font une arme pour attaquer et ensuite pour renverser plus tard le gouvernement (2). »

Faut-il une révolution pour réaliser les réformes ? « Non, dira-t-il, car toutes les révolutions ne sont pas des progrès (3). » Lamartine repousse encore l'idée d'une révolution que lui fera préconiser la politique du gouvernement.

1. Banquet de Mâcon, 4 juin 1843 (*France Parl.*, t. III).

2. Chambre, séance du 13 février 1842.

3. Banquet de Mâcon, le 4 juin 1843.

C'est ce gouvernement qui le poussera dans les bras de l'opposition révolutionnaire et qui le conduira en 1848 à proclamer, avec la république, le suffrage universel qu'il repoussait encore en 1845.

Lamartine désirera la république dès qu'il se rendra compte que la France n'a rien à attendre de la royauté. « Une institution ne donne que ce qu'elle a » (1), écrira-t-il en 1846. « Les démocraties sont mobiles ; les dynasties sont stationnaires, quand elles ne sont pas rétrogrades. L'attitude des rois sur le trône est d'être assis et non debout. Leur attitude est l'image de leur pensée. » L'attribution de la royauté n'est pas, selon lui « l'initiative », et le peuple n'a rien à attendre de ce côté-ci. Il ne trouve de salut que dans l'opposition, que nous venons d'appeler révolutionnaire et qu'on nomme « la grande et sérieuse opposition démocratique », qui veut « le triomphe des droits, des idées, des intérêts légitimes et la souveraineté du plus grand nombre ». Une opposition, enfin, qui soit « la dynastie de l'opinion donnant son nom, prêtant sa force, imprimant régulièrement sa volonté à la dynastie couronnée » (2). « Il n'y a, conclut Lamartine, de grande force que là ; il n'y a de prestige que là ; il n'y a de mouvement que là. »

Mais d'où vient cette puissance de l'opposition démocratique ? « Elle vient de la popularité », dit-il. Où donc trouver cette popularité, sinon dans le peuple ?

Or, pour gouverner la France, il n'y a qu'un seul moyen : « c'est de gouverner pour le peuple », et gouverner pour

1. *Quel ministère faut-il au pays* (France Parlem., le 26 juillet 1846).

2. *Ibid.*

le peuple c'est en même temps « gouverner pour la paix et pour la liberté » (1).

Il n'y a pas à se tromper; Lamartine marche à pas précipités vers les journées de février, et bientôt il ne lui restera qu'un pas à faire pour franchir le seuil qui sépare la monarchie de la république; ce pas décisif, il le fera sans hésitation et plein d'espoir.

Quel fut donc, en résumé, le rôle de Lamartine pendant ce laps de temps? Tout d'abord, poursuivant le système de conciliation, il voulait accorder les intérêts de la royauté avec ceux de la nation, mais ne pouvant pas y arriver, il s'éloigna de plus en plus du parti gouvernemental, et se rapprocha des républicains. En 1843, c'est-à-dire au moment où il se mit à écrire *l'Histoire des Girondins*, il rompit complètement avec le parti gouvernemental et passait définitivement à l'opposition révolutionnaire.

C'est à partir de ce moment que la révolution, qu'il repoussait, lui apparut comme une nécessité absolue et inévitable. Il s'aperçut que le gouvernement de Juillet ne renoncerait pas à son système de répression et n'accorderait au peuple aucune liberté, car « les gouvernements de privilège ne donnent jamais, ils cèdent ».

Par ce seul mot, il portait à la monarchie un coup mortel. Il l'accusait ouvertement de comploter contre la liberté et lui opposait cette autre politique, la politique démocratique, « qui consiste à s'élever par la pensée aussi haut que l'intelligence peut monter pour apercevoir les desseins visibles de la Providence ». Ces desseins se résument, selon

1. Discours du 2 septembre 1846.

lui, dans trois mots : « la *paix* (1), le *peuple* et la *liberté*. » Or c'est en pensant à cette politique que Lamartine c'était dit : « Dévouons notre vie. »

Dans cette Chambre qui, à la fin, « n'existe pour lui que sur le papier (2), » il soutient toute cause sociale. Il y défendra la liberté des associations et celle de la presse ; il s'y fera tribun des noirs, en demandant leur affranchissement, et des enfants trouvés pour lesquels il réclamera le droit à une famille adoptive ; il y posera la question de l'abolition de la peine de mort, et appuiera de toutes ses forces l'amnistie et le problème du suffrage, sans parler de maintes autres questions qu'il défendra.

La carrière de Lamartine n'est pas terminée, elle commence plutôt, car elle entre avec *l'Histoire des Girondins* dans sa phase la plus importante et la plus belle. C'est le moment où le génie de Lamartine atteint le plus haut degré de son développement et où le désintéressement et l'élévation de ses intentions deviennent clairs et incontestables.

1. Discours prononcé à Mâcon, le 2 août 1846 (*France Parlementaire*, t. IV).

2. *Corresp.*, t. VI, lettre DCCCXCVIII.

DE L'HISTOIRE DES GIRONDINS

A LA

RÉVOLUTION DE FÉVRIER

CHAPITRE IX

L'Histoire des Girondins, et son influence. — Par quel motif Lamartine est-il poussé à écrire *L'Histoire des Girondins*. — La souveraineté collective. — La conception de l'égalité et de la communauté. — Lamartine réfute les « chimères socialistes ». — La révolution de 1848 le fait définitivement rompre avec le socialisme. — Lamartine se dit avoir toujours été monarchiste de raison, républicain d'occasion et d'idéal. — Le recul de ses idées sociales et son retour vers le gouvernement autoritaire se font simultanément. — Les causes de ce revirement. — Lamartine ministre. — Il désire la paix et redoute la guerre offensive qui est le « piège de la Révolution ». — Le rêve républicain de Lamartine fut de courte durée et Lamartine perd la popularité. — Il n'est plus écouté par l'Assemblée, mais il y parle quand même, croyant encore parler pour le salut de son pays.

L'Histoire des Girondins, qui parut en 1847, est comme l'introduction à l'époque la plus glorieuse de la vie de Lamartine. Cette œuvre de sentiment et de haute inspiration poétique, fut l'apogée de son enthousiasme révolutionnaire. Le feu de son génie, l'attendrissement pour les malheurs de la famille royale, la couleur vive avec laquelle il peint l'élévation de l'âme des Girondins, les pages émues qu'il consacre à Charlotte Corday et enfin l'admiration qu'il témoigne pour Robespierre, dont il fait la personnification de la Révolution, réveillent dans l'âme de ses contemporains les images de la Révolution purifiée.

En effet, l'histoire de cette Révolution reste dans l'œuvre du poète historien « glorieuse et triste comme le lendemain d'une victoire et comme la veille d'un autre combat » (1). Mais cette histoire pleine de deuil est aussi pleine de foi, car le sang versé par les « martyrs de la liberté » fertilise le champ où « les idées végètent ». Or, tous ces « martyrs », tous ces « ouvriers de l'humanité » ont donné leur vie pour l'avenir. Et, bien qu'ils aient souvent combattu pour la liberté sans la bien comprendre, ils ont néanmoins immolé leur vie à un idéal qui dépassait peut-être leur esprit, mais qui vivait dans leur cœur. Leur œuvre, cependant, n'est que commencée, et Lamartine croit que c'est à sa génération à la reprendre.

Mais l'œuvre de la liberté et de la fraternité peut-elle être reprise telle qu'elle fut abandonnée ? Non, certes, car Lamartine veut que le peuple, en entrant en lutte, soit conscient de son rôle et du but qu'il s'était donné, et le poète songe à éclairer son peuple en lui exposant dans *les Girondins* toutes les fautes et tous les crimes qu'une idée noble, mais mal comprise, peut entraîner à sa suite.

Et, en fait, dans *l'Histoire des Girondins*, la Révolution est montrée dans toute sa beauté majestueuse, car « il n'est pas donné au crime lui-même de dégrader la vérité ; elle survit à tout, même à ses victimes » ; « le sang qui souille les hommes ne tache pas l'idée et, malgré les égoïsmes qui l'avalissent, les lâchetés qui l'entravent, les forfaits qui la déshonorent, la Révolution souillée se purifie, se reconnaît, triomphe et triomphera. »

Ainsi, par l'enthousiasme sincère et par la magie de sa

1. *Histoire des Girondins*, t. VI, p 189-191.

plume, Lamartine a su enlever à la Révolution toute tache sanglante, en rejetant le sang versé par la Terreur sur les bourreaux et en éloignant du peuple toute responsabilité des excès de 93.

La séduction de son génie est telle que l'émotion de l'auteur gagne le public. Cependant, l'émotion de Lamartine fut-elle inconsciente ? fut-elle volontaire ? Un mot de lui nous fait croire qu'elle fut d'abord volontaire. « Pour passionner un peuple, dit-il, il faut qu'un peu d'illusion se mêle à la vérité, car, la réalité seule est trop froide pour fanatiser l'esprit humain (1) ». Mais le poète, voulant émouvoir le peuple, se laisse lui-même gagner par l'émotion. De là vient cette idéalisation des événements de 93 par laquelle Lamartine enflamme les idées généreuses du peuple en lui présentant sous une face nouvelle l'idéal de la Révolution, idéal éteint un moment dans l'âme nationale par le souvenir sanglant de la Terreur.

L'enthousiasme pour ce livre fut énorme. Au banquet offert à Lamartine pour célébrer son succès, un public composé de plusieurs milliers d'hommes et de femmes se presse autour de lui : « A la fin du dîner, un orage, foudre éclairs, vent, langues de feu. Le dôme emporté en mille lambeaux sur les têtes, les piliers ondoyants comme des mâts de vaisseaux, prêts de tomber sur la foule ! Pas un mouvement de terreur ; et les cris de *Vive Lamartine !* répondant seuls, même des voix de femmes, aux coups du vent et du tonnerre... Enfin, essai de discours... tronqué, manqué, emporté par le vent, étouffé par le

1. *Histoire des Girondins*, t. I, p. 20-21. Éd. Hachette.

bruit des écroulements, acclamé par des milliers de voix (1). »

Dans ce discours « tronqué » et « étouffé par le bruit des écroulements », Lamartine dit à ses auditeurs que la « Révolution n'a pas été une misérable sédition de la France car, une sédition s'apaise comme elle se soulève, et ne laisse après elle que des ruines et des cadavres. La Révolution a laissé des échafauds et des ruines, il est vrai, c'est son remords et son malheur, mais elle a laissé un esprit qui durera et qui se perpétuera autant que vivra la raison humaine. »

Il montrait dans son discours, que le gouvernement de juillet égarait la nation de sa voie où il fallait la ramener. Et lui, qui avait repoussé toujours l'idée d'une révolution, désirait maintenant, même au prix de cette révolution, « le retour à la vérité et à la justice. » Sans aller toutefois jusqu'à la violence brutale contre la monarchie, il opposa l'idéal démocratique à l'ineptie du système monarchique et sapa par là les bases du trône de 1830.

« Si la royauté, déclara-t-il, trompe les espérances que la prudence du pays a placées, en 1830, moins dans sa nature que dans son nom ;... si elle s'isole sur son élévation constitutionnelle ;... si elle s'entoure d'une aristocratie électorale, au lieu de se faire peuple tout entier ;... si elle se campe dans une capitale fortifiée ; si elle caresse l'esprit militaire, à la fois si nécessaire et si dangereux à la liberté, dans un pays continental et brave comme la France ; si, sans attenter ouvertement à la volonté de la

1. *Corresp.*, t. VI, lettre DCCCCXI, le 20 juillet 1847.

Nation, elle corrompt cette volonté et achète, sous le nom d'influences, une dictature d'autant plus dangereuse qu'elle aura été achetée sous le manteau de la constitution ;... si elle parvient à faire d'une nation de citoyens une vile meute de trafiquants n'ayant conquis leur liberté, au prix du sang de leurs pères, que pour la revendre aux enchères des plus sordides faveurs ;... si elle fait rougir la France de ses vices officiels ; si elle laisse affliger, humilier la Nation et la postérité par l'improbité des pouvoirs publics, elle tomberait, cette royauté, soyez en sûrs ! Elle tomberait, non dans son sang, comme celle de 89, mais elle tomberait dans son piège ! Et, après avoir eu les révolutions de la liberté et les contre-révolutions de la gloire, vous auriez la révolution de la conscience publique, et la révolution du mépris. »

Ces paroles prononcées dans ce cadre dramatique produisirent un effet énorme et on aurait dit que la nature elle-même avait voulu relever encore le succès du livre et augmenter la popularité de l'auteur.

Mais pourquoi a-t-il choisi 1847 pour faire paraître *l'Histoire des Girondins* ? C'est qu'il croyait l'occasion venue pour la démocratie de se couronner elle-même ; c'est qu'il croyait que l'heure de la justice et de la fraternité avait sonné.

En fait, n'a-t-il pas dit dans *le Voyage en Orient* que « l'éducation des peuples se fait par les révolutions » ? (1) Or, celle de 1789 avait commencé cette éducation, la révolution à venir devait l'achever. D'autre part, il voit dans la politique du gouvernement de Louis-Philippe, la justifica-

1. *Voyage en Orient*, t. I, p. 106.

tion suffisante d'une révolution nouvelle ; et sans y pousser son peuple, il lui indique du doigt la voie seule digne d'un grand peuple... la voie de la liberté.

Toutefois, en acceptant l'idée d'une révolution, Lamartine ne le fait pas sans réserve. Il voudrait voir l'idée de la révolution intacte et pure de tout excès, enfanter la république nouvelle.

Or, dans *l'Histoire des Girondins*, qu'on pourrait bien intituler l'apothéose de la Révolution, Lamartine essaie de tracer le code nouveau de cette république qu'il voudrait légale et pacifique, réconciliant dans une concorde unanime toutes les classes, tous les partis.

Quelle a été l'influence des *Girondins* sur les événements de 1848 ? Ce n'est pas à nous d'en juger, et nous nous bornerons à dire que le livre fit une grande impression sur les contemporains de Lamartine. « Ce livre, écrit M^{me} de Girardin, c'est une révolution, c'est un présage, c'est un symptôme, c'est un décret peut-être ! Ah ! que c'est beau ! mais que d'événements vont naître de ce livre (1) ! » Certes, les *Girondins* n'ont pas provoqué les journées de Février ; l'heure venue, la révolution aurait éclaté sans cette *Histoire*, toutefois, ce livre était de l'huile jetée sur le feu.

« M. de Lamartine, dit encore M^{me} de Girardin dans la même lettre, parle des idées révolutionnaires comme un homme qui aurait découvert le secret de les appliquer sans crime, sans violence, sans orage. » Ces quelques mots caractérisent parfaitement le but que Lamartine s'était donné en écrivant ces pages d'histoire. Il y

1. Vicomte de Launay, *Lettres Parisiennes*, 1847, le 4 avril, lettre LV.

voulait montrer au peuple qu'une révolution est possible sans la guillotine, qu'une liberté achetée au prix de la Terreur n'est pas durable, et que la société peut être fondée seulement sur la liberté conçue par l'amour de l'humanité.

Sans excuser les excès de la Révolution, Lamartine tâche de les atténuer. « Otons, dit-il, le crime de la cause du peuple comme une arme qui lui a percé la main et qui a changé la liberté en despotisme ; ne cherchons pas à justifier l'échafaud par la patrie et les proscriptions par la liberté ; n'endurcissons pas l'âme du siècle par le sophisme de l'énergie révolutionnaire ; laissons son cœur à l'humanité » ; mais avant tout, pardonnons-nous, « fils des combattants ou des victimes. Réconcilions-nous sur leurs tombeaux » (1) !

Cette œuvre de réconciliation « a été, selon P. de Saint-Victor, la préface d'une révolution » (2).

Elle est ardente, cette préface, et Lamartine s'en rend bien compte. « On dit partout, écrit-il au lendemain de l'apparition des *Girondins*, que cela sème le feu dur des grandes révolutions et que cela améliore le peuple pour les révolutions à venir (3) ». Or, c'est à cela que Lamartine songeait surtout, en écrivant son *Histoire*.

Cependant, plus tard, dans la *Critique des Girondins*, il se défend d'avoir désiré la révolution et il déclare avoir envisagé la république comme « une possibilité improbable plutôt que comme un but arrêté et même désirable ».

Il est probable que, sans la politique négative (poli-

1. *Histoire des Girondins*, t. VI, p. 189-191.

2. P. de Saint-Victor, *Lamartine*, p. 7, éd. Planchette.

3. *Corresp.*, t. VI, lettre DCCCC, le 20 mars 1847.

tique intérieure, bien entendu) du gouvernement de Juillet, Lamartine n'aurait pas songé à écrire *les Girondins*, mais la confiance que ce gouvernement avait dans sa propre force l'irritait, et l'insouciance, réelle ou apparente, du parti gouvernemental, mettait le comble à cette irritation.

L'Histoire des Girondins est donc le contre-coup de la politique du gouvernement de 1830.

* * *

En effet, de même que la politique de la Restauration lui fait rompre avec la légitimité, de même celle du gouvernement de 1830 l'éloigne de la monarchie. Toutefois, il ne s'en éloigne que pour peu de temps et il revient à la Monarchie dans *les Mémoires Politiques*. Malgré ses oscillations, il reste toujours fidèle à la liberté, la croyant possible sous tous les régimes.

D'ailleurs, on voit dans les discours de Lamartine, on sent à travers toute *l'Histoire des Girondins*, combien il tient à la liberté sous toutes ses formes : la liberté de conscience ; la liberté de la vie de chaque jour enfin occupe aussi une place considérable dans sa sociologie.

Mais la liberté entraîne l'égalité, et toutes les deux forment les Droits de l'Homme, qu'il ne se lasse pas de revendiquer de 1830 à 1848.

D'autre part, la liberté et l'égalité engendrent la souveraineté collective que Lamartine reconnaît d'ailleurs en 1831 (*Politique Rationnelle*) et qu'il affirme en 1837 (*Utopie*) :

Cette souveraineté collective, n'est-elle pas un gouver-

nement de tous par tous ? En effet, l'auteur des *Girondins* déclare nettement en 1847, qu'« en principe, la représentation nationale doit exister sans exception de classes, de catégories, de fortunes, de professions » et, en suivant la courbe de ses idées révolutionnaires, il trouve en 1848 que : « Tout citoyen est électeur, tout électeur est souverain » (1). Il s'achemine donc par le suffrage universel à la souveraineté collective vers laquelle il se sent entraîné par une sorte d'exaltation révolutionnaire que lui communique l'étude de 93. Mais plus tard, la révolution de 48 ayant refroidi son enthousiasme pour le gouvernement collectif, il se ressaisit, effrayé par les conséquences que, selon lui, un tel gouvernement pourrait avoir pour son pays. Pourtant, malgré cette rétractation, il resta toujours fidèle au principe de la liberté et de l'égalité.

Nous savons bien ce que veut signifier pour Lamartine l'égalité : elle n'était pour lui qu'une égalité devant Dieu et devant les lois.

Cependant il paraît s'éprendre un moment de l'égalité telle que la conçoit le socialisme scientifique ; et, dans *l'Histoire des Girondins*, on aurait pu croire qu'il préfère la communauté des biens à la propriété individuelle. « La vérité, déclare-t-il, est évidemment la communauté chrétienne et philosophique des biens de la terre » (2).

Mais il n'y a pas à se tromper ; Lamartine reste toujours attaché à la propriété et, même en 1847, par la communauté des biens, il comprend seulement l'égalité des biens.

Pour Lamartine, communauté et égalité sont des syno-

1. *Proclamation au peuple*, 1848.

2. *Histoire des Girondins*, t. IV, pp. 213-215.

nymes. Pourtant la communauté n'entraîne pas l'égalité, de même que l'égalité n'est pas forcément la communauté. Et Lamartine paraît s'en rendre compte lorsque quelque pages plus loin, il dit. « La Révolution était faite pour rendre la propriété plus égale et plus accessible à tous les hommes et non pas pour la détruire » (1) La communauté se traduit donc ici comme ailleurs, par un nivellement, et « entre l'homme actif et l'homme inerte, l'égalité des biens devient une injustice, car l'un crée et l'autre dépense ». Enfin, pour que cette communauté des biens soit juste : « il faut supposer à tous les hommes la même conscience, la même application au travail, la même vertu » (2).

Il est évident que Lamartine oppose ici l'égalité matérielle à l'égalité morale qui rend inapplicable la première.

D'ailleurs, l'égalité matérielle entraînerait forcément, selon lui, la ruine de la société; car, comme nous l'avons vu ailleurs, la propriété est indispensable à la vie sociale et par là même à la vie de l'homme, pour lequel elle représente « sa vie d'abord, puis la vie de sa femme, de ses enfants et de sa postérité » (3).

La réponse à Cabet ne fait qu'affirmer cette idée.

« L'appropriation des éléments, y dit Lamartine, est selon moi une loi de la nature et une des conditions de la vie. L'homme s'approprie l'air en respirant, l'espace en marchant, la sol en le cultivant, le temps lui-même, en s'y perpétuant par des enfants. La propriété, c'est l'organisation du principe de vie dans le monde » (4).

1. *Histoire des Girondins*, t. IV, p. 364.

2. *Ibid.*, p. 356.

3. *Ibid.*, p. 363-364.

4. *France Parlementaire*, t. V, p. 106-107, le 17 décembre 1847.

Mais, en maintenant la propriété, Lamartine cherche à l'organiser. En 1848, il indique nettement ce double but, maintien et organisation de la propriété.

« Il faut, dit Lamartine plus tard dans *les Mémoires Politiques*, conserver la propriété et la rendre plus féconde et plus sacrée (1), en la multipliant et en la parcellant dans les mains d'un plus grand nombre. »

Comme il est facile de le voir, les concessions que Lamartine fait au communisme ne sont qu'apparentes, et il préfère toujours la propriété familiale à la communauté fraternelle ; c'est pourquoi la communauté des biens ne sera jamais que le nivellement des biens, comme nous l'avons déjà indiqué, ou même leur morcellement.

Or, ce nivellement même, est rejeté, par lui, dans un avenir lointain et le communisme, qui lui parut noble bien que chimérique, lui devient odieux.

En effet, sa colère est alors tellement grande, qu'il réfute même les « chimères sociales » de J.-J. Rousseau qui, en 1847, était pour lui l'« Ame libre, mais opprimée et souffrante, le soulèvement généreux de son cœur ulcéré par l'inégalité odieuse des conditions sociales » (2), et il maudit son maître qui représentait pour lui « la révolte de l'idéal contre la réalité. »

Son dégoût pour le communisme ne fera que grandir. « Ces divagations, dit-il, en 1862, partent toutes du matérialisme le plus grossier pour arriver dans leur prétendu perfectionnement au sensualisme le plus brutal... Elles ne parlent que de boire, de manger, de palper plus d'or, ou

1. *Mémoires Politiques*, t. XXXIX, p. 323.

2. *Histoire des Girondins*, t. I, pp. 20-21.

plus d'argent... Tout au matérialisme, rien à l'intellectualité, rien surtout à la moralité, à la liberté, à l'effort intérieur, à la victoire divine de l'homme moral sur l'homme brute. » (1)

En reniant le Communisme, se prononcera-t-il pour l'Individualisme? Nullement. L'individualisme est toujours pour lui l'« odieux égoïsme » et sa sociologie en restera où elle s'était arrêtée en 1833 (*Voyage en Orient*), c'est-à-dire, qu'elle oscillera entre le Communisme et l'Individualisme, trouvant le moyen terme dans la Famille.

* * *

La révolution de 1848, qui lui fait rompre à tout jamais avec le Socialisme, le détache aussi de la République qui, une fois réalisée, lui apparaît toute autre qu'il l'avait rêvée. C'est pourquoi il dira, en passant en revue sa vie sociale et politique, avoir toujours été « monarchiste de raison... républicain d'occasion et d'idéal ». Mais, en réalité, il était toujours monarchiste de cœur; il l'était par l'éducation, par l'influence de l'abbé Dumont et par l'atmosphère loyaliste dans laquelle il avait vécu assez longtemps.

« Monarchiste de raison », il l'est devenu peut-être plus tard lorsqu'il croyait qu'il faut un maître aux peuples et lorsqu'il se soumit au gouvernement de Napoléon III, mais alors l'ère des revendications est close.

Or, plus tard, voulant atténuer ses ardeurs républicaines, il dira : « Je n'étais pas républicain de fanatisme... de

1. *Mémoires Politiques*, t. XL, p. 212.

cette crédulité niaise qui attribue aux formes de gouvernement plus de vertu qu'elles n'en ont à tort et à travers » (1) : et, en souvenir des journées de février, il se déclare, en 1862, avoir été républicain d'idéal.

Certes, il l'était jusqu'à un certain point, car il rêvait une république idyllique, comme il avait la vision d'un communisme poétique.

Quant à son républicanisme d'occasion, la théorie de *l'Histoire des Girondins* en fait preuve. Il destine la royauté aux époques calmes ; la république aux époques de crise.

En tout cas, le républicanisme de Lamartine fut de courte durée et, bien qu'il soit difficile d'en fixer les dates, les précisions de ce genre étant très délicates et particulièrement difficiles dans son cas, il nous paraît que les idées républicaines se précisent chez Lamartine au moment où, pour écrire *l'Histoire des Girondins*, il est obligé d'étudier la Révolution et s'éteignent doucement au lendemain de la Révolution de 1848.

En outre, l'étude de la Révolution, il y a, nous semble-t-il, une autre cause encore de l'éveil des idées républicaines chez Lamartine, et c'est la politique réactionnaire du gouvernement de 1830 ; il n'y a cependant qu'une seule cause qui puisse expliquer leur disparition, et ce sont les désillusions que Lamartine éprouva en 1848 par le contact avec la réalité. Ce choc, qui ébranla l'édifice de son système social, apporta le désarroi dans ses idées.

En effet, l'égalité des biens qui était en 1847 : « Un plan

1. *Mémoires Politiques*, t. XL, p. 423 (*Œuvres compl.*)

divin que Dieu fait entrevoir à ses créatures » (1), lui devient odieuse. Désormais, il affirmera qu'avec l'apparition de l'égalité, disparaît « le désir d'acquiescer et de conserver » ; car, « en supprimant l'inégalité, ou supprime le travail » (2), et il ne se lassera pas de montrer à chaque occasion les conséquences funestes du système égalitaire.

Qu'est devenue la charité sur laquelle Lamartine basait tout son système social ? Ayant repoussé le nivellement, il avait donné à la charité, pour seule tâche, de diminuer les inégalités trop flagrantes.

Simultanément avec le recul en sociologie, se laisse apercevoir chez Lamartine un revirement très prononcé vers le gouvernement autoritaire ; désormais, sa sociologie prendra pour base l'inégalité et sa politique s'appuiera sur l'autorité. « Je suis homme de gouvernement avant d'être homme de liberté » déclare-t il, en 1852, et il finit, comme nous le voyons, par sacrifier la liberté à l'autorité.

Il faut chercher la cause de ce revirement des idées sociales de Lamartine dans les troubles de la Révolution de 1848. Car, ayant longtemps cru que la liberté individuelle était assurée par la liberté collective, il la désirait ; mais, quand il fut détrompé, il tomba dans l'opposé ; et, persuadé que la liberté entraînait la démagogie, il finit par sacrifier la liberté au pouvoir..

Il lui était d'autant plus facile de revenir au gouvernement fort que l'idée de gouvernement n'avait jamais été bien précisée chez lui. De la « république à une tête » préconisée en 1831 (*Politique Rationnelle*), il pense, en 1847,

1. *Histoire des Girondins*, t IV, p. 356.

2. *Mémoires Politiques*, t. XL, p. 214.

(*Histoire des Girondins*) qu'un gouvernement tour à tour, République et Monarchie, serait préférable.

Mais, étant allé en 1848 jusqu'au gouvernement populaire, il fut effrayé par les revendications sociales du peuple et alors, se rappelant sa doctrine passée, il abandonne le principe de la liberté pour s'appuyer sur celui de la force.

* * *

Cependant, en 1848, Lamartine était le champion de la liberté, et un des plus actifs membres du Gouvernement provisoire. « M. de Lamartine, dit Garnier-Pagès, montra une netteté et une énergie d'action incomparables. Sa parole n'est pas vain amusement d'un rhéteur, c'est l'irrésistible levier de l'action politique. Ses résolutions, ses idées, ses excitations se précipitent avec la rapidité et l'effet de la foudre ; chaque mot est un coup (1). »

Il est infatigable dans ces journées critiques. Il parle au peuple, il délibère, il rédige des circulaires ; il est partout, et on pourrait dire qu'il se multiplie pour suffire aux exigences du moment.

Mais le peuple s'impatientait, il attendait que le gouvernement se prononçât et le gouvernement se taisait. Enfin, la foule, excitée envahit, le corridor menant à la salle du conseil qu'elle menace d'envahir. Pour sauver la situation, Lamartine propose de passer dans la salle Saint-Jean. Il sort pour s'y rendre et se sent tout de suite enveloppé par la foule qu'il entraîne avec lui vers cette salle. « Elle

1. *Histoire de la Révolution de 1848*, t. II. Séance du 24 février.

regorgeait de foule et de tumulte. Une lueur sinistre, des bouffées de chaleur humaine, émanation de cette fournaise d'hommes, des clameurs, tantôt étouffées, tantôt stridentes, en sortaient. Il fallut longtemps à Lamartine et au groupe qui l'accompagnait pour y pénétrer.

« Il entendit du seuil les voix de quelques orateurs qui l'annonçaient à la multitude. Tantôt, ces voix étaient couvertes d'applaudissements, tantôt repoussées par des termes de défiance, de colère et de dédain (1) — « Oui. oui ! Non, non ! Écoutons Lamartine ! N'écoutons pas Lamartine ! Vive Lamartine ! A bas Lamartine ! » Ces cris étaient accompagnés de gestes violents, de trépignements, de coups de crosse de fusil sur le plancher.

« Pendant ce tumulte, Lamartine se faisait péniblement jour à travers l'encombrement de la porte. Il était soulevé en avant par des bras vigoureux jusqu'au pied du petit escalier intérieur qui conduisait au sommet d'une estrade, espèce de tribune d'où l'on parlait au peuple. Les ténèbres de la nuit, mal dissipées par quelques lueurs au centre de la salle, la vapeur des lampes allumées à ses pieds, la fumée des coups de feu tirés tout le jour dans les cours et pénétrant de là par les fenêtres, l'espèce de brouillard que la transpiration fiévreuse et l'haleine hale-tante d'un millier d'hommes répandait dans la salle l'empêchaient de discerner nettement cette scène. Il se souvenait seulement qu'il dominait une foule frémissante à ses pieds ; les visages pâlis par l'émotion et noircis

1. Nous nous permettons de reproduire ici ce passage, un peu long, qui caractérise si bien le rôle de conciliateur, joué par Lamartine, et qui montre les difficultés qu'il rencontrait.

par la poudre étaient éclairés au pied de l'estrade seulement, et tournés avec des expressions diverses de son côté.

« Au delà de ces premiers rangs de spectateurs debout, des lueurs s'éteignaient par degrés dans l'ombre, ne laissant entrevoir sur le plein-pied, au fond, autour et sur des gradins adossés aux murs de la salle, que des ombres agitées et innombrables qui se mouvaient dans le crépuscule de cette demi-nuit. Seulement, les sabres, les canons de fusil, les baïonnettes réverbéraient çà et là les clartés des lampes sur le poli du métal, s'agitaient comme des gerbes de feu sur la tête de la multitude à chaque frémissement de l'auditoire.

« Des cris contradictoires, fiévreux, frénétiques sortaient à chaque motion de ces milliers de bouches, véritable tempête d'hommes, où chaque vent d'idées parcourant la foule arrachait à chaque nouvelle vague un mugissement de voix... » Et, pendant que Lamartine parlait au peuple qui, enivré de la liberté, venait revendiquer ses droits de souveraineté : « De quel droit vous érigez-vous en gouvernement » lui cria-t-on de la foule ?

« De quel droit, répondit-il. Du droit du sang qui coule, de l'incendie qui dévore vos édifices, de la Nation sans chefs, du peuple sans guide, sans ordre, et, demain peut-être, sans pain ! Du droit des plus dévoués et des plus courageux ! Citoyens, puisqu'il faut vous le dire, du droit de ceux qui livrent les premiers leurs âmes au soupçon, leur sang à l'échafaud, leur tête à la vengeance des peuples ou des rois pour sauver la Nation ! »

Dans cette lutte pour la République qu'il voulait à tout prix défendre contre les dangers d'une nouvelle Terreur,

il se montra superbe. Et, pour défendre la république, il se posa en ennemi du socialisme communiste, qu'il voyait dangereux pour la république naissante.

Cependant les socialistes, voyant une partie de leur rêve accompli par la proclamation de la République démocratique, crurent pouvoir, en quelques jours, résoudre la question sociale comme venait d'être résolue la question politique. Il est vrai que le « nivellement social, loi de justice, paraît être le plan de la nature dans l'ordre politique » ; mais Lamartine pense qu'« accompli en un moment, ce serait un cataclysme semblable à ceux qui déjà ont englouti tous les êtres vivant sur la surface de ce globe ; lent, gradué et insensible, au contraire, il rétablira l'égalité de niveau et de fertilité sans écraser une fourmi. » (1)

En rejetant le nivellement dans un avenir lointain, Lamartine avait « la conviction raisonnée que le communisme détruirait à la fois la famille, le travail, le capital, le salaire, l'État et la population même » ; car, selon lui, le communisme « n'est pas la vie, mais le suicide d'un peuple. » (2)

Mais, « comme le travailleur, pressé par la faim, n'a pas toujours et immédiatement sa liberté complète de débattre son droit et de proportionner ainsi le prix de son travail au service qu'il rend au capital », Lamartine admet dans une certaine mesure l'État comme arbitre ou comme le grand *prud'homme* entre les exigences contraires de deux contractants.

1. *Histoire des Girondins*, t. V, p. 440.

2. *Correspondance Lettre à M. Durand*, t. VI, lettre DCCCCXIX, 9 septembre 1847.

« Il voulait de plus que l'État, providence des forts et des faibles, fournit, dans certains cas extrêmes, déterminés par l'administration, du *travail d'assistance* aux travailleurs sans aucune possibilité de se procurer le pain de leurs familles. Il demandait une *taxe des pauvres*. Il ne voulait pas que le dernier mot de la société civilisée à l'ouvrier manquant d'aliments et d'abri fût l'abandon et la mort ; il voulait que ce dernier mot fût du travail et du pain. » (1)

En accordant à l'État le rôle d'intermédiaire entre les capitalistes et les prolétaires, Lamartine rejetait tout système qui eût rendu l'État propriétaire de tous les biens. « Quoi, s'écriait-il, l'État seul serait libre, les individus seraient tous prolétaires ? Quel progrès ! Ce ne serait pas là le triomphe, ce serait le vertige de la démocratie (2) ! »

Comme on le voit, Lamartine comprenait le rôle de l'État autrement que les socialistes communistes qui ne voulaient d'autre propriétaire que l'État.

Dans cette lutte avec le gouvernement provisoire, les socialistes ne se décourageaient pas ; et, ne pouvant pas faire adopter la loi sur l'organisation du travail, avaient, en attendant, accepté la proclamation du *droit au travail* qui eut pour suite l'ouverture des ateliers nationaux.

Ils voyaient dans ces ateliers le noyau d'une organisation qui, en se développant, aboutirait à l'accomplissement de leur rêve communiste tandis que la majorité des membres du gouvernement provisoire, dont était Lamartine, n'y voyait qu'un moyen d'occuper les sans-travail et une charité honorable de la part de l'État.

1. *Hist de la Rév.* de 48, t, I, p 73.

2. *La Presse*, 1844.

En effet, Lamartine accepta le projet des ateliers, non comme un système, mais comme « un expédient d'ordre et une ébauche d'assistance publique, commandés le lendemain de la Révolution par la nécessité de nourrir le peuple et de ne pas le nourrir oisif, pour éviter les désordres de cette oisiveté » (1). Et, en réalité, les ateliers nationaux ont, jusqu'à un certain point, justifié le rôle que Lamartine leur assignait.

La tâche des premiers jours du gouvernement démocratique n'était donc pas facile à accomplir. Il fallait dominer les passions populaires et fonder un nouveau gouvernement. Mais, malgré les incidents des débuts du régime républicain, Lamartine était plein de confiance dans l'avenir qui se présentait à lui comme la réalisation de ses rêves républicains. « Tout est gagné, s'écrie-t-il. La République nouvelle, pure, sainte, universelle, populaire et transcendante, pacifique et grande est fondée » (2).

En effet, pour lui la république était la réalisation d'un certain idéal qui comprenait comme éléments la liberté, la souveraineté du peuple, la paix et le progrès ; elle représentait la révolution de 1789 améliorée, corrigée, purifiée. Et Lamartine, indifférent en matière de gouvernement tenait, en ce moment, surtout à la souveraineté du peuple et donnait plus d'importance à l'idée qu'au nom.

Voulant inaugurer le règne de la démocratie par un acte digne d'un peuple généreux, il fait voter au gouvernement

1. *Mémoires Politiques*, t. XXXIX, p. 108.

2. *Corresp.*, lettre DCCCCXXIV, février 1848.

provisoire l'abolition de la peine de mort (1) et ensuite la suppression de l'esclavage.

En même temps, en qualité de ministre des Affaires étrangères, il rédige le *Manifeste* aux puissances étrangères, où il développe l'idée de la politique de paix, de propagande libérale et de conquête intellectuelle par l'influence des idées et du génie de la France démocratique.

Cette politique fut toujours la sienne et, arrivé au pouvoir, il voulait en faire la politique de son pays.

Dans un langage poétique et nouveau en diplomatie, il montrait dans ce manifeste la différence entre la république de 1792, belliqueuse par nécessité, et celle de 1848, pacifique dans ses intentions et ses principes ; république par le droit naturel et le droit national, qui n'avait pas besoin d'être reconnue pour exister ; qui sans désirer la guerre, ne la craignait point ; résolue à ne voiler ni sa liberté au dedans, ni son principe démocratique au dehors. « Si la France, disait-il en terminant, a la conscience de sa mission libérale et civilisatrice dans le siècle, il n'y a pas un de ses mots qui signifie guerre ; si l'Europe est prudente et juste, il n'y a pas un seul de ses mots qui ne signifie paix » (2).

1. Lamartine réclame l'abolition de la peine de mort, dans ses discours à la Chambre (16 mai 1834), à la Société de morale chrétienne (1836-1837), dans la pièce de vers : *Contre la peine de mort*, écrite au lendemain de la révolution de 1830. Il en parle aussi dans sa *Politique Rationnelle*. « Il faut refaire en entier la législation criminelle sur des principes plus chrétiens, y dit-il. Il faut effacer la peine de mort, indispensable à une société imparfaite, déplacée et nuisible actuellement ». En 1848, il se déclare pour l'abolition complète de la peine de mort, mais les autres membres du gouvernement provisoire s'étant opposés à ce projet, on vota l'abolition de la peine de mort en « matière politique. »

2. *Mémoires Politiques*, t. XXXIX, p. 32.

Or, aux journées de février, il désirait la paix plus que jamais, car il se rendait bien compte combien elle était favorable au développement de la démocratie naissante. Et s'il redoutait la guerre, ce n'était pas autant pour les dangers qu'elle présentait pour le pays, car il avait confiance dans le génie militaire de la France, que pour ceux dont elle aurait pu menacer la liberté. Mais en désirant la paix, il la voulait sans faiblesse et sans compromis, car il estimait que, sans tirer l'épée, le peuple français pouvait parler à l'Europe « du haut de la révolution démocratique. »

Toujours pacifique, il redoute la guerre offensive qui est « le piège de la Révolution », car « la Révolution est idée et n'est pas conquête. Ce sont les idées invisibles et invulnérables de nature, qui doivent combattre pour elle dans l'esprit des peuples, mais pour que ces idées se naturalisent dans l'esprit de ces peuples, il faut désarmer ces idées, car une vérité présentée à la pointe des baïonnettes n'est plus une vérité : c'est un outrage » (1).

Comme dans ses poésies et dans ses discours, le ministre-poète chantait aussi dans ses circulaires diplomatiques la France terrible à toute les oppressions, compatissante à toutes les infortunes. Et, dans ces journées glorieuses, sa voix n'était que la voix de la nation, une voix qui disait mieux et avec plus d'éclat ce que chacun pensait, ce que chacun sentait, ce que chacun aurait voulu dire.

C'est ainsi que la veille des élections, un maire villageois des Basses-Alpes, en vulgarisant l'idée de Lamartine

1. *Cours*, t. IV, p. 184.

Nul n'est esclave et tous sont rois,

dit à ses concitoyens : « Encore huit jours et dix millions de rois, les uns en habit fin, les autres en carmagnole, mais tous égaux en pouvoir, tous égaux en liberté, vont se dresser à la même heure d'un bout de la France à l'autre (1). »

Mais le rêve de Lamartine fut de courte durée. La France ayant, par les élections, reçu le baptême de l'égalité, en fut effrayée et après avoir un moment crié : « Vive la République », prit le chemin de la réaction.

Lamartine voyait avec tristesse s'évaporer toutes les illusions qu'il s'était faites sur la concorde nationale. Il voyait renaître les passions politiques et il cherchait un rapprochement avec les socialistes, croyant ainsi pouvoir accorder les intérêts de toutes les classes.

Mais il se trompait et cette illusion lui coûta sa popularité. Necker, dit-il en 1855, « ignorait que la popularité, quelque grande qu'elle soit, est, comme l'air, une puissance qui élève, mais qui ne porte pas » (2). Ne pensait-il pas à lui-même en parlant du ministre de la veille de la Révolution ?

La volonté du peuple l'avait revêtu du pouvoir, l'enthousiasme populaire avait porté au comble sa popularité, qu'il ne voulut pas tourner à son profit personnel et aussitôt qu'il crut sa mission accomplie, il remit son pouvoir entre les mains de la nation qui, une fois l'enthousiasme passé, oublia l'homme qu'elle portait aux nues la veille.

1. Discours de Turriès, maire de Thoard, cité d'après G. Weill, *Hist. du parti rép.*, p. 298.

2. Lamartine, *Hist. des Constituants*, p. 139.

Malgré le rôle important qu'il continue à jouer dans les événements du 15 mai, Lamartine reste désormais dans l'ombre ; il n'est qu'un simple citoyen, presque effacé dans le drame où, en réalité, il avait joué un des premiers rôles, tant les événements avaient vite marché depuis le banquet de Mâcon et les journées de Février.

La lutte qu'il menait contre Louis-Napoléon, l'obstination avec laquelle il s'opposait au retour des Bonaparte en France, ne faisait qu'ajouter à son impopularité.

Lamartine avait en horreur ce nom qui, pour lui, représentait toujours « la contre-révolution ». Mais Louis-Napoléon sortit vainqueur de cette lutte, malgré l'action désespérée que Lamartine développa contre lui.

Aussitôt tombé, il se trouve en butte aux accusations injustes, aux attaques violentes ; on lui reproche d'avoir trompé le peuple en lui promettant l'organisation du travail et de l'autre côté, on lui fait un crime d'avoir pactisé avec les communistes.

Cependant, on savait bien que, non seulement Lamartine ne promettait point l'organisation du travail, mais qu'au contraire, il s'y opposait de toutes ses forces, soutenant qu'il ne comprenait pas ce que voulaient dire ces deux mots « organisation et travail » mis ensemble.

Quant au reproche d'avoir pactisé avec les communistes : « Hé oui ! s'écrie-t-il, sans doute, j'ai conspiré avec Sabrier, j'ai conspiré avec Blanqui, j'ai conspiré avec plusieurs autres. Savez-vous comment j'ai conspiré ? J'ai conspiré comme le paratonnerre conspire avec la foudre (1). »

En effet, on ne pouvait pas trouver une image plus juste et plus heureuse pour illustrer les rapports de Lamartine avec les communistes. Mais cela ne fut pas tout. On lui fit boire le calice jusqu'à la lie, ne lui épargnant pas une goutte de l'amertume et on alla jusqu'à l'accuser d'avoir détourné l'argent du Trésor.

Pour se défendre contre toutes ces calomnies, il fut obligé d'écrire *la lettre aux dix départements* (1), où il dut entrer dans les détails de sa fortune personnelle, pour démontrer qu'il était sorti du pouvoir plus pauvre qu'il n'y était entré. « Voilà les révolutions ! conclut-il avec mélancolie. Leurs plus grands phénomènes ne sont pas leurs crimes, ce sont leurs erreurs ! Je n'en accuse personne, car personne n'est coupable de l'obscurité à l'heure où il fait nuit sur le monde. »

Toutes ces attaques remplissent son cœur de tristesse, cependant ses adversaires ne peuvent pas arriver à lui arracher un seul mot de malédiction, ni même de colère. « En fait de haine, dit-il en 1858, je veux mourir insolvable », et tel fut toujours son sentiment.

En présence de ces accusations, on aurait pu croire que Lamartine, compromis et privé de toute influence, ne va plus jouer aucun rôle dans l'histoire de son pays ; mais la France, en rédigeant sa Constitution, avait encore besoin de cet homme qui représentait le « principe ».

Et Lamartine, en oubliant les offenses, ne refusa point de servir jusqu'au bout sa patrie.

Il prit donc part aux débats sur la Constitution et s'il

1. *Lettre aux dix départements*, le 25 août 1848.

s'y décida, ce fut pour défendre « le principe moral », de la Révolution de février et pour l'opposer aux opinions matérialistes sur les questions sociales, opinions qui paraissaient tout absorber.

« On dirait que la société humaine en France ne se compose que de pain et de viande... En vérité, il semble que vous pourriez effacer ces trois mots magiques que nous nous proposons d'inscrire sur le frontispice de notre Constitution : *liberté, égalité, fraternité*, et les remplacer par ces deux mots immondes : *vendre et acheter*.

» Protestons, s'écrie-t-il à la fin, protestons avec courage pour ces déclarations de principes et d'humanité qu'on nous refuse avec une si aveuglante persistance ! Protestons pour nous, pour nos enfants, pour notre époque, pour l'avenir, pour notre justification d'avoir fait une révolution. »

Et il expose ses idées, que nous connaissons, sur le droit au travail et sur la propriété, en déclarant qu'il *adorait* la propriété « comme principe divin, comme loi de Dieu, comme fibre constitutive de la nature de l'homme » ; qu'elle était selon lui « une condition inhérente même à la nature humaine (1). Mais, continue-t-il, s'ensuit-il que la propriété n'est pas perfectible ? » Certes, il ne faut pas écrire le droit au travail « d'une manière abusive et ridicule. Écrivez-vous que tout individu sur la surface du sol a le droit à toute nature de travail ? Mais ce serait écrire, du même mot l'absorption de tout capital par l'impôt et l'anéantissement même du capital. » Mais, quand « par suite

d'accidents supérieurs à la prévision humaine, des hommes, sur la face de la République, manqueront de pain », on doit leur reconnaître le droit au travail dans le sens du « droit à l'existence », du « droit de vivre, c'est-à-dire le droit au travail dans le cas de nécessité démontrée, et dans des conditions de salaire inférieures aux taux des salaires privés, en sorte que nul individu ne puisse offrir ses bras sans trouver du pain ou souffrir sans être soulagé, sur la surface de la République. » Et il propose un amendement substituant le *droit à l'existence par le travail*, au *droit au travail*.

» Nous voulons écrire, dit-il, un droit moral de plus dans le code de la République : le droit de vivre et d'être soulagé. Nous vous demandons seulement d'écrire ce que vous pensez, ce que vous sentez, ce que vous faites, ce que vous rougiriez de ne pas faire... Tant que vous avez une vérité contre vous en dehors de la Constitution, ne dormez pas tranquilles. La vérité dans tout ceci, c'est la souffrance des masses, c'est la nécessité d'y pourvoir selon vos lumières et selon vos forces ; non pas seulement comme hommes, comme peuple chrétien, mais comme législateurs prévoyants... Danton s'écriait : « De l'audace ! citoyens, de l'audace ! et encore de l'audace ! »... Et moi je vous dis : Du cœur, citoyens, du cœur ! et toujours du cœur pour le peuple ! et le peuple donnera le sien à vous et à la République. »

Mais son discours fut faiblement écouté et l'amendement fut repoussé comme projet qui, aux yeux de la majorité des membres de l'Assemblée, était revêtu d'une forme socialiste. Lamartine cependant ne se décourageait pas du

manque d'attention de la part de ses collègues et parlait quand même, croyant encore parler pour le salut de son pays, mais son rôle était fini et l'effort était inutile.

On connaît les idées sociales de Lamartine, après la Révolution de février, que nous avons exposées chaque fois que l'occasion s'en présentait au cours de cette étude ; nous n'y reviendrons donc pas ; nous dirons seulement pour terminer que, si ses théories communistes et ses convictions républicaines n'ont qu'une durée éphémère, il faut en chercher la cause dans les excès de la démagogie qui lui enlevèrent ses illusions ; ensuite et surtout, dans ses principes mal délimités. Il restera attaché toutefois aux principes de liberté et d'égalité ; mais ceux-ci seront cependant beaucoup plus accommodants dans *le Cours de Littérature* que dans *l'Histoire des Girondins*. L'ère des revendications est terminée ; elle finit avec les journées de février.

CONCLUSION

Après avoir étudié les idées sociales de Lamartine à travers toutes les phases de sa vie, il nous reste à résumer en quelques mots leur genèse et à parcourir rapidement les événements qui, au lendemain de la Révolution de 1848, font naître chez lui le pessimisme social.

Si, d'une façon générale, l'éducation et le milieu contribuent à façonner la mentalité et le caractère de l'homme, ceci est surtout vrai pour Lamartine dont la nature, d'une rare sensibilité, devait garder ineffaçables les impressions de l'enfance.

La vie au milieu d'un peuple laborieux ; le respect de toute condition sociale, si humble qu'elle soit, et de tout travail ; l'égalité qui, bien que hiérarchique, portait le caractère d'une grande élévation ; la compassion délicate mêlée de respect pour les malheurs d'autrui ; les vertus pratiquées par sa mère ; l'exemple d'une vie simple et basée sur la haute morale, telle était l'atmosphère dans laquelle se forma le caractère de Lamartine. C'est grâce à ces influences qu'il se sent de bonne heure porté à un besoin de sacrifice, à cette soif d'apporter sa vie en offrande à

l'humanité. Mais, comme ses idées sociales dépendent directement de sa vie intime, des désenchantements personnels lui suggèrent des réflexions pessimistes, aussi éphémères que les causes qui les avaient éveillées et, à travers ces boutades passagères, on voit naître l'idée du devoir de chaque citoyen vis-à-vis de la société et de l'humanité.

Le contact direct avec le peuple, ses lectures, l'influence de sa mère et de son époque ont fait de Lamartine l'ami des déshérités et ont eu une grande part dans la formation de ses idées sociales. D'autre part, les traditions de la famille, le milieu légitimiste où il a été élevé, l'influence de l'abbé Dumont, très attaché aux Bourbons, l'ont rendu monarchiste. Le « salon » de son oncle François de Lamartine a contribué à éveiller en lui « cette indépendance d'idées et cette dignité de résistance sans faction aux partis triomphants ». Ceci nous explique pourquoi Lamartine, monarchiste, n'a pas tardé à se détacher des Bourbons aussitôt qu'il s'est aperçu que le peuple n'a rien à attendre de ce côté, et pourquoi, dès lors, il était prêt à reconnaître n'importe quel gouvernement, pourvu que celui-ci parût capable d'assurer la liberté et le bonheur de la nation.

Ce revirement dans ses idées politiques ne s'est pas produit sans hésitations et sans luttes intérieures, car au fond Lamartine était un royaliste que les événements avaient affranchi de toute solidarité avec les Bourbons. Son amour passionné de la liberté, la haute idée qu'il avait de la justice l'ont emporté et

lui ont fait voir par delà de la forme monarchique le problème démocratique et humanitaire. Son refroidissement pour les Bourbons, lui permet de reconnaître la Monarchie de 1830 et, à ceux qui le lui reprochent, il répond qu'un pouvoir qui aurait fondé le régime de la liberté mériterait plus de la postérité que s'il avait fondé une dynastie ; mais il s'aperçoit bientôt combien ses illusions étaient vaines.

Ne pouvant plus espérer en une monarchie démocratique, ni remonter aux « royautés impossibles » et ne voulant pas « descendre aux anarchies incon nues », Lamartine devient républicain. Cette évolution qui commence avant la révolution de juillet et s'accentue plus fortement en 1834 est, comme nous l'avons signalé au cours de cette étude, déjà presque achevée en 1839, et l'année 1843 commence une phase nouvelle dans la politique de Lamartine. C'est en 1843 qu'il se détache définitivement des conservateurs, découragé par leur résistance à toute réforme, et se tourne vers l'opposition à laquelle il indique une voie nouvelle où il ne s'agit plus pour elle « de servir de bélier pour enfoncer successivement les portes de tous les ministères et de rester toujours avec la certitude d'avoir à combattre le lendemain les hommes qu'on y a fait entrer la veille », mais de « changer la politique tout entière. »

Homme de la Restauration à tendances réformistes, devenu républicain ; conservateur avec des vues et des impatiences de radicalisme ; radical avec des habitudes et des traditions conservatrices ; adver-

saire résolu et systématique de ce qu'il appelle « le système » ou « la pensée du règne », c'est-à-dire, selon sa définition, de cet ensemble, de cette série, de cette tradition des pensées politiques qui se résument, qui s'incarnent, qui se succèdent dans des ministères, et par-dessus tout poète, homme d'inspiration et d'entraînement, tel nous apparaît Lamartine à travers son activité politique.

Député, il devient le tribun des malheureux ; il prêchera la révolution, le socialisme, le collectivisme, le communisme. Mais tout en s'enthousiasmant pour les idées socialistes, Lamartine, comme nous avons essayé de le montrer, ne fut jamais socialiste dans le sens scientifique de ce mot. Il ne s'imaginait point une société sans une hiérarchie : maîtres charitables et généreux d'une part, serviteurs dévoués et fidèles de l'autre ; n'est-ce pas là un pieux souvenir gardé de son enfance ?

L'égalité absolue lui paraissait impossible et contre nature, et il se représentait le régime futur comme une époque évangélique fondée sur l'amour universel, sur la charité et sur la haute morale du genre humain. Le côté matérialiste du progrès lui était antipathique ; il le basait sur l'évolution purement morale, et ceci fit qu'il ne put s'entendre avec les socialistes matérialistes de son époque. Il avait poétisé le Communisme comme il avait poétisé la République ; quoi d'étonnant que ses rêves aient échoués devant la réalité ? Il croyait à une fraternité idyllique soutenue par la charité, et au communisme basé sur la

propriété, comme il rêvait une république sans lutte de partis. Il a dit ses rêves dans ses poésies, dans ses œuvres en prose, dans ses discours, où au-dessus de tous ses sentiments, de toutes ses idées, plane le grand rêve d'un amour universel, d'un amour qui, non seulement domine, mais qui pénètre, qui enveloppe tous les autres sentiments, amour dans lequel tout prend racine et auquel tout aboutit. Son esprit pacifique, son incapacité de haïr, son indulgence universelle que certains pourraient reprocher à Lamartine historien et homme politique, deviennent chez le penseur de hautes qualités.

Ses aspirations vers l'infini, l'immensité de l'amour pour l'humanité, l'attente, la certitude même du bien lui ont fait penser que les passions et les intérêts personnels disparaîtront avec la naissance de la liberté et de l'égalité. Les incidents de la révolution ainsi que ceux qui la suivirent, furent un coup terrible pour Lamartine ; son optimisme politique et social s'écroule et à sa place apparaît le pessimisme dont seront pénétrées toutes les idées de la fin de sa vie.

La République fut un rêve qu'il crut un moment durable ; mais, lorsqu'il fut déçu, il ne regretta point de l'avoir rêvé et d'avoir joué son rôle dans la révolution dont la République était sortie. « Quelque chose qui arrive, dit-il, comme s'il pressentait que la République ne durerait pas, il sera beau dans l'histoire d'avoir tenté la République... Ce sera un rêve si vous voulez ! Mais elle aura été un beau rêve

pour la France et le genre humain ! » Et, voyant la cause de la liberté compromise pour un temps, il ne désespère point de la retrouver, car il croit encore dans l'avenir « pour les idées et pour l'humanité. »

Pourquoi fallait-il qu'après avoir contribué à fonder la République, il réfutât ses idées qui, bien que basées sur une conception poétique de la vie sociale, sont pénétrées d'un idéal si élevé qu'elles suscitent l'admiration et le respect de tout homme épris de justice et de liberté. N'est-ce pas dans la vie même, qui ne lui avait ménagé aucune désillusion, aucune amertume, qu'il faut chercher la raison de son découragement et de son pessimisme, succédant au bel élan des débuts de son activité politique et sociale.

En effet, lorsqu'on passe en revue la vie de Lamartine, son enfance libre et riante, sa jeunesse pleine de promesses, son âge mûr entièrement voué au travail pour le bien de son pays et plein de rêves de bonheur pour l'humanité, on ne peut se défendre d'une émotion profonde en pensant à sa vieillesse qui semblait devoir être belle et heureuse et qui fut si infiniment triste. Pourtant, malgré toute l'ingratitude de ses contemporains, Lamartine n'a de rancune contre personne, et s'il veut rester « insolvable en fait de haine », c'est parce qu'il est tout sentiment, parce que ses idées naissent dans son cœur et que ce cœur était tout bonté.

Comme homme *social*, Lamartine a su garder sa personnalité et son originalité ; il est toujours resté lui-même, c'est-à-dire, l'homme d'instinct,

d'impression, d'intuition, homme qui, sous l'apparence d'une harmonieuse unité, garde son caractère particulièrement multiple, homme enfin qui a porté dans toutes ses aspirations sociales la hauteur et la douceur de ses vers.

*
* * *

Puisque « le bonheur le plus général » est sa plus grande préoccupation et puisque la plus belle période de sa vie a été consacrée au service de l'humanité, pourquoi croire plutôt au Lamartine de 1861 qu'au Lamartine de 1835 ou de 1848 ? Pourquoi juger Lamartine au temps de sa détresse et oublier Lamartine homme d'action et en possession de toutes ses facultés ? Car, de toute évidence, il fut républicain et socialiste chrétien pendant la plus belle période de sa vie, celle où il rêvait d'une fraternité générale et d'une patrie universelle, d'un amour qui aurait embrassé non seulement l'humanité, mais toute créature.

Jugeons-le donc suivant le principe qu'il appliqua lui-même aux autres : « Je crois aux grands hommes, dit-il, en parlant du *Mémorial* de Sainte-Hélène, dans la plénitude de leurs facultés et de leur vie et pas du tout dans la décadence de leur génie et de leur fortune. » Ne croyons donc pas au Lamartine disant : « Je suis homme de gouvernement avant d'être homme de liberté. » C'est, au contraire, comme champion fervent de toute idée noble qu'il vivra

dans notre mémoire ; n'oublions pas que les espérances de paix, de liberté, de fraternité qui ont un moment fasciné non seulement la France, mais l'Europe tout entière se rattachent étroitement au nom de Lamartine.

Vu et admis à soutenance,
le 4 mai 1915 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISSET

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DES AUTEURS OU DES PERSONNAGES MENTIONNÉS
DANS L'OUVRAGE

- Achille, 13.
Alféri, 20.
Arago, 135.
Aulard, 83.
- Bernardin de Saint-Pierre, 10.
Berry (duc de), 89.
Bienassis, 19.
Blanc (Louis), 51, 115.
Blanqui, 51, 134, 173.
Bonaparte, 22, 59, 173.
Bordeau (duc de), 89.
Bourbons, 7, 23, 24, 34, 35, 38, 39, 42, 45, 88, 89, 180.
Bruys d'Ouilly, 86.
- Cabet, 51, 159.
Canonge (M^{lle}), 28.
Capponi (marquis de), 115.
Cavaignac, 136.
Chamborant de Périssat, 39.
Charles (M^{me} Elvire), 24, 25, 26, 30, 31, 63.
Chateaubriand, 122.
Colomb (Christophe), 60.
Corday (Charlotte), 150.
- Dante, 124.
Danton, 176.
Delavigne, 90.
Dumas, 95, 104.
- Dumont (abbé), 9, 21, 161, 180.
Durand, 167.
- Fénelon, 10.
Fieschi, 125.
Fourier, 50, 73, 75.
Fourière et Rouanet, 126.
- Garnier Pagès, 164.
Genoude, 92, 94.
Gide et Rist, 73, 74, 83.
Girardin M^{me} de (vicomtede Launay), 155.
Guillemardet, 97, 98, 110.
Guizot, 122.
- Henri IV, 26.
Homère, 14, 16.
Hugo (Victor), 75.
- Jaurès (Fourière et Rouanet), 126.
- Lacretelle, 9, 21.
Lamartine (M^{me} de), 21, 99.
Lamartine (Julia), 31.
Lamartine (abbé de), 5, 13.
Lamartine (Pierre de), 5, 6, 7.
Lamartine (François de), 180.
Launay (vicomte de); M^{me} de Girardin, 155.

- Louis XV, 5.
Louis XVI, 23.
Louis XVIII, 23, 24.
Louis-Philippe, 33, 41, 44,
117, 126, 139, 154.
Louis-Napoléon, 137, 173.
- Mickiewicz (Adam), 37.
Monnet (Thuriet), 134.
Montaigne, 18, 19, 68.
Montalembert, 134.
- Napoléon I^{er}, 18, 22, 24, 89.
Napoléon III, 161.
Necker, 172.
Newton, 37, 57.
- Orléans (duc d'), 6.
- Polignac (prince de), 39.
Proudhon, 74, 76.
- Reyssié, 26.
Robespierre, 150.
Rohan (duc de), 64.
- Rousseau (J.-J.), 6, 18, 19,
51, 68, 69, 72, 75, 78, 80, 83,
97, 98, 102, 103, 160.
Royaumont, 8.
Rois Alix (des). M^{me} de
Lamartine, 6.
- Sainte-Beuve, 99, 100.
Saint-Simon, 21, 42, 48, 49, 50,
52, 53, 54, 55, 56, 57, 60,
61, 63, 73, 75, 78, 79, 80,
82, 102, 103.
Saint-Victor (P. de), 156.
Sarcey (comte de), 39.
Sobrier, 173.
Sterne, 115.
- Thiers, 106.
Turries, 172.
- Virieu, 20, 23, 27, 40, 43, 44,
84, 86, 90, 116, 121.
Voltaire, 10.
- Weill (G.), 50, 52, 54, 79,
122, 125, 136, 172.

TABLE DES MATIÈRES

L'ENFANCE DE LAMARTINE

Pages

CHAPITRE PREMIER. — L'enfance d'Alphonse de Lamartine. — Son éducation physique. — Ses premiers maîtres. — L'influence de sa mère. — Lamartine au lycée de Lyon et sa fuite. — Lamartine chez les Jésuites à Belley. — Ses amitiés. — Sa soif de liberté. — Sa piété. — Sa haine contre les congrégations et son sentiment de reconnaissance pour les pères jésuites, ses maîtres. — Ses vacances dans la maison paternelle et chez son oncle, l'abbé de Lamartine. — Les serviteurs considérés comme des égaux. — Le caractère de cette égalité.....	5
---	---

LA JEUNESSE DE LAMARTINE

CHAPITRE II. — Jean-Jacques Rousseau et Montaigne, auteurs préférés de Lamartine. — Ses rêves de jeunesse. — Le séjour de Lamartine à Lyon et en Italie. — Qu'est-ce que la patrie? — Malgré ses idées quasi-internationales, Lamartine est foncièrement Français. — La chute de Napoléon et les sympathies dynastiques de Lamartine. — Ses préférences pour la diplomatie. — Son patriotisme. — Ses espérances et ses déceptions.....	18
--	----

LES PREMIÈRES VUES DE LAMARTINE AU SUJET DE LA POLITIQUE

CHAPITRE III. — La rencontre de Lamartine avec Madame Charles. — La conversion de Lamartine et son retour momentané vers Dieu. — Lamartine, ennemi des libéraux et de la liberté de la presse. — La force comme seul moyen de gouvernement. — La paix, l'ordre et la justice — comme seule fin de tout gouvernement. — Lamartine n'appartient à aucun parti politique. — Son scepticisme social. — La corrélation entre ses sentiments religieux et ses idées sociales.....	23
---	----

LE CONFLIT ENTRE LES SENTIMENTS DYNASTIQUES ET LES IDÉES SOCIALES NAISSANTES

- CHAPITRE IV. — La confiance de Lamartine dans un meilleur avenir.
— Son dégoût pour la politique des cours. — Le conflit entre ses sympathies dynastiques et son patriotisme. — L'État comme religion du citoyen. — Par patriotisme, il ne conspire pas contre Louis-Philippe. — Lamartine se prépare aux élections. — L'idée d'« un renouvellement ». — Il croit dans la destinée de l'humanité et dans la mission qu'il a à accomplir. — L'influence du voyage en Orient sur les idées de Lamartine..... 33

LA POLITIQUE RATIONNELLE

- CHAPITRE V. — Lamartine s'affranchit de ses sentiments dynastiques. — Sa conception du devoir de citoyen et de patriote. — Son indifférence en matière de gouvernement. — Lamartine subordonne à la religion les problèmes politiques et sociaux. — La *Politique Rationnelle*. — Lamartine et le socialisme. — L'influence de Saint-Simon sur Lamartine. — Les idées de Lamartine sur l'internationalisme, sur la réorganisation sociale, sur l'instruction, sur le christianisme, sur la séparation de l'Église et de l'État, sur les élections, sur le pouvoir, sur le rôle du gouvernement de Juillet, sur la centralisation, sur la législation, sur la liberté et la vertu politique. — Définition du saint-simonisme. — « Le devoir de tout homme d'aider la démocratie à s'organiser. » 42

LE VOYAGE EN ORIENT

- CHAPITRE VI. — Le but du voyage en Orient. — L'influence de l'Orient sur la religion de Lamartine. — Toute société se résout en servitudes. — Le retour à la vie de la nature. — Le communisme de Lamartine. — Son attitude vis-à-vis du socialisme. — La convergence des intérêts des classes et la critique des *Misérables*. — La propriété et la possession. — La charité; la conception de l'égalité. — L'influence de Saint-Simon et diverses autres qui contribuent à la formation des idées sociales de Lamartine. — La question des prolétaires. — L'indifférence de Lamartine en fait de gouvernement..... 63

LES IDÉES SOCIALES DE LA POÉSIE DE LAMARTINE

CHAPITRE VII. — Le poète dans Lamartine se double de l'homme d'action. — Le rôle de la poésie. — La poésie de Lamartine exprime les mêmes idées que son œuvre en prose. — La politique et la religion des poésies de Lamartine sont rationnelles. — Sa haine du despotisme. — La religion, base du progrès. — Le rôle de la religion de l'avenir. — Ses douleurs personnelles font comprendre à Lamartine les souffrances de ses « frères ». — L'abnégation de *Jocelyn*, « type chrétien de notre époque ». — Le sacrifice dans *Jocelyn* et dans *la Chute*. — La vie près de la nature. — Le respect de Dieu et celui de la famille. — Le rôle de la presse. — L'humanité forme un seul peuple. — Lamartine ennemi de la guerre. — Le patriotisme et l'internationalisme. — L'époque évangélique..... 84

LAMARTINE A LA CHAMBRE

CHAPITRE VIII. — L'attitude de Lamartine à la Chambre. — La question de la liberté des associations. — Le problème de l'enseignement. — La liberté de la presse. — L'amnistie. — Lamartine proclame le problème social plus important que le problème politique. — L'affranchissement des esclaves. — L'abolition de la peine de mort. — Les enfants trouvés. — Lamartine devient républicain. — La politique rêvée par Lamartine. — La liberté du commerce. — Le développement des idées sociales de Lamartine. — Le « parti social » et son but. — La question de la juridiction militaire. — Le discours de Lamartine sur l'adresse au roi. — Il passe à l'opposition. — La révolution est faite, pour lui, dès 1839, il ne s'agit que « d'organiser la démocratie en gouvernement ». — Lamartine veut démocratiser la nation. — Le problème du suffrage. — Lamartine désire la république... 113

DE L'HISTOIRE DES GIRONDINS A LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

CHAPITRE IX. — *L'Histoire des Girondins*, et son influence. — Par quel motif Lamartine est-il poussé à écrire *L'Histoire des Girondins*. — La souveraineté collective. — La conception de l'égalité et de la communauté. — Lamartine réfute les « chimères socialistes ». — La révolution de 1848 le fait définitivement rompre avec le

socialisme. — Lamartine se dit avoir toujours été monarchiste de raison, républicain d'occasion et d'idéal. — Le recul de ses idées sociales et son retour vers le gouvernement autoritaire se font simultanément. — Les causes de ce revirement. — Lamartine ministre. — Il désire la paix et redoute la guerre offensive qui est le « piège de la Révolution ». — Le rêve républicain de Lamartine fut de courte durée et Lamartine perd la popularité. — Il n'est plus écouté par l'Assemblée, mais il y parle quand même, croyant encore parler pour le salut de son pays..... 150

